

Antisémitisme, racisme : fléaux scolaires en hausse

- Depuis l'attaque terroriste du 7 octobre 2023 en Israël, 1434 actes anti-sémites et racistes ont été recensés, en France, par l'éducation nationale
- Caractéristique de ce tournant inquiétant : ces faits concernent dorénavant également les plus jeunes élèves, dès l'école primaire
- Yonathan Arfi, président du CRIF, parle d'une « ethnoracialisation des rapports sociaux latente » qui s'est accrue depuis le début de la guerre à Gaza
- Il n'y a plus aucune censure dans les cours d'école, notent des observateurs : « La Shoah n'est plus un tabou, faire un signe nazi non plus »
- Parmi les nombreux témoignages rapportés, le cas de Karim, traité dans son collège de « complotiste du Hamas »

PAGES 10-11

LE SACRE DE LA BANDE DESSINÉE AU CENTRE POMPIDOU

- « La BD à tous les étages » : cinq expositions simultanées célèbrent un art longtemps méprisé
- « Cet art irrigue la création », estime le président de Beaubourg, Laurent Le Bon

PAGE 27

« Rodi 1923, Corto Maltese - La Maison dorée de Samarkand », par Hugo Pratt.

1987 CONG S.A. SUISSE - TOUS DROITS RÉSERVÉS.



Rwanda Enquête sur les dérives du régime Kagame

LE 7 AVRIL, trente ans après le déclenchement du génocide contre les Tutsi au Rwanda, le président Paul Kagame rallumait la flamme du souvenir au Mémorial de Gisozi (Kigali). Ce sont quelque 800 000 hommes, femmes et enfants qui furent méthodiquement massacrés en cent jours, en 1994. Exsangue au sortir du génocide, le pays est métamorphosé. Stable, sûr, pauvre mais ancré dans une dynamique de développement planifiée, il fait aujourd'hui figure de modèle à l'échelle continentale. A quel prix ? L'enquête menée pendant plusieurs mois par *Le Monde*, Forbidden Stories et un consortium de médias internationaux révèle la face sombre du régime rwandais. Partant de la mort suspecte du journaliste John Ntwali à Kigali, en janvier 2023, l'enquête s'attache à révéler la mécanique répressive mise en œuvre par le Rwanda, y compris hors de ses frontières, notamment en Belgique.

PAGES 22 À 25

Ukraine Macron franchit un nouveau cap dans son soutien militaire

Le chef de l'Etat se dit prêt à autoriser Kiev à utiliser des missiles français pour neutraliser des sites militaires situés sur le territoire russe

PAGE 5

Justice Israël exerce des pressions sur la CPI depuis dix ans

Ecoutes téléphoniques, intimidations, menaces : l'Etat hébreu tente de dissuader la Cour pénale internationale de poursuivre ses dirigeants

PAGE 3

Brésil « Comment taxer les superprofits » : un entretien avec Fernando Haddad

PAGE 13

Européennes Deux gauches, quatre programmes et des fractures

PAGES 8-9

Contamination Les pompiers sont très exposés aux polluants de type PFAS

PAGE 6

D-Day Le Michelin 1939, boussole des soldats du Débarquement

Dans le milieu des collectionneurs, on l'appelle « l'Américain ». Le guide publié par le manufacturier clermontois en 1939 et les précieux plans qu'il contient ont joué un rôle crucial pour orienter les Alliés, le 6 juin 1944

PAGES 20-21

ÉDITORIAL
L'ALARMANTE RÉGRESSION DE LA TUNISIE DE KAÏS SAÏED

PAGE 34

En vente chez votre marchand de journaux





L'ex-président américain Donald Trump, lors de son procès, à New York, le 28 mai.

JULIA NIKHINSON/AFP

Au procès Trump, l'accusation dénonce une démocratie subvertie

Lors des plaidoiries, mardi, les avocats de l'ex-président ont accablé l'un des témoins-clés de l'affaire Stormy Daniels, Michael Cohen, et fustigé une « affaire de papier »

WASHINGTON - correspondant

Soupeser les faits, rien que les faits. Cette illusion nécessaire, au cœur des délibérations de tout jury dans une affaire criminelle, semble particulièrement délicate à préserver dans le procès de Donald Trump à New York. Mardi 28 mai, la plaidoirie puis le réquisitoire, au terme de vingt et un jours d'audience, ont dessiné l'immense responsabilité qui pèse sur les douze citoyens chargés de déterminer la culpabilité ou l'innocence de l'ex-président, inculpé pour trente-quatre faits de « falsification de documents comptables ». En cette journée intense, les jurés ont entendu deux récits antinomiques. L'un détruisait, relativisait et semait le doute, au profit du prévenu. L'autre, au nom de l'accusation, retissait la toile d'une « conspiration » dont les électeurs américains auraient été les victimes lors de la présidentielle de 2016, remportée par l'accusé. Dans la matinée, Todd Blanche, l'avocat principal de Donald Trump, a présenté ce qu'il a qualifié de simple « affaire de papier », qui devrait entraîner « un verdict très rapide et facile de non-culpabilité ». L'avocat a accablé un témoin phare de l'accusation, Michael Cohen, ancien avocat personnel du milliardaire. C'est lui qui a contracté un crédit hypothécaire pour payer en catastrophe l'ex-actrice de X Stormy Daniels à quelques jours du scrutin de 2016, pour qu'elle taise sa relation sexuelle avec le candidat Donald Trump survenue dix ans plus tôt lors d'un tournoi de golf. Une relation que le milliardaire continue de nier.

« Chaque campagne dans ce pays est une conspiration pour gagner une élection »

TODD BLANCHE
avocat de Donald Trump

Le témoin, transformé en accusé au fil de la plaidoirie, aurait agi de sa propre initiative, avant de se noyer dans ses mensonges. Ce mot « mensonge », Todd Blanche l'a décliné dix fois, cent fois, le transformant en virus qui aurait infecté tout le logiciel du procureur de Manhattan. Michael Cohen serait « le plus grand menteur de tous les temps », rien de moins. Tout le dossier serait corrompu en raison de son rôle central, lui qui aurait été obsédé depuis vingt ans par Donald Trump, passant de l'amour à la haine à son égard. Cette stratégie oratoire avait l'avantage de la simplicité. Mais elle s'accompagnait d'une obligation contradictoire : le blanchiment de la relation professionnelle entre Michael Cohen et Donald Trump. Selon la défense, le premier cité a touché de l'argent en 2017 de la part du milliardaire, alors élu à la Maison Blanche, pour la poursuite de son travail de conseil personnel. Un accord « oral » aurait prolongé cette collaboration. Todd Blanche a dépeint un « leader du monde libre » très affairé. Pourtant, plusieurs témoins ont décrit Trump comme un adepte du micromanagement.

Le deuxième angle d'attaque de Todd Blanche a visé la « conspiration » dénoncée par l'accusation, consistant à protéger le candidat Donald Trump contre des révélations sur sa vie privée, en 2015-2016, grâce à l'implication du tabloïd *The National Enquirer* et de sa maison mère, le groupe American Media Inc (AMI). Todd Blanche a banalisé cette entente, qui aurait relevé d'un « mode opératoire standard » dans la presse à scandale depuis des décennies. L'avocat a également renversé les termes de l'« histoire Stormy Daniels », en transformant Trump en victime. Il a souligné que l'ex-actrice avait voulu profiter du contexte électoral, en 2016, pour gagner de l'argent. L'occasion rêvée se serait présentée début octobre après la publication d'un enregistrement privé réalisé en marge de l'émission « Access Hollywood », daté de 2005, dans lequel Trump parlait d'« attraper [les femmes] par la chatte ». Michael Cohen se serait prêté à cette extorsion fomentée par Stormy Daniels et son entourage pour marquer des points auprès du président. Reconstituer le puzzle Selon l'avocat, le témoignage de Michael Cohen serait le seul élément contre le prévenu l'identifiant comme un participant informé. « Vous ne pouvez pas envoyer quelqu'un en prison, vous ne pouvez pas condamner quelqu'un sur la base des mots de Michael Cohen », a lancé Todd Blanche à l'adresse des jurés. Cette remarque a provoqué la fureur du juge Juan Merchan, qui seul déterminera la nature de la peine, en cas de verdict en ce sens.

« Savoir s'il y eut une conspiration pour essayer de gagner une élection n'a pas d'importance, a aussi prétendu l'avocat. Chaque campagne dans ce pays est une conspiration pour gagner une élection. Vous devez déterminer que cet effort a été commis par des moyens illégaux. » C'est là le cœur du défi posé à l'accusation. Au nom du bureau du procureur, Joshua Steinglass a eu la charge de rassembler les pièces éparpillées, puis de reconstituer le puzzle. Il l'a fait en cinq heures, en épiçant sa démonstration de traits d'humour et de piques. Il s'est d'abord évertué à rétablir la crédibilité de ses principaux témoins. Le procureur a rappelé aux jurés le traitement brutal subi par Stormy Daniels de la part des avocats du prévenu. « Mais si son témoignage était aussi insignifiant, pourquoi ont-ils travaillé si dur pour la discrediter ? », a-t-il demandé. Quant à Michael Cohen, a noté M. Steinglass, le fait qu'il soit biaisé ou qu'il ait volé quelques dizaines de milliers de dollars à la Trump Organization, avant de la quitter, n'enlève rien à son récit : « Nous n'avons pas choisi Michael Cohen. Nous ne l'avons pas recruté au magasin des témoins. Cohen aurait agi à l'insu de Trump ? Joshua Steinglass, du bureau du procureur, s'esclaffe

C'est le prévenu qui l'a choisi en tant que fixeur [parce qu'il était] prêt à mentir et à tricher en son nom. » Dans ce dossier, a expliqué le procureur, le témoin serait un simple « guide touristique » au milieu des preuves matérielles. Joshua Steinglass a ensuite abordé le cœur du dossier : la « subversion de la démocratie » que représentait le fait de priver les électeurs d'informations sur le candidat Trump. C'est le « pourquoi » du dossier, le « quoi » étant la falsification des documents comptables, résuma le procureur. A l'été 2015, lors d'une réunion à la Trump Tower, le candidat s'est accordé avec le patron du groupe AMI, David Pecker, qui contrôlait le tabloïd *The National Enquirer*, afin de lui assurer une couverture favorable. Il fallait pour cela neutraliser d'éventuelles histoires négatives, notamment sur ses infidélités, en achetant l'exclusivité des droits. Une fois que le groupe AMI avait acquis puis étouffé ces scoops, « cela devenait des contributions illégales de campagne », a expliqué Joshua Steinglass. « L'une des contributions les plus précieuses que quiconque ait fait à la campagne Trump », ajouta-t-il, peut-être même « ce qui a permis à Trump d'être élu ». Ce bouclier a déjà fonctionné à au moins deux reprises. D'abord au profit du portier de la Trump Tower, Dino Sajudin, puis de la mannequin de *Playboy* Karen McDougal, qui avait eu une longue liaison avec le milliardaire. Joshua Steinglass passa un temps fort long, lundi, à rappeler les détails et les échanges de l'époque, pour mieux démontrer l'implication de Donald Trump. La dernière alerte survint peu

avant l'élection présidentielle de novembre 2016, après l'« ouragan de catégorie 5 » que fut la révélation de l'enregistrement d'« Access Hollywood ». La panique régnait dans l'entourage du candidat. « La vidéo pouvait lui coûter l'élection, et il le savait », dit le procureur. Dans ce contexte, Michael Cohen versa alors 130 000 dollars (120 000 euros) à Stormy Daniels, obtenus au prix d'une fausse déclaration et de la création d'une société-écran. Un geste qui ne pouvait rester gratuit : l'avocat savait « où les corps étaient enterrés », a résumé le procureur. En janvier 2017, Michael Cohen convint des modalités de son remboursement avec le directeur financier de la Trump Organization, Allen Weisselberg. Une fois élu, Donald Trump lui versa 420 000 dollars – soit une somme gonflée d'une prime et d'une partie prévue pour le paiement des impôts – à travers une série de chèques mensuels, dont neuf sur onze furent signés par le président. Le « prix des ampoules » La journée de plaidoirie touchait à sa fin. Joshua Steinglass abordait tout juste la falsification de documents comptables. Il rappela que Donald Trump avait reconnu par écrit, plus tard, que les chèques représentaient un remboursement, et non une rémunération. « Cohen a passé plus de temps en contre-interrogatoire dans ce procès qu'en faisant du travail juridique pour Donald Trump en 2017 », a-t-il résumé. Maquillage de remboursement, faux documents comptables, déclarations écrites mensongères, le tout pour dissimuler la conspiration alléguée. A l'insu de Donald Trump ? Joshua Steinglass s'esclaffa. Le président était investi dans tous les détails de ses affaires, du « prix des ampoules » jusqu'à l'« abonnement à la télévision par câble à 80 dollars ». Le juge Merchan doit encore donner, mercredi, ses dernières instructions aux jurés, qui se retireront ensuite pour délibérer, ce qui pourrait durer plusieurs jours. Il leur faudra être unanimes pour déclarer Trump coupable ou non coupable – faute de quoi un nouveau procès devrait se tenir. ■ PIOTR SMOLAR

La guerre de l'ombre menée par Israël contre la CPI

L'Etat hébreu tente depuis dix ans de dissuader la Cour pénale internationale de poursuivre ses dirigeants

LA HAYE - *correspondance*

Pressions, écoutes téléphoniques, intimidations et même menaces physiques : pour empêcher que ses dirigeants ne se retrouvent dans le collimateur de la Cour pénale internationale (CPI), Israël a mené ces dix dernières années une véritable guerre de l'ombre contre cette institution. C'est ce qu'a révélé une enquête du quotidien britannique *The Guardian* et du site d'informations israélien *+972*, publiée mardi 28 mai, dont *Le Monde* a pu recouper les principaux enseignements auprès de ses sources. Des « *allégations fausses et infondées* », selon la réponse du bureau du premier ministre israélien au quotidien britannique.

Si elles ont probablement ralenti l'action des magistrats, saisis du dossier des crimes commis par Israël dans les territoires occupés depuis 2015, ces actions clandestines ont échoué à dissuader la Cour de se pencher sur le conflit en cours à Gaza. Le 20 mai, le procureur Karim Khan a demandé aux juges d'émettre des mandats d'arrêt contre le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et son ministre de la défense, Yoav Gallant, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Des mesures similaires, pour les mêmes motifs, ont été requises pour trois dirigeants du Hamas, dont Yahya Sinouar, le cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023.

Mais, jusqu'à la dernière minute, Israël a tenté de dissuader Karim Khan de passer à l'action, en utilisant tous les leviers possibles, « *jusqu'aux menaces personnelles* », explique une source à la Cour. Ces manœuvres ont incité le procureur à publier un inhabituel communiqué de protestation, début mai, dans lequel il rappelle que l'entrave au travail de la CPI est passible de cinq ans de prison. « *On n'est pas surpris de ce qu'il se passe*, poursuit la source interne. *C'est la méthode déjà utilisée avec Fatou Bensouda* [procureur de 2012 à 2021]. *Il y a eu tou-*

« Il y a même eu des menaces physiques contre l'ancienne procureure », explique une source à la CPI

tes sortes de menaces contre elle, même des menaces physiques. Des gens venaient aux alentours de sa maison, prenaient des photos. »

Dès les premières visites de l'Autorité palestinienne à la Cour en 2009, les responsables politiques et militaires israéliens se sont inquiétés d'éventuelles poursuites. Quand la Palestine a obtenu son adhésion à la CPI en avril 2015, l'Etat hébreu a mis en place une stratégie d'Etat visant à neutraliser tout risque de mise en cause de ses dirigeants et de ses soldats. Selon le quotidien britannique, Yossi Cohen, ex-chef du Mossad de 2016 à 2021 et intime de Benyamin Nétanyahou, « *a personnellement dirigé* » cette opération. M. Cohen n'a pas répondu aux questions des journalistes.

Menace implicite

Ce dernier aurait rencontré la procureure une première fois lors du Forum annuel sur la sécurité de Munich, en 2017. « *Une réunion stratégique à laquelle participent toujours les procureurs. Là-bas, beaucoup de choses se passent dans les couloirs* », confirme un ancien fonctionnaire de la Cour. L'année suivante, il se serait présenté dans la chambre d'hôtel de la procureure à New York, sans avoir été annoncé au préalable.

Selon le *Guardian*, le maître espion israélien aurait montré à la procureure une photo d'elle prise lors d'un voyage à Londres avec son mari. Une source précise au *Monde* que M^{me} Bensouda aurait aussi été photographiée lors d'un déplacement privé pour un mariage au Qatar. Selon les sources

internes à la CPI qui se sont confiées au quotidien britannique, Yossi Cohen aurait implicitement menacé la procureure : « *Vous devriez nous aider et nous laisser prendre soin de vous. Vous ne voulez pas vous engager dans des choses qui pourraient compromettre votre sécurité ou celle de votre famille* », lui aurait-il dit.

Dans le même temps, les Israéliens traquent le contenu des pièces à charge apportées à la CPI. « *Les échanges privés avec des responsables palestiniens étaient régulièrement surveillés et largement partagés entre les communautés du renseignement* », écrit *+972*. En 2016, Fatou Bensouda informe les Etats membres de la Cour que des responsables de deux organisations palestiniennes, Al-Haq et Al Mezan, des ONG de défense des droits de l'homme très respectées, « *ont fait l'objet de menaces, d'actes d'intimidation et d'interférence* ».

L'offensive israélienne a culminé en 2021 lorsque six ONG palestiniennes en contact avec la Cour ont été décrétées « *terroristes* ». « *Nous risquons notre sécurité personnelle et notre vie à soutenir la CPI* », expliquait au *Monde*, en septembre 2023, Shawan Jabarin, le directeur général d'Al-Haq.

Les responsables israéliens ont tenté aussi d'obtenir le dessaisis-

sement de la Cour. La CPI n'intervient qu'en dernier recours, dans le cas où un Etat ne peut, ou ne veut pas, poursuivre des auteurs présumés de crimes de guerre. « *Il y avait des échanges réguliers entre le bureau du procureur et le cabinet du premier ministre. Ils essayaient de démontrer que la Cour n'avait pas de raisons d'intervenir, qu'ils menaient eux-mêmes les enquêtes avec leurs propres services* », souligne un ancien membre du bureau du procureur.

Malgré ces pressions, le 20 décembre 2019, Fatou Bensouda annonce son intention d'ouvrir une enquête sur les crimes commis par Israël à l'encontre des Palestiniens. Elle demande au préalable aux juges de lui préciser les limites du territoire sur lequel elle est compétente. Au même moment, l'avocat général d'Israël dépose un mémoire de 34 pages à la Cour, rejetant sa compétence. « *Ils avaient accès au dossier, c'était évident* », affirme une source à la CPI.

La balle est alors dans le camp des juges. Plusieurs d'entre eux sont la cible de pressions, rapportent des sources internes. Dans certains cas, « *des méthodes classiques de kompromat* [terme russe qui désigne l'utilisation de documents compromettants pour nuire à une personne] ont été uti-

L'offensive israélienne a culminé en 2021, lorsque six ONG palestiniennes en contact avec la Cour étaient décrétées « terroristes »

lisées. Ceux qui étaient menacés pouvaient recevoir par exemple une photo d'eux en bonne compagnie ». D'autres magistrats de la CPI ont été aussi « *approchés par leur propre gouvernement* ». Les responsables israéliens pressent leurs alliés de s'opposer à la Cour. En septembre 2020, à la suite de sa décision de lancer une enquête sur les exactions commises par les troupes américaines en Afghanistan, Fatou Bensouda avait été placée sous sanction par l'administration de Donald Trump. La mesure, qui valait avertissement sur la Palestine, a été levée au début du mandat de Joe Biden.

En février 2021, les juges saisis par le procureur rendent leur décision. Celle-ci lève le dernier obsta-

cle à l'ouverture d'une enquête sur les crimes perpétrés par l'Etat hébreu dans les territoires occupés, Jérusalem-Est compris, depuis 2014. Après l'attaque du 7 octobre 2023, la procédure a été élargie aux crimes commis par le Hamas en Israël et aux opérations israéliennes dans la bande de Gaza.

Il a fallu cet assaut, qui a causé la mort de 1200 Israéliens, et les bombardements sur Gaza menés en représailles – qui ont fait à ce jour plus de 35 000 morts selon des chiffres du ministère de la santé local – pour que le procureur Karim Khan, successeur de Fatou Bensouda, se décide à relancer l'enquête de la CPI, jusque-là au point mort. Fin novembre, il se rendait en Israël et à Ramallah où « *les renseignements israéliens ont suivi de près la visite* », écrit *+972*, car, comme pour Fatou Bensouda, « *le renseignement israélien surveille aussi les activités de Khan* ».

Interrogé sur ces révélations, son service de presse explique être « *conscient (...) des activités proactives de collecte de renseignements entreprises par un certain nombre d'agences hostiles* » et mettre en œuvre « *des contre-mesures* ». Le procureur et la Cour assurent « *protéger l'intégrité et l'indépendance de leurs enquêtes* ». ■

STÉPHANIE MAUPAS

Bombardements israéliens à Rafah

L'armée israélienne bombardait, mercredi 29 mai, Rafah, grande ville du sud de la bande de Gaza, où, selon des témoins, elle a déployé ses chars. A l'ONU, un projet de résolution se prépare pour tenter d'« *arrêter* » les violences sur place, après un bombardement, survenu dimanche, qui a fait 45 morts et suscité une vague d'indignation mondiale. La défense civile de Gaza a annoncé, mardi, la mort de 21 personnes dans une nouvelle frappe israélienne sur un camp de déplacés, dans le sud du territoire palestinien. L'armée israélienne, qui dit avoir diligenté une enquête interne, a affirmé, mardi, que les munitions utilisées ne pouvaient pas avoir « *à elles seules* » provoqué l'incendie meurtrier de dimanche. – (AFP)

La Palestine inaugure officiellement son ambassade à Madrid

La reconnaissance de l'Etat palestinien par l'Espagne accroît les tensions avec Israël, qui restreint l'activité consulaire espagnole à Jérusalem

MADRID - *correspondante*

Peinte en rouge et vert – les couleurs de la Palestine –, une reproduction de *Guernica*, de Picasso, symbole de l'horreur de la guerre, occupe le mur d'une salle où se pressent des dizaines de journalistes, ce mardi 28 mai, dans ce qui était jusqu'alors la délégation générale de la Palestine en Espagne. Représentant de l'Autorité palestinienne en Espagne, en poste depuis 2022, Husni Abdel Wahed a décidé d'organiser une première conférence de presse en qualité d'ambassadeur quelques heures à peine après que l'Espagne a reconnu officiellement l'Etat de Palestine, en conseil des ministres, sur la base des frontières de 1967. « *Ce n'est pas*

seulement une question de justice historique, mais c'est aussi la seule manière d'avancer vers la paix », a estimé le président du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, lors d'une allocution solennelle le matin même.

Dans ce palais du nord de Madrid, devenu une ambassade, les premiers mots de M. Abdel Wahed, ancien ambassadeur de la Palestine en Argentine, 64 ans, vont d'abord aux victimes palestiniennes du « *génocide* » que commet, selon lui, Israël à Gaza. Il a cependant tenu à « *célébrer* » le « *pas très important* » accompli par l'Espagne, ainsi que par la Norvège et l'Irlande, qui « *réaffirment leur engagement envers l'avenir, la paix et la liberté* » du peuple palestinien, explique-t-il.

« *La reconnaissance en soi n'est pas un objectif, mais un pas nécessaire pour d'autres pas qui doivent se concrétiser dans la solution des deux Etats* », ajoute-t-il. Quant à la portée concrète de cette reconnaissance, il estime que « *si elle était seulement symbolique, Israël n'aurait pas réagi avec une telle véhémence* ».

« Récompense » au Hamas

Déjà tendues du fait des fortes critiques de Madrid à l'égard d'Israël, depuis le début de l'offensive lancée sur Gaza après les attentats du Hamas du 7 octobre 2023, les relations bilatérales se sont encore dégradées ces derniers jours. Israël a rappelé son ambassadrice en Espagne et, surtout, a interdit au consulat d'Espagne à Jérusa-

lem-Est de fournir ses services aux Palestiniens.

Non seulement, le ministre des affaires étrangères israélien, Israel Katz, voit dans la reconnaissance de l'Etat de Palestine une « *récompense* » au Hamas, mais il s'est indigné par les propos « *antisémites* » de la ministre espagnole du travail, Yolanda Diaz, numéro trois du gouvernement et dirigeante du mouvement de gauche radicale Sumar. Le 24 mai, celle-ci a diffusé une vidéo se félicitant de la reconnaissance de l'Etat de Palestine et concluant : « *Nous ne pouvons pas nous arrêter là : la Palestine sera libre de la rivière à la mer* ». Sur le réseau social X, M. Katz, est allé jusqu'à publier la photo de M^{me} Diaz, mardi, entourée de celle du dirigeant du Hamas, Yahya Sinouar, et

de celle du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, comme l'une de ceux qui « *appellent à la disparition de l'Etat d'Israël et à l'établissement d'un Etat terroriste islamique palestinien* ».

Dans un communiqué, lundi 27 mai, M. Katz a précisé que l'antenne diplomatique espagnole ne sera « *autorisée à délivrer des services consulaires qu'aux résidents de la circonscription consulaire de Jérusalem* » et qu'elle ne pourra pas « *exercer une activité consulaire à l'égard des résidents de l'Autorité palestinienne* ». M. Abdel Wahed a suggéré au gouvernement espagnol d'y répondre en dispensant les citoyens palestiniens de visa. Et de rappeler la relation « *très spéciale* » de l'Espagne avec la Palestine, de l'ouverture

du premier bureau de représentation de l'OLP, en 1972, à la Conférence pour la paix de Madrid, en 1991, début du processus de paix qui aboutit aux accords d'Oslo de 1993.

M. Sanchez s'est engagé à travailler pour la tenue d'une conférence de paix. Mercredi 29 mai, le ministre des affaires étrangères, José Manuel Albares, devait recevoir des membres du groupe de contact de la Ligue arabe, dont ses homologues saoudien, qatari, jordanien et turc, ainsi que le premier ministre palestinien, Mohammad Mustafa. De son côté, le leader du parti d'extrême droite Vox, Santiago Abascal, a été reçu, mardi, à Tel-Aviv, par Benyamin Nétanyahou, à qui il a apporté son soutien. ■

SANDRINE MOREL

Ramaphosa ou l'espoir sud-africain déçu

Pour la première fois depuis la fin de l'apartheid, le Congrès national africain pourrait perdre la majorité

JOHANNESBURG - correspondance

L'élection, mercredi 29 mai, de la nouvelle Assemblée nationale, qui désignera le prochain président, pourrait marquer un tournant historique en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie. Au pouvoir depuis les premières élections libres et le triomphe de Nelson Mandela, en 1994, son parti, le Congrès national africain (ANC), pourrait perdre la majorité absolue pour la première fois depuis la fin de l'apartheid.

Samedi 25 mai, à l'occasion de son dernier meeting de campagne, à Johannesburg, le président Cyril Ramaphosa a tenté une nouvelle fois de convaincre les électeurs de donner une victoire franche à l'ANC. Face à un stade de 95 000 places presque plein mais sans grande ferveur, le chef de l'Etat a martelé un message « *d'espoir et de renouveau* », promettant de lutter contre le chômage massif, de rebâtir les services publics en déshérence et de redynamiser l'industrie alors que la croissance stagne autour de 0,8 % par an en moyenne depuis 2012.

Dans les travées du stade, les militants reconnaissaient volontiers les défaillances du parti, accusé d'avoir laissé se dégrader la situation du pays qui s'enfonce dans une multitude de crises après trente années de gouvernance monolithique. Mais « *l'ANC a amélioré la vie de beaucoup de gens*, résume Sibusiso Mkosi, un enseignant de 26 ans. *Il n'y a pas de travail mais, au moins, ils font en sorte que tout le monde survive grâce aux pensions* ». Dans un pays où le taux de chômage s'élève à 32,9 %, plus de 18 millions de personnes, soit 30 % de la population, bénéfi-

cient de ces aides sociales mises en place par le parti. « *L'ANC est du côté du peuple; même s'il y a des problèmes, ils connaissent les aspirations des plus pauvres et ils se sont battus pour nous contre l'apartheid* », dit encore Bhekisizwe Mapela, un tapisseur de 56 ans. Tout en promettant de « *faire mieux* », Cyril Ramaphosa mise sur cette rente mémorielle. « *Mercredi 29 mai, notre peuple décidera si notre pays continue à avancer vers un avenir meilleur, ou s'il recule vers un passé terrible* », a-t-il asséné.

45 % des intentions de vote

Une allusion parmi d'autres au principal concurrent de l'ANC, l'Alliance démocratique, que le président dépeint en « *force réactionnaire* », accusée de vouloir « *remettre en cause les acquis de la démocratie* ». Crédité de 20 % à 25 % des intentions de vote par les principaux sondages, le parti de centre droit semble inquiéter la formation au pouvoir. Du côté de la gauche radicale, les mouvements populistes des Combattants pour la liberté économique (EFF) ainsi que celui de l'ancien président Jacob Zuma, Umkhonto we Sizwe (du nom de la branche armée de l'ANC à l'époque de l'apartheid), créé en septembre 2023, pourraient rassembler 20 % des votes.

Face à cette nouvelle donne, l'ANC accuse le coup. Le parti, qui a remporté l'élection de 2019 avec 57,7 % des voix, est donné entre 40 % et 45 % des intentions de vote. Le recul annoncé est à la hauteur de la déception qui a gagné de nombreux Sud-Africains. Car Cyril Ramaphosa n'est pas parvenu à tenir sa promesse de redressement du pays. La ruine des infrastructures publiques, malmenées par des années de gestion désastreuse, est devenue manifeste. Au cours des

deux dernières années, les coupures d'électricité, conséquences de l'incapacité de la compagnie publique à répondre à la demande, ont explosé, avant de cesser à deux mois des élections. Les coupures d'eau se multiplient également et les chemins de fer ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes.

Plombée par la pandémie de Covid-19 et la déliquescence des infrastructures, la croissance a encore ralenti quand le nombre de chômeurs, déjà massif, s'est envolé. La performance est mauvaise aussi sur le front de la criminalité; en 2023, le pays a enregistré 27 500 meurtres, un tiers de plus qu'en 2019.

Longtemps perçu comme un gage d'intégrité à la tête d'un mou-

Après des années de gestion désastreuse, la ruine des infrastructures publiques est devenue manifeste



Une silhouette représentant le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, lors d'un meeting, à Johannesburg, le 25 mai. MICHELE SPATARI/AFP

vement à la dérive, Cyril Ramaphosa lui-même a vu sa probité mise en doute, en 2022, quand la présidence a été contrainte de reconnaître le vol de près de 500 000 dollars (460 800 euros) en liquide, cachés dans un canapé de l'une de ses fermes. Le président, qui a été brièvement menacé par une enquête parlementaire en vue d'une possible destitution, est finalement parvenu à obtenir la protection de son parti à l'Assemblée nationale. Une faiblesse exploitée par ses opposants qui le surnomment volontiers « *Mr Phala Phala* », du nom de la ferme cambriolée. Même l'esté de ces revers, l'ANC restera sans doute le premier parti du pays. Mais si elle perd sa majorité parlementaire, la formation devra former une coalition pour conserver le pouvoir. Officiellement, le mouvement refuse d'envisager cette perspective; pourtant, certains faits trahissent sa fébrilité.

Deux semaines avant les élections, Cyril Ramaphosa a signé une loi destinée à réformer le système de santé en promettant que tous les Sud-Africains pourront, à l'avenir, se faire soigner dans n'importe quel établissement, public ou privé, aux frais de l'Etat. Une

perspective providentielle pour les trois quarts de la population qui, n'ayant pas les moyens de souscrire une assurance privée, dépendent d'un système de santé public défaillant. Et qu'importe si l'annonce a provoqué une levée de boucliers de la part de tous les partisans sociaux – à commencer par le secteur privé –, qui jugent la réforme inapplicable.

« Bâtir sur les progrès réalisés »

Au cours de son dernier meeting, samedi, le chef de l'Etat a également ouvert la porte à la mise en œuvre d'un revenu de base universel, attendu par les Sud-Africains sans emploi.

Enfin, dimanche, sur la chaîne de télévision publique SABC, Cyril Ramaphosa s'est paré de tous ses attributs présidentiels pour un dernier appel du pied aux électeurs. Sans prononcer une seule fois le nom de l'ANC, il a dressé un bilan flatteur de ses cinq années au pouvoir, enjoignant aux Sud-Africains de « *[lui] laisser bâtir sur les progrès réalisés* ». L'intervention lui a valu une volée de critiques qui l'accusent de détourner les moyens de l'Etat à des fins électoralistes. Ces armes de conviction massives suffiront-elles à

offrir à l'ANC un score approchant, ou dépassant la barre des 50 %? C'est toute la question. S'il dépasse ce seuil, le parti restera le maître incontesté du pays. S'il s'en approche, il peut parvenir à garder le contrôle en s'alliant avec de petites formations sans que cela n'entrave sa politique. Un score inférieur à 45 % le contraindrait, à l'inverse, à tenter de composer avec ses principaux opposants pour l'élection du président par les parlementaires et la formation d'un gouvernement.

En cas de résultat particulièrement décevant, l'ANC pourrait même être tenté d'aller chercher les voix du parti de Jacob Zuma, rival personnel de Cyril Ramaphosa et symbole de l'affaiblissement du pays. Dans cette équation, la question de la participation sera centrale. D'après une analyse de l'institut Ipsos, publiée début mai, le parti au pouvoir pourrait en effet bénéficier d'une forte abstention, qui accentuerait le poids de ses électeurs les plus dévoués. Une prime à la désillusion. ■

MATHILDE BOUSSON

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Au Mexique, la popularité d'« AMLO », gage de victoire de sa candidate

Le président quitte ses fonctions avec 60 % d'opinions positives, laissant de fortes chances de l'emporter à Claudia Sheinbaum, le 2 juin

REPORTAGE

TEPOZTLAN (MEXIQUE) -
envoyée spéciale

Le marché de Tepoztlan dans l'Etat de Morelos, à deux heures au sud de Mexico, est toujours animé à l'heure du déjeuner. On s'attable aux comptoirs autour des cuisinières, qui font cuire les tortillas sur des plaques rondes chauffées au gaz. La conversation s'engage facilement entre les chaland, car beaucoup se connaissent dans cette ville de 50 000 habitants. Et, à une semaine de l'élection présidentielle, elle glisse vite sur le terrain politique, alors que des jeunes se faufilent entre les tables pour distribuer la propagande de Mouvement régénération nationale (Morena), parti du président Andres Manuel Lopez Obrador (dit « AMLO »), au pouvoir depuis 2018.

David Porfirio Rivera, un maçon costaud de 38 ans, débardeur sur le dos et casquette couverte de plâtre, prend le prospectus et lance assez fort : « *Le meilleur président que le Mexique ait connu*. » L'homme n'est pourtant pas un militant de Morena, mais il « ad-

mire le président ». A ses côtés, ses deux collègues rigolent : « *Il fait de la publicité dès qu'il peut pour AMLO*. » Et, en effet, David récite d'un trait les arguments du pouvoir : « *Nos salaires ont doublé, nos jours de vacances aussi, et nous n'avons jamais manqué de travail alors que l'opposition disait que l'économie allait s'effondrer si on améliorait nos conditions*. AMLO a eu le courage de les affronter et de nous défendre. »

Autour de la table, on acquiesce de la tête, on sourit, on blague sur une phrase que le président vient de dire contre les patrons. Sur ces bancs, les clients qui dépendent à peine 2 euros pour se restaurer sont tous des travailleurs ou des paysans. Personne ne touche directement d'aides sociales, mais tous ont des parents âgés qui bénéficient de la « pension universelle » de 70 euros par mois, désormais inscrite dans la Constitution et indexée sur l'inflation. Elle est versée à tous les Mexicains dès 68 ans, 65 ans pour les indigènes.

« *Ce n'est pas beaucoup mais cela fait une énorme différence*. Avant, il fallait qu'on aide nos parents », explique la cuisinière Madinina Meza, en préparant des tortillas, et

dont la fille bénéficie d'une bourse (50 euros par mois) pour étudier. « *Cela paie surtout ses repas et le transport jusqu'à la faculté, mais son frère aîné n'a jamais été aidé et il a préféré travailler à 19 ans plutôt qu'étudier* », regrette cette mère.

« Anti-establishment »

Jorge Linarez, 62 ans, un apiculteur qui vend son miel au marché, précise qu'il ne touche aucune allocation et qu'il n'est pas plus riche depuis que la gauche a pris le pouvoir en 2018, mais il l'assure : « *Je défends AMLO car il est proche des gens, il connaît nos difficultés*. C'est le premier chef d'Etat que j'écoute car il parle de nous, les pauvres de ce pays. »

Il ne fait guère de doute que tous glisseront un bulletin de vote pour la candidate de Morena, Claudia Sheinbaum, lors de l'élection présidentielle du 2 juin, alors que la Constitution mexicaine interdit au président « AMLO » de se représenter. Si l'ancienne maire de Mexico dispose depuis le début de cette campagne d'une large avance sur Xochitl Galvez, la candidate de l'opposition de droite, c'est d'abord grâce à la popularité du président qui, après six ans de

mandat, se situe toujours autour de 60 % d'opinions positives.

« *En 2018, AMLO a gagné la présidentielle et obtenu la majorité absolue dans les deux chambres, ce qui n'était jamais arrivé en trente ans de démocratie*, explique l'analyste politique Carlos Bravo Regidor. *Il existait une colère immense contre la classe politique et, pendant son mandat, AMLO s'est chargé de rappeler tous les jours aux Mexicains ce ressentiment*. Aujourd'hui encore, il est perçu comme un politique anti-establishment. »

Avant d'accéder à la fonction suprême, le chef de l'Etat sortant a eu une large trajectoire politique : il avait mené plusieurs combats contre des fraudes électorales dans son Etat natal de Tabasco, dirigé pendant six ans la capitale Mexico (de 2000 à 2006) et tenté deux candidatures infructueuses à la présidentielle (en 2006 et en 2012). « *AMLO est surtout apprécié pour sa manière très particulière de communiquer avec ses électeurs : il explique d'une façon très pédagogique ses décisions*. Mais sa popularité aujourd'hui a beaucoup à voir avec sa politique contre la pauvreté qui a fon-

ctionné », considère Carlos Perez-Ricart, chercheur en sciences politiques au Centre de recherche et d'enseignement en économie. Selon l'organisme autonome chargé d'évaluer la pauvreté, le Coneval, la proportion de personnes concernées était de 49,9 % en 2018, contre 43,5 % en 2022, ce qui correspond à près de 9 millions de personnes sorties de la pauvreté. La population en situation d'extrême dénuement a diminué également, passant de 14 % en 2018 à 12,1 % en 2022.

Marché du travail « transformé »

« *Plus que les aides sociales, la grande réussite d'AMLO a été la transformation du marché du travail*, estime Viri Rios, sociologue et autrice d'un livre sur l'inégalité, *No es normal* (« ce n'est pas normal », Grijalbo, 2021, non traduit). *L'augmentation du salaire minimum a eu aussi un impact sur les revenus de ceux qui sont sur le marché informel*. Et, alors que le patronat répétait que le Mexique allait ainsi perdre attractivité et investissements, le pays est devenu le premier partenaire commercial des Etats-Unis. » Durant la campagne, l'économie n'a de fait pas été

un des thèmes de discussion ni de préoccupation des Mexicains dans les études d'opinion.

L'insécurité caracole en revanche en tête de leurs inquiétudes, alors que la politique du président, dénommée *Abrazos, no balazos* (« des accolades, pas des fusillades »), qui consistait à aider les jeunes à sortir de la délinquance plutôt que de les combattre, n'a pas fait baisser la violence. Ce mauvais bilan a été l'angle d'attaque de la candidate de l'opposition, qui a promis d'en finir avec « *les accolades aux délinquants* ».

Ce discours a séduit Victor (qui a requis l'anonymat), un artisan qui vend des paniers au marché de Tepoztlan. A 28 ans, il a dû quitter son Etat natal de Guerrero, plus au sud, alors qu'un cartel fait désormais la loi dans son village. « *AMLO nous a abandonnés et nous sommes sans doute très nombreux à avoir dû fuir cette violence pendant son mandat* », raconte-t-il dépité. Il ne votera pas pour Claudia Sheinbaum, même s'il ne se fait aucune illusion sur l'issue du scrutin : « *Nous allons être dirigés par Morena pour ces six prochaines années et peut-être bien plus*. » ■

ANNE VIGNA

Macron prêt à autoriser Kiev à viser des cibles militaires en Russie

A Berlin, aux côtés du chancelier Olaf Scholz, le président français a estimé que les frappes sur Kharkiv du sol russe justifiaient ce feu vert

MESEBERG (ALLEMAGNE) -
envoyé spécial

Emmanuel Macron et Olaf Scholz s'affichent toujours très soucieux d'éviter l'escalade avec la Russie, mais tous deux ont franchi, mardi 28 mai, un nouveau cap dans leur soutien militaire à l'Ukraine. A l'occasion d'un conseil des ministres franco-allemand, le chef de l'Etat français a pour la première fois accepté d'autoriser Kiev à frapper des cibles militaires sur le territoire russe, avec des missiles français, tandis que le chancelier allemand faisait une ouverture plus prudente, mais nouvelle, sur la question.

« On doit permettre [aux Ukrainiens] de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles, les sites militaires depuis lesquels l'Ukraine est agressée », a dit Emmanuel Macron, lors d'une conférence de presse au château de Meseberg, près de Berlin, au dernier jour de sa visite d'Etat en Allemagne. « Mais on ne doit pas permettre de toucher d'autres cibles en Russie, et évidemment des capacités civiles », a-t-il précisé. « Ce qui a changé, c'est que la Russie a un peu adapté ses pratiques », a justifié le président français, constatant, carte à l'appui, qu'elle bombarde la ville de Kharkiv et ses environs depuis son sol et non plus depuis les territoires occupés : « Si on dit [aux Ukrainiens] "vous n'avez pas le droit d'atteindre le point d'où sont tirés les missiles", en fait, on leur dit "on vous livre des armes, mais vous ne pouvez pas vous défendre." »

L'Allemagne refuse toujours de livrer ses missiles de longue portée Taurus à Kiev, mais Olaf Scholz a ouvert la porte à ce que

les chars transférés par Berlin sur le front ciblent le territoire russe. « L'Ukraine a toutes les possibilités de le faire, en vertu du droit international, a-t-il déclaré. Il faut le dire clairement, elle est attaquée et peut se défendre. »

La question embarrasse depuis des semaines les alliés de l'Ukraine, son président, Volodymyr Zelensky, ayant réclamé à plusieurs reprises la possibilité de frapper le territoire russe, en dépit des restrictions posées par les Occidentaux sur les armes qu'ils lui fournissent. « Notre position n'a pas changé à ce stade. Nous n'encourageons ni ne permettons l'utilisation d'armes fournies par les Etats-Unis pour frapper le sol russe », a commenté John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain, après l'annonce de M. Macron.

« Penser en franco-allemand »

Un peu plus tôt dans la journée, Vladimir Poutine avait d'ailleurs cherché à intimider les pays européens : « Cette escalade permanente peut avoir des conséquences graves », a menacé le président russe depuis Tachkent, en Ouzbékistan : « En Europe, en particulier dans les petits pays, ils doivent réfléchir à ce avec quoi ils jouent. Ils doivent se souvenir qu'ils sont bien souvent des Etats ayant un petit territoire et une population très dense. » Le changement de doctrine de la France, et de l'Allemagne dans une moindre mesure, illustre la volonté des deux partenaires de rapprocher leurs points de vue après s'être déchirés, fin février, sur l'éventuel envoi de troupes occidentales en Ukraine. Emmanuel Macron n'a pas voulu confirmer l'arrivée d'instructeurs

« Cette escalade permanente peut avoir des conséquences graves »

VLADIMIR POUTINE
président russe

français à Kiev, en dépit des révélations faites en ce sens par l'état-major ukrainien la veille. « Je n'ai pas pour habitude de commenter des rumeurs ou des décisions qui pourraient arriver », a-t-il dit, parlant de « communications non coordonnées et malheureuses ». Le chef de l'Etat a cependant indiqué qu'il ferait de nouvelles annonces en matière d'appui militaire à Kiev lors de la venue de Volodymyr Zelensky en France, à l'occasion des 80 ans du Débarquement, le 6 juin.

Les dirigeants français et allemand ont cherché à apaiser les tensions que les questions de sécurité suscitent depuis des mois entre Paris et Berlin. « Nous devons penser en franco-allemand notre défense », a plaidé Emmanuel Macron, en recevant le matin, à Münster, le Prix international de la paix de Westphalie pour son engagement européen.

Olaf Scholz a confirmé de son côté que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni étaient prêts à coopérer pour développer en commun de nouveaux matériels de frappe dans la profondeur. Un projet de long terme pour des Européens désormais soucieux d'autonomie dans ce domaine. Même souci d'apaisement au sujet du bouclier antimissile – le

projet « Sky Shield » – que l'Allemagne a proposé de mettre sous le contrôle de l'OTAN. Si la France continue de se tenir à l'écart du dispositif, M. Macron semble prêt à examiner ses enjeux dans le cadre des réflexions qu'il appelle de ses vœux, depuis son discours de la Sorbonne le 25 avril, pour structurer la défense du continent. « L'initiative allemande a le mérite de poser cette question de manière tout à fait pertinente pour tous les pays qui n'ont pas la dissuasion », a observé M. Macron.

Exceptionnellement, un conseil franco-allemand de défense a même été organisé pour afficher un front commun. A défaut d'annonces tangibles, une déclaration commune a été adoptée : « En nous appuyant sur les solides liens d'amitié franco-allemands et de concert avec nos alliés et partenaires, nous veillerons à ce que nos capacités de défense et de dissuasion demeurent crédibles en toutes circonstances face à tout adversaire éventuel », est-il écrit dans ce document.

Ces conclusions viennent s'ajouter à ce que MM. Scholz et Macron ont qualifié de contribution commune aux discussions engagées pour définir l'agenda de la prochaine Commission européenne, après les élections du 9 juin. Les deux dirigeants demandent la création d'un « produit d'épargne européen » et plaident pour mettre sur pied une union de capitaux, une perspective longtemps bloquée par Berlin. Ils sont cependant encore loin de se mettre d'accord sur un nouvel emprunt commun, dans le but de financer l'armement de l'Ukraine ou la défense du continent. ■

PHILIPPE RICARD

Réfugiés au Kazakhstan, des déserteurs russes vivent dans la peur d'être renvoyés

Les services de sécurité de Moscou ont enlevé un soldat et l'ont emmené sur une base russe

ALMATY (KAZAKHSTAN) -
envoyée spéciale

Astana, il vit sans carte SIM, ni logement ou compte bancaire à son nom. Oleg (le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité), la trentaine, est né à l'intérieur du cercle polaire russe, « dans une ville où les températures descendent entre -50 °C et -60 °C l'hiver ». Cet ex-militaire russe réside dans la capitale du Kazakhstan, depuis qu'il a déserté l'armée, fin 2022.

« Je viens d'une famille pauvre, où l'armée est souvent la seule voie pour survivre. Dès le début de la guerre en Ukraine, j'ai été affecté dans les zones de combat les plus chaudes. C'était n'importe quoi, se souvient-il. J'ai tenté de démissionner maintes fois, en vain. Au bout de six mois, j'ai profité d'une permission pour rentrer chez moi, et j'ai traversé la frontière vers le Kazakhstan en une journée. »

Comme Oleg, plus d'une quinzaine de militaires vivraient dans ce pays d'Asie centrale pour échapper à l'enfer de la guerre en Ukraine, estime le Bureau international du Kazakhstan pour les droits de l'homme, une ONG indépendante qui n'exclut pas que ces soldats pourraient être, en réalité, plus nombreux. L'ex-république soviétique, qui a vu débarquer 400 000 Russes en 2022 après la

mobilisation partielle, est devenue une destination privilégiée pour déserteurs et opposants : dans ce pays russophone, où le coût de la vie est abordable, pas besoin de passeport, que les militaires russes possèdent rarement, pour entrer.

Mais passer la frontière vers cet Etat voisin de la Russie n'est plus gage de sécurité. Le Kazakhstan est tributaire d'un accord d'entraide judiciaire avec la Russie, permettant la détention de toute personne recherchée par Moscou ayant commis un crime – déserteurs de l'armée compris, en vertu de l'article 338 du code pénal russe. Depuis deux ans, cinq arrestations ont eu lieu, obligeant ces derniers à se faire discrets, voire invisibles. A ce jour, aucun n'a cependant été extradé par les autorités kazakhes, car « le crime de désertion ne figure pas dans le code pénal kazakh comme motif raisonnable pour extradier une personne », affirme Denis Djivaga, avocat au Bureau international du Kazakhstan pour les droits de l'homme. Oleg reste néanmoins sur ses gardes. Il se dit même « plus tendu que d'habitude », depuis l'arrestation de Kamil Kasimov, le 23 avril.

Originaire de Bouriatie (non loin de la Mongolie), ce contractuel de l'armée russe âgé de 23 ans a fui vers la capitale kazakhe en juin 2023. Interpellé puis relâché

par la police locale, « il se trouve actuellement à Priozersk, base russe au Kazakhstan », affirme son avocat, Artur Alkhastov. Tout nous laisse penser qu'il a été enlevé illégalement : il a été attrapé par des officiers russes sur son lieu de travail, alors que l'adresse ne figure sur aucune base de données. « Potentiellement, d'autres déserteurs ont été emmenés » dans cette base située sur les bords du lac Balkhach, « avant d'être renvoyés en Russie », admet Artur Alkhastov. Des méthodes déjà utilisées en Arménie : deux déserteurs ont été enlevés par les services russes dans la ville de Gumri, où Moscou dispose d'une base militaire importante.

Militants antiguerre détenus

En Russie, une peine de prison de cinq à quinze ans attend les déserteurs. Mikhail Jiline, ex-officier du FSB, les services de sécurité russes, a été condamné à six ans et demi de prison en Sibérie après avoir été expulsé du Kazakhstan pour franchissement illégal de frontière, en mars 2022.

A l'époque, le cas de Mikhail Jiline avait suscité une première vague d'inquiétude. « C'était une sorte de rappel à l'ordre pour le pouvoir kazakh, estime Denis Djivaga, même si, en même temps, les autorités s'ici tentent toujours de laisser une marge de manœuvre aux personnes réclamées par Moscou. »

Outre les déserteurs, les militants antiguerre, inscrits sur la liste des personnes recherchées pour « dis- crédit de l'armée russe » ou « extrémisme », sont aussi dans le viseur des tribunaux russes. Certains ont pu quitter le pays, comme Evguenia Baltatarova, journaliste russe de Bouriatie installée à Astana dès mars 2022, et exilée en France depuis début 2024. Au Kazakhstan, où elle a été arrêtée à deux reprises, elle avait continué de publier des messages antiguerre sur les réseaux sociaux, ce qui lui a valu d'être classée « agent de l'étranger » en Russie. « La deuxième fois, on m'a menottée, forcée à faire une visite médicale, et confisqué tous mes biens, raconte-t-elle. Pour une amende pendant un contrôle de titre de transport dans le bus, on peut être mis en détention provisoire. »

A Almaty, la capitale économique, le sort d'au moins deux opposants russes est toujours en suspens. Aikhal Ammosov, activiste de Iakoutie, et Natalia Narskaïa, originaire de Moscou, végètent dans un centre de détention depuis, respectivement, octobre et juin 2023, après que la Russie a demandé leur extradition. « Nous avons fait une demande de statut de réfugié, mais la décision est toujours suspendue », explique Denis Djivaga. Cela les empêche au moins d'être extradés. ■

EMMA COLLET

En Géorgie, le 28 mai 2024, « Jour de la trahison »

Le projet de loi controversé sur l'« influence étrangère » a été définitivement adopté mardi

Deux mois de manifestations et de pressions internationales n'y auront rien changé : le projet de loi sur l'« influence étrangère » a été définitivement adopté, mardi 28 mai, en Géorgie. Comme prévu, le veto de la présidente, Salomé Zourabichvilia, été révoqué au Parlement par le parti au pouvoir, Rêve géorgien, à 84 voix contre quatre. Des milliers de personnes ont suivi les débats sur les écrans installés à l'extérieur du bâtiment, sous l'œil des forces de sécurité masquées.

La date est appelée à rester dans l'histoire de cette ex-république soviétique du Caucase, déchirée entre une population pro-européenne et un gouvernement pro-russe, et qui tente de sortir de l'influence de Moscou depuis son indépendance, en 1991. Les opposants au texte lui ont déjà trouvé un nom : le « Jour de la trahison ».

Trahison du peuple géorgien, tout d'abord. Près de 80 % des 3,7 millions d'habitants aspirent à rejoindre l'Union européenne (UE), selon les sondages. Or, Bruxelles a prévenu : la loi sur l'« influence étrangère », calquée sur le modèle russe et qui vise à réduire au silence la société civile et les médias indépendants, est incompatible avec les normes et les valeurs européennes. Son adoption mettra un coup d'arrêt à l'intégration du pays, cinq mois après l'obtention du statut de candidat officiel à l'UE.

Aux yeux des manifestants, cette loi est aussi une violation de la Constitution géorgienne. Cette dernière prévoit en effet que « toutes les mesures » soient prises pour « assurer la pleine intégration à l'UE et à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN] ». Jamais, depuis l'indépendance, en 1991, les dirigeants successifs n'avaient remis en question cet objectif.

En trente ans, les Etats-Unis et l'Europe, les principaux bailleurs de fonds du pays, ont versé plusieurs milliards de dollars d'aide pour favoriser la transition démocratique, et arrimer la Géorgie au camp occidental. Or, avec l'adoption de cette loi, l'homme fort du pays, l'oligarque Bidzina Ivanichvili, dévie radicalement l'orientation géopolitique géorgienne en la détournant de l'Europe vers la Russie. Un changement d'autant plus spectaculaire que Moscou est considéré comme un ennemi dans le pays, dont 20 % du territoire est occupé par les troupes russes depuis la guerre de 2008.

Le gouvernement, qui accuse les Occidentaux, l'opposition et la société civile de fomenter une révolution et de vouloir entraîner le pays dans la guerre, se tourne aussi vers la Chine. Signal révélateur, pendant que les parlementaires votaient pour révoquer le veto présidentiel, le premier ministre, Irakli Kobakhidze, a salué l'accord de libéralisation des visas avec Pékin annoncé fin février.

Son veto ayant été révoqué, la présidente, Salomé Zourabichvili, a cinq jours pour signer la loi. Si elle s'y refuse, le président du Parlement s'en chargera à sa place.

Le texte doit entrer en vigueur dans soixante jours. Les opposants peuvent toujours faire un recours devant la Cour constitutionnelle, mais ils savent que cette démarche n'a aucune chance d'aboutir : la justice n'est pas indépendante, et la Cour est aux mains du parti au pouvoir. « Elle a été

capturée par Bidzina Ivanichvili en 2016, et sert depuis à justifier toutes les mesures de son régime », explique Davit Zedelashvili, spécialiste du droit constitutionnel et chercheur au sein du groupe de réflexion indépendant Gnomon Wise, à Tbilissi.

Sonnés, les opposants à la loi entendent poursuivre la lutte malgré tout, pour obtenir son retrait et chasser le gouvernement. Non par la révolution – le pouvoir les accuse de fomenter un « Maidan », en référence à la révolution en Ukraine de 2013-2014 – mais par les urnes, en battant Rêve géorgien lors des élections législatives, le 26 octobre.

« Un combat global »

Les partis d'opposition, affaiblis et divisés, ont accepté de faire front commun en se rangeant derrière la présidente Zourabichvili, devenue le porte-voix de l'aspiration européenne de la population. La plupart ont ainsi signé sa « Charte géorgienne ». Ce document, annoncé dimanche, le jour de la Fête de l'indépendance, n'implique pas la création d'une liste électorale commune de l'opposition, mais engage ses signataires à abroger immédiatement la loi, et à mener d'autres réformes pour ramener le pays sur la voie européenne.

La population compte sur le soutien des Occidentaux pour faire pression sur le gouvernement. Les Etats-Unis ont déjà annoncé des restrictions de visas pour les « personnes responsables de l'atteinte à la démocratie en Géorgie », et une « révision globale de la coopération bilatérale ». De leur côté, les Vingt-Sept « discuteront de la réponse » à apporter et « prendront une décision » lors du conseil des affaires étrangères, le 24 juin. La société civile appelle à prendre des sanctions contre Bidzina Ivanichvili et son entourage, mais cette démarche reste peu probable, car elle requiert l'unanimité des Vingt-Sept, et des pays, comme la Hongrie, pourraient s'y opposer.

Les enjeux dépassent les frontières du pays, selon les opposants au texte. « C'est un combat global entre l'Occident et son système de valeurs d'un côté – la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme –, et la Russie de l'autre, qui représente tout le contraire », analyse, à Tbilissi, Gia Japaridze, professeur à l'Université de Géorgie. « Un échec en Géorgie serait un échec pour l'Occident aussi, car la Russie pousse ses pions partout », dit l'ex-diplomate, qui fut roué de coups, début mai, après s'être opposé à la loi. Selon lui, « l'Ukraine et la Géorgie sont sur la ligne de front. L'avenir de l'Europe se décide ici ». ■

FAUSTINE VINCENT

CESSATIONS DE GARANTIE
LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE EUROPE SA/NV , sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la : CABINET COUDERC SARL SARL 285 Chemin du Moulin 13880 VELAUX RCS: 500 800 677
depuis le 05/11/2007 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE depuis le 07/11/2007 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE
cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis.
Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL CABINET COUDERC SARL.

La transition écologique menacée de nouvelles coupes budgétaires

Une baisse d’au moins un milliard d’euros pourrait toucher le ministère

Le printemps avance et les menaces de coupes budgétaires se rapprochent du ministère de la transition écologique. Après avoir été le secteur le plus touché et avoir déjà perdu 2,2 milliards d’euros lors de la première salve d’économies annoncée le 19 février, le ministre Christophe Béchu sait qu’il sera sans doute une nouvelle fois mis à contribution. D’ici le milieu de l’année, Bercy et Matignon cherchent à nouveau une dizaine de milliards d’euros pour améliorer l’état des finances publiques en coupant des crédits en cours pour l’année 2024. «*Nous sommes bien conscients qu’il y aura des efforts à faire*», glisse-t-on à l’hôtel de Roquelaure où l’on décrit un Christophe Béchu très attentif à la bonne gestion des finances publiques en tant qu’ancien maire d’Angers.

A la suite d’indiscrétions d’un des ministres du pôle écologie, la somme de 1,4 milliard d’euros de nouvelles économies circule et plusieurs sources citent une fourchette de 1 milliard à 1,4 milliard. M. Béchu et son entourage appellent à la prudence, n’ayant pas reçu le courrier officiel du ministère de l’économie et des finances publiques qui lance le processus, même si des discussions informelles entre les cabinets sont engagées. «*On souhaite que les économies demandées soient très largement inférieures aux coupes du début de l’année*», prévient le ministère de la transition écologique.

Vu le contexte économique très morose, les négociations s’annoncent serrées pour M. Béchu qui pourrait perdre une nouvelle partie de l’augmentation de budget inscrite dans le dernier projet loi de finances, c’est-à-dire 7 milliards d’euros de crédits supplémentaires pour l’année 2024. «*C’est assez incohérent avec les annonces de septembre*, estime Emeline Notari, chargée du suivi des financements de la transition écologique au sein du Réseau Action Climat. *Il y a eu tout un travail de définition des trajectoires climatiques, puis un chiffrage pour atteindre les objectifs avec les différentes marches de financement. Et, quelques mois plus tard, on gomme ces efforts, ça pose véritablement un problème car tous les acteurs ont besoin de visibilité.*»

Les pistes esquissées pour trouver des économies sont révélatrices des failles de la transition écologique. Comme souvent, l’idée d’aller piocher dans les trésoreries des agences de l’Etat est évoquée, mais d’autres recours montrent que la planification, censée améliorer la coordination des politiques publiques, a encore des progrès à faire. Comme en février, où il avait déjà perdu 1 milliard d’euros, le budget consacré à MaPrimeRénov’, le dispositif qui permet d’aider les particuliers à mieux isoler leur logement, est dans le viseur, selon plusieurs sources. Son augmentation de 1,6 milliard d’euros était pourtant une des victoires revendiquées des macronistes les plus concernés par les questions climatiques.

Sauf que les sommes obtenues à l’automne ne sont pas assez décaissées. Sans communiquer sur le retard accumulé au tableau de

«**Ça pose un problème car tous les acteurs ont besoin de visibilité**»

EMELINE NOTARI
Réseau Action Climat

marche, l’exécutif commence à préparer les esprits en évoquant l’état du marché immobilier, avec un faible nombre de changements de propriétaires, le moment de l’achat étant le plus propice aux rénovations. Devant les sénateurs, mercredi 22 mai, Guillaume Kasbarian, ministre délégué au logement, a expliqué que le nombre de dossiers déposés sur le site de l’Agence nationale de l’habitat (ANAH) avait chuté de 85 % en janvier et février.

Dans l’entourage du ministre délégué, on estime qu’il est encore «*trop tôt*» pour se projeter alors que certains indicateurs repartent à la hausse (+ 25 % de rénovations globales en avril par rapport à il y a un an). Après avoir durci les conditions d’accès, le gouvernement a une nouvelle fois révisé le dispositif le 15 mai en simplifiant la labellisation des artisans ou en facilitant de nouveau les plus petits travaux. Une réforme qui a eu de l’effet puisque, selon l’entourage de M. Kasbirian, 7 618 dossiers de demande ont été déposés sur le site de l’ANAH la semaine suivant le 15 mai, soit deux fois plus que la moyenne hebdomadaire.

Besoin de stabilité

Mais cette non-efficacité de MaPrimeRenov’ s’explique aussi par des raisons structurelles plus inquiétantes – le déficit d’artisans formés, les problèmes de financement du reste à charge –, comme si les différents gouvernements n’avaient pas encore assez pris en compte la globalité de ce défi, un enjeu pourtant déjà souligné dans le rapport général du Grenelle de l’environnement en... 2008.

Dans un rapport thématique publié le 26 octobre 2023, la Cour des comptes s’inquiétait des faiblesses du dispositif: «*Sans la mobilisation du secteur privé, qu’il s’agisse de dispositifs bancaires efficaces ou de la capacité de la filière du BTP à répondre quantitative-ment et qualitativement à la demande de rénovation, conditions aujourd’hui non remplies, les ambitions réaffirmées de MaPrimeRénov’ pourraient ne pas être atteintes.*» Le rapport de la commission d’enquête sénatoriale sur ce sujet, publié le 29 juin 2023, insistait aussi sur l’importance d’apporter de la stabilité au secteur. «*Il nous faut également garantir la stabilité de cette stratégie et du volume financier des aides en l’insérant dans une programmation budgétaire*», pouvait-on lire.

Cette stabilité espérée s’est fracassée sur la situation financière de la France et sur les arbitrages de l’exécutif... Après l’été, pour la première fois, le gouvernement devra justement présenter sa stratégie pluriannuelle de financement de la transition écologique. «*L’un des grands intérêts d’avoir une stratégie pluriannuelle, c’est de rendre la dépense publique plus efficace, car la stabilité dans le long terme incite les filières à se structurer, donne de la visibilité aux entrepreneurs, c’est particulièrement vrai dans les secteurs de la rénovation des bâtiments ou dans l’automobile*», estime David Amiel, député Renaissance de Paris et rapporteur du budget «*vert*». ■

MATTHIEU GOAR

Contamination aux PFAS : les pompiers « aux premières loges »

Des traces de « polluants éternels » ont été trouvées dans les cheveux de pompiers après un dépistage mené par des syndicats et Les Ecologistes

Nul ne se faisait d’illusions sur les résultats des analyses. Ils seraient inévitablement positifs, présentaient, le 16 mai, place de la République, à Paris, les pompiers venus de toute la France pour réclamer une meilleure prise en compte de la dangerosité de leur métier. A commencer par les dix-neuf volontaires prêts à se faire prélever des mèches de cheveux afin de mesurer leur exposition aux très toxiques substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS).

Les résultats sont «*alarmants*», ont révélé, mardi 28 mai, lors d’une conférence de presse commune, les neuf organisations syndicales des services départementaux d’incendie et de secours (SDIS) et Les Ecologistes, alliés dans cette opération alors que la proposition de loi visant à protéger la population des risques liés aux PFAS, adoptée en première lecture à l’Assemblée nationale le 4 avril, arrive au Sénat jeudi.

Sur les vingt échantillons analysés – les cheveux des dix-neuf pompiers et ceux de Marie Toussein, tête de liste écologiste aux élections européennes, qui s’est aussi prêtée au test –, tous sont positifs à au moins un des douze «*polluants éternels*» recherchés, dix-neuf à au moins deux. Trois sont positifs à quatre polluants, deux à cinq, et un échantillon affiche même le score de six PFAS.

Tous les prélèvements capillaires des pompiers révèlent en outre la présence de PFOA, une substance interdite depuis 2019 et classée «*cancérogène pour l’humain*», et plus de la moitié présentent des traces de PFOS, molécule interdite depuis 2009 et classée «*cancérogène possible*».

Le plus jeune des pompiers testés, Florian Dallant, 23 ans, est l’un des plus contaminés, avec cinq polluants identifiés. «*Alors que je ne suis pompier que depuis six ans ! Je me doutais que j’étais exposé, mais ça prend une autre dimension quand on voit les résultats noir sur blanc*, dit-il, sous le choc. *Ça me fait réfléchir aux risques que je prends, et ça m’interroge même sur la suite de ma carrière...*»

« Renforcer notre suivi médical »

Testé positif à trois PFAS, Arnaud Decosne, 45 ans, pompier à Blaye (Gironde), ne peut s’empêcher d’avoir une pensée pour son père et son grand-père. «*Ils étaient pompiers tous les deux et sont morts d’un cancer, l’un à 63 ans, l’autre à 67 ans. Bien sûr, il n’y a pas de fatalité, mais, si je fais la moyenne, ça veut dire qu’il me reste vingt ans à vivre... On se met en danger pour les gens, mais une fois qu’on a fini notre carrière on a envie de vivre !*» «*Je me pose sérieusement la question de continuer à former les agents de mon SDIS sur feu réel en caisson, qui m’expose davantage. Je me sens un peu à un tournant de ma carrière*», réagit Laure Moriot, 39 ans, de la caserne d’Elbeuf (Seine-Maritime), positive à trois PFAS.

«*Selon le laboratoire qui a effectué les analyses* [Kudzu Science, à Strasbourg], *ces résultats nous situent dans la tranche haute des personnes exposées. Il est temps que nos employeurs renforcent notre suivi médical*», insiste Manuel Coulet, responsable national de SUD SDIS. C’est également la demande de Sébastien Delavoux, son homologue à la CGT: «*Les pompiers sont aux premières loges. Même si demain les PFAS sont*

interdites, les pompiers vont continuer à être exposés à des fumées toxiques pendant cinquante ans lors des feux d’appartement ou sur des sites industriels, tant ces polluants et bien d’autres sont partout. Or, aujourd’hui, il y a un défaut d’information sur les risques auxquels la profession est exposée.»

Les organisations syndicales ont remis, mardi, les résultats des tests au ministère de la santé et de la prévention. Elles espèrent notamment qu’ils alimenteront les travaux du nouvel observatoire de la santé des agents d’incendie et de secours, installé le 15 mai.

Les pompiers réclament depuis des mois une meilleure prise en compte de la dangerosité de leur métier par la mise en œuvre d’une véritable médecine de prévention – et non de simples tests d’aptitude –, un suivi des agents tout au long de leur carrière et à la retraite, et la reconnaissance de certains cancers en maladies professionnelles. Une étude du Centre international de la recherche sur le cancer publiée à l’été 2022 par *The Lancet* a reconnu l’exposition professionnelle des pompiers comme «*cancérogène pour l’homme*».

Par rapport à la population générale, ils sont exposés notamment à un risque de cancers accru de 58 % pour le mésothéliome (qui affecte la membrane recouvrant la

Ces substances ultratoxiques entrent dans la composition des mousses anti-incendie

la plupart des organes internes du corps) et de 16 % pour celui de la vessie. «*Depuis cette étude, l’Etat n’a pris aucune disposition*», s’indigne Xavier Boy, le président de la Fédération autonome des sapeurs-pompiers professionnels.

Après vingt ou trente ans de carrière, aucun pompier de la cohorte du 16 mai n’avait été testé aux PFAS. Ces substances ultra-toxiques entrent pourtant dans la composition de retardateurs de flammes, des émulseurs fluorés (mousses anti-incendie) et des imperméabilisants dont sont recouvertes leurs tenues. «*On sait très peu de choses sur ces imperméabilisants. Sont-ils volatils ? Peut-on se contaminer par la peau si on les touche après l’imperméabilisation ?*», interroge Jean-Baptiste Auger, 38 ans, du SDIS de l’Indre, testé positif à trois PFAS, dans une cohorte précédente mêlant tout type de professions, en février.

«*La nouvelle tenue, commercialisée en 2025, contient des PFAS, car la réglementation l’autorise*», déplore Xavier Boy, qui a appelé à une campagne de tests massifs chez les sapeurs-pompiers.

Les Ecologistes entendent profiter de l’examen de la proposition de loi au Sénat, jeudi, pour demander l’interdiction de l’usage des PFAS dans les mousses anti-incendie, au moins pour les entraînements. «*Cela représente une source d’exposition importante et complètement évitable*», indique le député écologiste de Gironde Nicolas Thierry, à l’initiative de la proposition de la loi. Des alternatives sans PFAS existent mais ne sont pas encore opérationnelles du point de vue industriel. ■

ALINE LECLERC
ET STÉPHANE MANDARD

Les députés prêts à approuver la ratification du Traité international sur la haute mer

Le texte doit fournir un cadre juridique pour protéger la diversité biologique marine

Un jour de fête : voilà comment le député Jimmy Pahun (MoDem) aborde le mercredi 29 mai. L’Assemblée nationale va en effet très probablement se prononcer en faveur de la ratification par la France du traité international sur la haute mer. Cet accord «*historique*», comme le souligne ce parlementaire, auteur du rapport qui accompagne le vote du jour, a pour ambition de fournir un cadre juridique contraignant pour un espace couvrant près des deux tiers de l’océan mondial, une gigantesque partie de la planète n’appartenant à personne.

A peine 1 % de la haute mer fait l’objet de mesures de protection actuellement. Si ce texte va ouvrir la possibilité d’y créer des aires marines protégées, ce n’est pas son seul objet. Ce traité vise en réalité «*la conservation et l’utilisation durable de la diversité biologique marine*» hors des eaux relevant de juridictions nationales ; autrement dit, il doit aussi encadrer l’exploitation des ressources génétiques du grand large.

Depuis septembre 2023, quatre-vingt-dix Etats l’ont signé, mais seulement cinq l’ont ratifié : les îles Palaos, puis le Chili, Belize, les Seychelles et Monaco. Emmanuel Macron espère bien être le premier des chefs d’Etat de l’Union européenne à y apposer son

sceau. Le projet de loi l’y autorisant doit encore passer le cap du Sénat, probablement sans difficulté : son unique article a été approuvé à l’unanimité en commission des affaires étrangères l’Assemblée le 22 mai. Un mois plus tôt, le 24 avril, les députés européens ont eux aussi voté en faveur de la ratification par l’Union européenne à une écrasante majorité, sans l’appui du Rassemblement national toutefois.

Partage « juste et équitable »

Pêche illégale ou non, transport maritime, pollutions (sonore, plastique, chimique, lumineuse...), exploration en vue d’exploiter les fonds marins, acidification : les menaces s’intensifient sur la haute mer qui, au XXI^e siècle, n’est plus protégée par son éloignement. Il a fallu vingt ans de discussions informelles puis de négociations ardues au sein de l’Organisation des Nations unies pour parvenir à un consensus sur cet accord plus connu sous son sigle anglais de BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction). Cependant, au-delà des principes posés, une bonne part des procédures reste à inventer.

Le premier des quatre chapitres est consacré au partage «*juste et équitable*» des avantages tirés des ressources génétiques marines. Eponges, krill, algues, bacté-

ries intéressent les secteurs de la cosmétique, de l’alimentation animale, de la pharmacie... Leur utilisation pourrait se développer dans les biocarburants, adhésifs, peintures antiallure, antibiotiques, etc. Selon Robert Blasiak, professeur associé au Stockholm Resilience Centre Ressources, la valeur de cinq médicaments mettant à profit l’ADN d’organismes marins, approuvés entre 2011 et 2020, atteindrait déjà plus de 11 milliards d’euros. Problème : l’écrasante majorité des brevets ayant trait à la génétique marine sont déposés par dix pays seulement.

Sans préciser comment ces revenus pourraient être répartis, le traité aborde aussi les «*avantages non monétaires*». Ceux-ci pourront être mis en commun par le biais d’un accès partagé à des échantillonnages, à des séquençages numériques. L’objectif d’un transfert de technologies avec les pays en développement est affirmé. Le texte insiste par ailleurs sur la prise en compte des peuples autochtones.

Un ou plusieurs Etats parties pourront proposer la création d’aires marines protégées. Ils devront alors fournir une évaluation scientifique argumentée et proposer des mesures de surveillance et de contrôle de la zone concernée. L’accord BBNJ n’exclut pas toute activité, mais prône une exploita-

tion modérée des ressources naturelles. Jimmy Pahun en convient dans son rapport : «*Peu d’éléments sont encore disponibles à ce stade sur les moyens financiers, humains, scientifiques et de contrôle qui seraient octroyés*» à ces aires marines protégées.

La principale bonne nouvelle tient sans doute à la leçon tirée de l’expérience d’autres instances internationales où toute avancée se trouve obstinément bloquée par un seul pays : cette fois, un projet de protection pourra prendre forme s’il est approuvé par les trois quarts des parties prenantes.

Enfin, un chapitre est consacré aux études d’impact environnemental nécessaires pour toute activité susceptible d’entraîner une «*pollution importante ou des modifications considérables et nuisibles du milieu marin*», précise le traité. Elles devront être rendues publiques et tenir compte de ses effets cumulés. Mais, in fine, les Etats restent souverains en la matière.

Beaucoup reste à faire avant l’avènement de l’accord BBNJ. Au moins soixante Etats doivent le ratifier avant qu’il entre en vigueur cent vingt jours plus tard. Il faudra ensuite le doter d’une conférence des parties et d’un conseil scientifique. ■

MARTINE VALO

MaPrimeRénov’, le dispositif qui permet d’aider les particuliers à mieux isoler leur logement, est dans le viseur

Européennes : l'étonnante sérénité d'Attal

En dépit d'une campagne poussive pour son camp, le chef du gouvernement ne se sent pas en sursis

Couloué au sol. Ce mardi 28 mai, lorsque Gabriel Attal reçoit *Le Monde* au premier étage de l'hôtel de Matignon, le premier ministre est depuis la veille contraint par la traditionnelle période de réserve. Ni annonce ni déplacement officiel jusqu'au scrutin des européennes, le 9 juin.

Le premier ministre bout d'impatience à l'idée d'aller commémorer les 80 ans du Débarquement. Le 6 juin, le chef de la majorité devrait retrouver, à Omaha Beach, en Normandie, son «ami» Justin Trudeau, le premier ministre canadien, auquel il a rendu visite en avril, et jubile à l'idée de saluer le prince William, héritier du trône d'Angleterre. Emmanuel Macron sera, lui, aux côtés de Charles III. A lui le prince, au chef de l'Etat le roi. Tout un symbole.

Le trentenaire semble encore grisé par sa prestation télévisée lors du débat qui l'a opposé, cinq jours plus tôt, au chef du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella. «Tu l'as plié», l'a félicité Valérie Hayer, tête de liste du camp présidentiel aux européennes, une fois l'émission terminée.

A maintes reprises, ce soir-là, le chef du gouvernement pense avoir mis en évidence les approximations de son adversaire. «Sur le marché unique, il a un peu pataugé», juge-t-il. Son interlocuteur avait devant lui une kyrielle de fiches, quand Gabriel Attal est

Le RN peut bien demander une dissolution de l'Assemblée en cas de victoire, Gabriel Attal martèle que «l'enjeu n'est pas national»

venu les mains vides. «On peut avoir besoin de fiches, on n'est pas des ordinateurs», l'excuse le diplômé de Sciences Po, comme pour mieux souligner sa supériorité intellectuelle.

François-Xavier Bellamy, tête de la liste des Républicains, comme Raphaël Glucksmann, candidat de la gauche, se sont offusqués de ce duel qui met une fois de plus en scène le RN, éclipsant les adversaires modérés de la Macronie. Gabriel Attal rappelle qu'il a longtemps refusé de débattre avec le leader d'extrême droite. «Je me suis interrogé plusieurs fois, car je ne veux pas lui faire trop de crédit. Mais j'ai décidé d'y aller parce qu'il est nécessaire de montrer combien le RN est fragile et dangereux sur le fond, et pétri d'incohérences», explique le premier ministre, assurant qu'il n'avait rien à gagner, et tout à perdre, dans ce débat.

Satisfait d'avoir, finalement, franchi l'obstacle, Gabriel Attal estime avoir «boosté les militants» et contribué à «rééquilibrer» la ligne politique jugée trop droitière par l'aile gauche macroniste depuis le vote du projet de loi sur l'immigration, le 19 décembre 2023. «Je suis fier de ne pas être d'accord avec [Jordan Bardella] et je n'accepterai jamais qu'on considère que derrière chaque immigré se cache un délinquant ou un terroriste», répète-t-il, tout en étant conscient que le «match» n'aura que peu d'effet sur la campagne des élections européennes. «Ce n'est pas un débat qui à lui seul change une dynamique, c'est un ensemble», souffle-t-il.

«Belle couverture militante»
A dix jours du scrutin, la tête de liste Renaissance, Valérie Hayer, continue de perdre des points d'intentions de vote dans les sondages. «Les Français ne sont pas dans la campagne», relativise le premier ministre. Mais «ce qui va se passer dans les dix prochains jours peut avoir autant, voire plus d'importance que ce qui s'est passé dans les trois derniers mois», se rassure le locataire de Matignon, se souvenant des élections européennes de 2019, qui se sont jouées à l'époque dans la dernière ligne droite. Les tracts le montrant, souriant, aux côtés de Valérie Hayer, imprimés dans la nuit qui a suivi le

débat, s'écoulent «comme des petits pains», selon ses dires.

Pourtant, le scénario d'une campagne qui ne décolle jamais n'est plus exclu. La moitié des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 se réfugient dans l'abstention malgré, insiste le premier ministre, «une très belle couverture militante», et plus de 800 réunions publiques à ce jour, selon son entourage. Lui-même s'apprête à participer à son quatrième meeting aux côtés de Valérie Hayer ce mardi soir, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). «Il n'y a pas besoin de me pousser pour que je fasse campagne», insiste-t-il, alors que la communication élyséenne laissait entendre le contraire il y a quelques semaines.

En dépit de la bérézina annoncée, Gabriel Attal, en poste depuis janvier, ne se sent pas en

sursis à Matignon. Manuel Valls, nommé à ce poste deux mois avant les élections européennes de 2014, n'est-il pas resté premier ministre, malgré le piètre score de la liste socialiste (13,98 %), arrivée troisième derrière le Front national et l'UMP? Marine Le Pen et Jordan Bardella peuvent bien demander la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin au soir en cas de «débâcle pour le camp présidentiel», le premier ministre martèle que «l'enjeu de ces élections n'est pas national».

Motion de censure
Le premier ministre affiche une étonnante sérénité, même s'il a une épée de Damoclès au-dessus de sa tête. La menace d'une motion de censure reste agitée par Les Républicains (LR) à l'automne lors de la présentation du budget. Le président de la République, il le sait, explore tous les scénarios pour surmonter le handicap d'une majorité relative, y compris celui d'une coalition avec les LR au lendemain des élections européennes.

L'ancien militant socialiste fait mine de ne pas y croire. Quel sens politique cela aurait-il de nommer à Matignon le représentant d'une force politique qui a fait un faible score aux élections européennes? Une coalition n'aurait de sens que si elle donne une majorité à l'Assemblée nationale. Or, à ses yeux, aucune personnalité LR n'est susceptible de garantir le

soutien de 40 députés de droite à la politique du gouvernement. D'autant que le poids du président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, qui y serait opposé, a toutes les chances d'entraver ce soutien, selon le premier ministre.

Gabriel Attal se targue de rester dans la droite ligne du macronisme, en gouvernant à droite, sans braquer la gauche. Une tactique d'évitement, fustigent ses contempteurs au sein de la Macronie, où l'on dénonce un homme sans idée ni conviction. Cette ambiguïté stratégique le protège-t-elle? Si un LR pur jus était nommé à Matignon, une quarantaine de députés macronistes pourraient se désolidariser du camp présidentiel. A la fin, Emmanuel Macron seul décidera de son avenir à Matignon.

Le premier ministre a beau voir les crises se suivre les unes après les autres Rue de Varenne, il est loin de s'estimer en enfer. Après avoir tenté d'apaiser la colère des agriculteurs et avant de s'attaquer au dossier brûlant du déficit budgétaire, Gabriel Attal aura à se pencher sur celui de la Nouvelle-Calédonie et compte, enfin, aborder le sujet délicat de l'écologie. Malgré tout, il se dit résolument heureux d'être là où il est. «Tous les soirs, quand je quitte ce bureau, je me dis "quand même, c'est extraordinaire"».

CLAIRE GATINOIS
ET NATHALIE SEGAUNES

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Encombrement mini

CANAPÉ-LIT TOPPER MINI

L161 x P87 cm

Matelas 17 cm 140 x 190

Ouverture express. Range-oreillers

Entièrement déhoussable

Fabriqués en Italie. Tissu Queen (100% polyester), nombreux coloris

Ecopart incluse. Prix hors livraison

Couchage maxi

1590€

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 12 • 7J/7 : 54 cours de Vincennes, 01 40 21 87 53, M° Nation

Paris 15 • 7J/7 : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40 et 147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81, M° Boucicaut ou Charles Michels

Paris 15 : 37 rue du Commerce, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits

Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28

email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Lit coffre Topper 790€

En 140 x 190

Lit coffre Topper + matelas 1290€

En 140 x 190

Matelas Câlîn Dunlopillo 20 cm

5 coloris bois au choix

Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse

Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 7J/7, 01 40 59 02 10, M° Javel

Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle

Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 7J/7, 01 43 41 80 93, M° Nation

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

Participant à Affaire conclue.

«ART D'ASIE»: CHINE, VIETNAM ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 42 30 - P. MORCOS

EXPERT : COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS

* Porcelaines et Bronzes * Cristal de Roche * Corail et Ivoires Anc.

* Jade blanc et couleurs * Cornes et Laques

* Peintures et Tissus anc. * Peintures et panneaux laqués du Vietnam

DÉPLACEMENTS PARIS - PROVINCE - morcospatrick@orange.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES ADRESSES

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Quatre programmes pour deux gauches

L'étude des propositions des différents partis révèle des visions divergentes de la construction européenne

A moins de deux semaines du scrutin européen, les attaques fusent entre les partis de gauche. Sur BFM-TV, lundi 27 mai, la tête de liste Place publique-Parti socialiste, Raphaël Glucksmann, a invité sa rivale de La France insoumise (LFI), Manon Aubry, à lui « lâcher les baskets ». « Concentrez-vous sur l'extrême droite », a-t-il ajouté. « Quand on entend M. Glucksmann et [la tête de liste Renaissance Valérie] Hayer dire que l'Europe est une chance, il y a un décalage entre ce qu'on vit quotidiennement et les discours », a enchaîné, le lendemain sur C8, le candidat communiste Léon Defontaine, associant le représentant du Parti socialiste (PS) à la candidate du camp présidentiel.

Si ces offensives ont des allures de postures électoralistes, elles rappellent l'existence de deux gauches en Europe, issues du référendum de 2005, où le non à une Constitution européenne l'avait emporté. En témoigne l'examen des programmes du PS, de LFI, du Parti communiste français (PCF) et des Verts pour les européennes. « Ce qui nous distingue, c'est l'élargissement et le saut fédéral », illustre l'eurodéputé Emmanuel Maurel, candidat sur la liste PCF.

Un député LFI exclu pour avoir brandi un drapeau palestinien

Mardi 28 mai, le député La France insoumise (LFI) des Bouches-du-Rhône Sébastien Delogu a brandi un drapeau palestinien dans l'Hémicycle, alors que le ministre du commerce extérieur, Franck Riester, répondait à la députée Alma Dufour (Seine-Maritime, LFI) qui l'interpellait sur la situation à Rafah. La présidente (Renaissance) de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, a suspendu la séance et convoqué le bureau du Palais-Bourbon, qui a proposé d'imposer la sanction maximale au député, approuvée par un vote. M. Delogu a été exclu de l'Assemblée pour quinze jours et va être privé de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois.

Les questions internationales continuent de fracturer la gauche. A commencer par l'Ukraine. D'un côté, sociaux-démocrates et écologistes sont favorables à son intégration dans l'Union européenne (UE), de l'autre, « insoumis » et communistes y sont opposés. L'armement du front ukrainien face aux Russes fait aussi débat. Ces derniers jours, Raphaël Glucksmann se disait prêt à soutenir l'envoi de missiles longue portée au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, quand la tête de liste écologiste, Marie Toussaint, se montrait beaucoup plus prudente. La gauche radicale y est, elle, farouchement opposée, ne souhaitant pas devenir « cobelligérante ». Elle milite toujours pour une solution « diplomatique » avec Vladimir Poutine, même si celle-ci se traduirait aujourd'hui par une reddition de l'Ukraine.

« Désobéissance »

En réalité, c'est la vision même de la construction européenne qui est au cœur des dissensions, même si plus personne ne plaide pour une sortie de l'UE. Ainsi, l'expression « saut fédéral » est placée au cœur des programmes écologiste et socialiste. Les deux partis le présentent comme une nécessité pour mieux « lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental », comme le résume le programme des Verts. Ils plaident aussi pour la mise en place d'une défense européenne, donc d'une armée commune, censée rendre l'Europe plus indépendante. « Nous partageons beaucoup d'objectifs communs avec les Verts. Ce sont nos premiers alliés », admettait, le 15 mai, Raphaël Glucksmann, en présentant les 337 mesures de son épais programme. Sociaux-démocrates et écologistes rêvent aussi de doter l'Europe de la capacité de « lever l'impôt » afin d'augmenter les ressources pour financer, par exemple, la transition écologique ou la réindustrialisation.

Ces mesures font frémir « insoumis » et communistes, qui conservent des approches très souverainistes de l'Europe, même si l'n'est pas question de « Frexit ». La liste conduite par Manon Aubry prône la « désobéissance », un vocabulaire qui intro-

duirait l'idée d'une rupture avec l'UE, et que n'emploie pas le PCF, qui n'y voit « pas la moindre perspective positive ».

Une défense commune est bien sûr proscrite. « Tant que nos partenaires européens achètent 80 % de leurs armes aux Américains, il n'y a pas de défense européenne autonome », justifie l'eurodéputé Emmanuel Maurel. Et pas question d'abandonner la prérogative d'Etat, qui consiste à lever l'impôt. D'autant qu'elle devrait se traduire par la fin de la règle de l'unanimité, sur les questions fiscales mais aussi « diplomatiques », craint M. Maurel. Pour ce dernier, une Europe fédérale ne serait d'ailleurs pas forcément plus efficace, notamment en matière fiscale : « Sur les vingt-sept pays [membres de l'UE], dix sont des partisans du libre-échange », rappelle-t-il. « Le souverainisme fiscal à l'échelle nationale, c'est de plus en plus difficile »,

« INSOUMIS » ET COMMUNISTES CONSERVENT DES APPROCHES TRÈS SOUVERAINISTES DE L'EUROPE

lui répond l'eurodéputé écologiste David Cormand.

Autre différence entre les deux gauches, les questions énergétiques. Communistes et « insoumis » plaident pour une sortie du marché de l'électricité, alors que Raphaël Glucksmann est favorable à une simple réforme, laissant entendre qu'il préfère laisser faire le marché. Concernant le nucléaire, LFI et les écologistes veulent atteindre le 100 % d'énergies renouvelables respectivement en 2050 et 2040, et donc en sortir. La liste

PS souhaite, elle, conserver l'atome comme « énergie de transition », sans donner de date de sortie. A l'inverse, les communistes font du nucléaire un élément central de la transition énergétique. Mais tous plaident pour la mise en place d'une politique de sobriété énergétique, et la sortie du charbon, du gaz et du pétrole ces vingt prochaines années.

« Règles climatiques »

Les nuances sont également sémantiques. Écologistes, communistes et « insoumis » s'insurgent contre les règles d'« austérité » en Europe, qui obligent les Etats à respecter la limite des 3 % de déficit et les 60 % de dette publique. Suspendues pendant la pandémie de Covid-19, ces règles ont été réactivées à l'occasion d'un vote au Parlement européen, le 23 avril. Dans son programme, Raphaël Glucksmann n'utilise pas ce terme,

même si sa colistière, Aurore Lalucq, promet que les députés sociaux-démocrates français ne sont pas « favorables à ces règles » et proposent de les remplacer par des « règles climatiques ».

Si Marie Toussaint et Raphaël Glucksmann proposent tous les deux un « service public du médicament » et une réforme de la politique agricole commune (PAC), les partis de gauche partagent de nombreux combats communs. Sur la dernière mandature, ils ont par exemple tous soutenu la directive de bannissement des produits issus de l'esclavage, celle concernant le travail des travailleurs des plates-formes, militent aussi en faveur d'un salaire minimum, et ferrailant même contre les traités de libre-échange. Ils cherchent maintenant chacun à convaincre le « peuple de gauche » encore hésitant à quelques jours de l'échéance. ■

SANDRINE CASSINI



Affiches électorales, à Auch, le 16 mai 2024. JEAN-MARC BARRÈRE/HANS LUCAS VIA AFP

Chez les jeunes militants, l'espoir de relancer la Nupes perdure

Les organisations de jeunesse restent en contact, avec la volonté de donner un second souffle à l'union de la gauche après le scrutin du 9 juin

Il n'y a plus de Nupes. » Invité de la matinale de France Inter en décembre 2023, le leader « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, entérine la fin de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Au même micro, dix jours plus tard, Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, tranche la question d'une candidature unique à gauche : il n'y aura pas de liste commune pour les élections européennes du 9 juin.

Aujourd'hui, les jeunes militants de gauche font donc campagne chacun de leur côté. Benoît (il n'a pas souhaité donner son nom, comme les personnes citées par leur prénom), militant chez les Jeunes socialistes du 11^e arrondissement de Paris, tracte pour Raphaël Glucksmann, tête de la liste du Parti socialiste et de Place publique, mais les bons sondages de son candidat ne suffisent pas à le rassurer sur l'avenir de la gauche : il a peur que « la campagne brise la

Nupes ». Et il n'est pas le seul. Les jeunes de la Nupes ont longtemps porté un appel à l'union. En juin 2023, sept dirigeants de formation de jeunesse de partis de la Nupes s'étaient réunis à Alfortville (Val-de-Marne). Ils y avaient appelé leurs aînés à présenter une seule liste de gauche pour les élections européennes. Au mois de septembre, ils présentent même une ébauche de programme commun : 25 pages, 166 propositions, dans l'espoir de convaincre leurs aînés. En vain.

« Combats communs »

« Je suis déçu, comme les autres, que l'union n'ait pas pu se faire », regrette Emma Rafowicz, présidente des Jeunes socialistes. « Nous voulions éviter la mise en scène du duel Macron-Le Pen face à une gauche éclatée », explique Emma Fourreau, co-coordinatrice des Jeunes Insoumis.es, alors que Jordan Bardella, président et tête de liste du

Rassemblement national, et Gabriel Attal, le premier ministre, ont débattu face à face, le 23 mai, sur France 2. Elle déplore la configuration actuelle à gauche : « Une élection, c'est une bataille où les coups se distribuent. C'est l'orchestre des divisions et ça complexifie la tâche de l'union. » D'autant plus que la campagne tend à exagérer les divergences selon Clarence Khaldi, collaborateur parlementaire de la députée « insoumise » de Paris Danièle Simonnet. « Pourtant, on se bat globalement pour les mêmes choses », regrette-t-il.

« J'ai hâte que la campagne se termine, que l'on arrête de se taper dessus », souffle Benoît. Pour lui, il est impératif de ne pas oublier deux choses : « Notre adversaire, c'est le macronisme, notre ennemi, l'extrême droite. » Une vision que partage Julien Layan, co-coordonnateur des Jeunes Génération.s : « On avait initié quelque chose avec cet accord. Il fallait maintenir cet élan.

Partir désuni, c'était risquer les petites attaques, mortifères. Quand on le fait, on ne combat pas l'extrême droite. » Le score estimé de Jordan Bardella – 32 %, selon la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde, publiée le 29 avril – est dans tous les esprits.

Les jeunes des différents partis gardent néanmoins contact. « Chacun fait campagne de son côté, mais ça ne nous empêche pas de nous mobiliser ensemble, notamment sur la Palestine. Il existe toujours des espaces de combats communs », explique Julien Layan. Sur le compte X du militant, une photo le montre : devant le Panthéon, le 3 mai, en soutien aux mobilisations étudiantes palestiniennes, il pose aux côtés d'Annah Bikouloulou, secrétaire nationale des Jeunes Écologistes,

et d'Anaïta David, coréférente nationale des jeunes issus de Place publique. « On en retient que l'on sait travailler ensemble ! », affirme Annah Bikouloulou.

« Retrouver des bases saines »

Il existe même des organisations réservées au projet d'union. Rodrigue fait partie des Jeunes de la Nupes Paris Nord-Est, un groupe qui a émergé au moment des élections législatives de 2022. « Il existe peu de groupes de ce type mais ça se passe très bien », affirme-t-il. Une cinquantaine de personnes s'impliquent dans les actions de cette équipe pro-union, mais environ deux cents membres sont regroupés sur une boucle WhatsApp. La majorité ne fait partie d'aucun parti : ils s'engagent avant tout pour l'union de la gauche.

Mais la campagne va peut-être laisser des traces. « Il faut savoir si l'on est toujours uni sur la proposition de programme des Jeunes de

la Nupes », prévient Emma Fourreau, en se projetant après le scrutin. Pour l'« insoumise », la désignation de M. Glucksmann comme tête de liste pose un problème : « Il n'y a qu'à voir ses propos contre la retraite à 60 ans, mesure dans le programme de la Nupes. » « On défend un programme de rupture », se défend Emma Rafowicz. Il faut « retrouver des bases saines », espère Benoît.

Malgré tout, la volonté d'union de la gauche est omniprésente chez les jeunes militants. Encore faudrait-il que leurs aînés prêtent une oreille attentive à leur appel. Emma Fourreau se souvient de la réponse des partis à leur proposition de programme commun : « C'était paternaliste. C'est comme s'ils nous disaient "Bravo les jeunes, mais on va le jeter à la poubelle". » De quoi relativiser l'attention que portent les partis à la parole unionniste de leurs jeunes militants... ■

SOFIANE ORUS BOUDJEMA



Marie Toussaint, sur le plateau de BFM-TV d'un débat entre les candidats, le 27 mai.

BRUNO LEVY
POUR « LE MONDE »

Marie Toussaint, une campagne « vent de face »

Enjeu climatique relégué au second plan, sondages en berne... la tête de liste d'EELV peine à s'imposer

PORTRAIT

BRUXELLES - bureau européen

Patience, courage, espoir, détermination...» Le mantra de la militante Tran To Nga, figure du combat contre l'« agent orange », arme chimique de la guerre du Vietnam, résonne sur une place de la République presque vide, samedi 25 mai, à Paris. A ses côtés, lors de ce rassemblement contre l'agrochimie, Marie Toussaint, tête de liste d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) pour les élections européennes du 9 juin, acquiesce.

Au micro, elle reprend : « Patience mais pas trop quand même... courage, espoir, détermination. » Il en faut, pour mener une campagne marquée par l'adversité. A l'heure où, dans certains sondages, la liste frôle le seuil des 5 % des intentions de vote requis pour envoyer des députés à Strasbourg, certains à gauche tentent une vente à la découpe de l'électorat des Verts. La tête de liste de la France insoumise (LFI), Manon Aubry, a lancé, dimanche 26 mai, sur France 3, un « appel à tous les écologistes », en leur disant que « la manière la plus sûre d'envoyer des députés écologistes au Parlement européen, c'est de voter pour [sa] liste ».

Marie Toussaint reconnaît vivre une campagne très « vent de face », marquée par les reculs politiques sur l'environnement, le passage au second plan de la question climatique, et des choix de campagne parfois étonnants, à commencer par son meeting de lancement, en décembre 2023, mettant en scène des danseuses de booty therapy, spécialisées dans le déhanché du bassin, jusqu'à une chorégraphie réalisée devant la tour de TotalEnergies à la Défense, en mars. Le pari d'une écologie « sensible », porté par une équipe volontairement éloignée des codes du monde politique, a peiné à surmonter les ricanements.

Mais la candidate dément toute surprise : « Certains pensaient qu'on referait Jadot 2019 [Yannick Jadot, tête de liste des écologistes aux élections européennes de 2019], je savais d'emblée que ce serait difficile, c'est pour ça que j'y suis allée », assume la juriste de 37 ans. Sur le papier, celle que tout le monde qualifie de « bonne élève » a tout pour porter le projet écologiste. Elle évoque ses parents volontaires pour ATD Quart Monde, l'adhésion aux Verts à 18 ans, puis « L'affaire du siècle », campagne lancée en 2018 qui a abouti à faire condamner l'Etat français pour inaction climatique en 2021.

Ses combats à la frontière du droit et de l'environnement, pour une justice environnementale qu'elle articule avec une exigence de justice sociale, la candidate les défend avec constance et une pugnacité croissante sur les plateaux. Lors d'une audition devant la CFDT, jeudi 23 mai, elle appelait à passer d'une « économie qui détruit » à une économie qui « répare » les écosystèmes et les injustices. « On n'est pas là pour emmerder le monde », poursuit-elle face aux attaques en « écologie punitive » venues de l'extrême droite.

Si son discours a parfois des accents environnementalistes, son programme combine dossiers sociaux et climatiques. En matière de taxation, par exemple, elle

prône un « ISF [impôt de solidarité sur la fortune] climatique » pour les plus riches, des taxes sur les transactions financières, à mettre en regard avec une TVA réduite sur les produits vertueux fabriqués en Europe, et un « droit de veto social » conditionnant toute nouvelle réforme de l'Union européenne à son impact sur les plus modestes.

A qui veut parler Marie Toussaint ? « A toutes celles et ceux qui sont préoccupés par la nature et le climat », dit-elle. « Par la santé aussi, et aux pro-européens », ajoute-t-elle. Ces derniers jours, elle bataille contre les produits toxiques, au point de prêter le flanc à des accusations de complotisme en parlant, dans la même phrase, de cancers pédiatriques et d'« empoisonnement massif de la part du gouvernement ». Elle précise avoir voulu parler de rapports tenus cachés par le gouvernement, notamment celui sur le traitement des eaux du groupe Nestlé. « Le gouvernement cache des rapports, c'est une réalité, c'est ça qui alimente le complotisme, pas moi », dit-elle.

Absence de rassemblement

Dans cette dernière ligne droite, les Verts disent aussi beaucoup qu'il n'y aura pas d'écologie sans les écologistes. « Raphaël Glucksmann [la tête de liste du Parti socialiste et de Place publique], c'est une écologie sans contrainte réelle, qui ne dérange rien ni personne », assume-t-elle ainsi. Mais cela ne suffit manifestement pas à élargir un espace politique.

En coulisses, les Verts, jamais avarés d'exégèses, rivalisent d'explications face à cette campagne difficile. Certains regrettent le manque de débat sur la stratégie... Prendre la tête d'une liste d'alliance avec LFI, comme le proposait son leader, Jean-Luc Mélenchon, s'allier avec les socialistes, comme le proposait leur premier secrétaire, Olivier Faure, les deux options étaient sur la table avant

LA CANDIDATE A FAIT LE PARI D'UNE ÉCOLOGIE « SENSIBLE », AVEC UNE ÉQUIPE ÉLOIGNÉE DES CODES DU MONDE POLITIQUE

l'élaboration de la liste en juillet 2023. A l'époque, les Verts paraissaient encore comme des meneurs européens naturels à gauche. Les deux offres ont été rejetées sans cérémonie. Il n'y a pas eu d'alliance à gauche, et socialistes et « insoumis » ont repris leur duel favori, marginalisant les Verts. « Est-ce qu'on aurait réussi à le faire ? On ne le saura jamais », mesure aujourd'hui Marie Toussaint, qui n'était pas rétive à une liste avec les « insoumis ».

Quant aux profils pour mener cette liste d'ouverture, des rumeurs prétaient un rôle possible à l'ancienne secrétaire nationale d'EELV Cécile Duflo, ainsi qu'à l'ancien numéro un de la CGT Philippe Martinez, autant de pistes qui n'ont finalement pas été explorées mais qui auraient assuré une certaine notoriété. Question alliances, « EELV a choisi de ne rien faire, de ne pas choisir, le parti le paie aujourd'hui », analyse Alexis Braud, ancien membre de la direction. En choisissant, le parti se scindait, ils ont préféré l'union du parti. Les grandes figures des Verts, elles, ont été associées tardivement ; l'ancien député européen José Bové, qui a fini par apporter son soutien à Marie Toussaint, s'était affiché en janvier à un meeting de Raphaël Glucksmann.

Qui plus est, le choix de l'autonomie s'est doublé d'une absence de rassemblement de tous les partis écologistes. Les Verts ont rompu avec les régionalistes de Régions et Peuples solidaires, qui accompa-

gnaient Yannick Jadot en 2019 – et qui se retrouvent désormais au côté du Parti radical de gauche de Guillaume Lacroix. Et le « pôle écologiste » laborieusement élaboré entre les élections municipales de 2020 et présidentielle de 2022 a vécu. Aucun accord n'a abouti, ni avec Génération.s, mouvement de Benoît Hamon, ni avec Génération Ecologie, celui de Delphine Batho, ni avec la galaxie des micropartis verts. A l'Assemblée nationale, au sein du groupe écologiste, les prises de distance avec le parti se multiplient, comme en témoignent le soutien du député du Val-d'Oise Aurélien Taché à la campagne de LFI, et le départ pour Génération.s de la députée des Hauts-de-Seine Francesca Pasquini.

Retour de bâton

Sur les rangs écologistes du Parlement européen, loin des affres de la vie interne du parti, on observe avec attention – et inquiétude – la campagne de Marie Toussaint, car les Français sont traditionnellement la deuxième délégation, derrière les Allemands, du groupe des Verts. A les voir s'enfoncer dans les sondages, certains imaginent le pire : leur disparition des bancs de l'hémicycle européen.

Partout les Verts savent qu'ils ne rééditeront pas la performance de 2019, quand, portés par les marches pour le climat et la percée de la militante écologiste suédoise Greta Thunberg auprès des jeunes, ils étaient arrivés – avec 72 élus, dont 12 Français et 25 Allemands – en quatrième position au Parlement européen, derrière les conservateurs du Parti populaire européen, les sociaux-démocrates et les libéraux de Renew. Après la crise énergétique, le retour de l'inflation, le ralentissement économique, ou la crise des agriculteurs, le pacte vert européen est largement critiqué et devrait leur valoir un sérieux retour de bâton dans les urnes.

Ailleurs qu'en France les Verts sont aussi à la peine, notamment en Belgique, en Allemagne, en Irlande ou en Autriche, où ils participent à des gouvernements de coalition. Les sondages les voient perdre des sièges à Strasbourg et être relégués au sixième rang, derrière les deux groupes des droites nationalistes et populistes.

Mais c'est dans l'Hexagone qu'ils pourraient enregistrer le plus fort recul. A titre de comparaison, outre-Rhin, ils sont encore crédités d'environ 15 % des intentions de vote (contre 20,5 % en 2019). « Il y a aussi des pays où le vote écologiste pourrait progresser, notamment en Croatie, en Hongrie, en Lituanie ou en Lettonie », ajoute Daniel Freund, eurodéputé Vert allemand. Dans ce contexte, il y a bien une spécificité française.

Pour certains de ses collègues à Strasbourg, Marie Toussaint, peu connue du grand public, à l'inverse de certains de ses prédécesseurs, comme Yannick Jadot, Daniel Cohn-Bendit, José Bové ou Eva Joly, en serait en partie responsable. La tête de liste d'EELV « doit chercher à toucher des électeurs au-delà des écologistes. A ce niveau dans les sondages, on est dans le cercle des écologistes », juge, pour sa part, le Belge Philippe Lamberts, coprésident du groupe Verts au Parlement européen. Pourtant, ajoute-t-il, face à la percée de l'extrême droite et aux menaces qui pèsent sur le pacte vert, les Verts, en France et ailleurs sur le Vieux Continent, « jouent le match de leur vie ».

« Ils auraient pu être dans la position de Glucksmann aujourd'hui s'ils avaient fait le boulot », estime un eurodéputé Vert d'un pays du Nord, qui souhaite garder l'anonymat. A l'heure des doutes, il reste aux Verts français à espérer que l'écologie politique garde un socle suffisant pour envoyer des élus au Parlement européen. ■

JULIE CARRIAT (À PARIS)
ET VIRGINIE MALINGRE

RACISME



L'antisémitisme croît chez les plus jeunes

Depuis l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, les violences racistes se multiplient, y compris en primaire

Cette après-midi-là, lorsque Nurit (les prénoms des enfants ont été modifiés) sort de l'école, elle se précipite vers sa mère et lance : « Maman, il s'est passé quelque chose de grave aujourd'hui. » Puis elle se tait. Une fois à la maison, elle se décide à raconter l'épisode qui l'a bouleversée. Pour répondre à la demande d'un professeur lors d'un exercice de symétrie, la petite fille choisit de dessiner un drapeau israélien. L'un de ses camarades s'écrie alors : « Israël mort par la Palestine ! », tout en mimant un geste de décapitation dans sa direction. C'était en mars. Trois mois plus tôt, il avait crié dans la cour de récréation : « Nous sommes tous des Palestiniens. »

En novembre 2023, alors que Nurit n'avait pas voulu se mettre en rang avec un autre petit garçon, ce dernier avait rétorqué : « M'en fous, de toutes les façons j'aime pas les juifs. » A peu près à la même période, le grand frère de Nurit, Avichai, a été destinataire d'une croix gammée sur le groupe de copains WhatsApp dont il faisait partie.

Nurit a 7 ans, elle est scolarisée dans une école privée d'un quartier bourgeois de l'Ouest parisien en classe de CE1. Avichai est âgé de 12 ans, il est en 5^e. « J'ai grandi dans le 93, lorsque j'ai donné des prénoms à consonance israélienne à mes enfants, j'étais persuadée qu'on en avait fini avec tout ça, souffle leur mère, j'ai peur pour mes enfants, depuis le 7 octobre 2023 [date de l'attaque terroriste du Hamas en Israël], je n'ose plus les appeler par leurs prénoms dans la rue. »

« IDENTITÉS RACIALES »

Observateurs, chercheurs, parents d'élèves, professeurs, intervenants en milieu scolaire font le constat d'un rajeunissement des auteurs et des victimes d'injures ou actes à caractères raciste et antisémite. « Le 7 octobre est un déclencheur », commente Déborah Journo, fondatrice d'Actions Avocats, contactée par les parents des deux enfants. L'association, créée au lendemain du 7 octobre pour aider à la libération des otages du Hamas, lutte désormais « contre toutes les haines ». Elle comptait à sa création cinquante avocats, trois jours plus tard, ils étaient cent cinquante. Aujourd'hui, ils sont 835.

« IL N'Y A PLUS AUCUNE CENSURE. LA SHOAH N'EST PLUS UN TABOU, FAIRE UN SIGNE NAZI N'EST PLUS UN TABOU »

HÉLÈNE BOUINIOL
coprésidente du réseau
Licra Education

« Nous aidons des parents à rédiger des courriers aux directions d'établissements scolaires, nous adressons des courriers aux universités pour leur rappeler leur devoir de neutralité, nous œuvrons pour faire interdire certains sites Internet... », explique M^e Journo, qui propose d'intervenir sur le sujet dans les écoles qui en feraient la demande.

Le 7 octobre marque en effet un tournant. Tina Théallet, la responsable juridique de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), souligne une augmentation des signalements dans les écoles primaires, les collèges et les lycées de 45 % depuis cette date. Le délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, Olivier Klein, évoque lui aussi l'alerte des comités opérationnels départementaux face à l'augmentation de ce type de propos dans les écoles dès le primaire.

A la date du 10 mai, l'éducation nationale avait recensé 1434 actes racistes et antisémites, tous âges confondus. Le ministère n'est pas en mesure de comparer ces chiffres aux années précédentes, où il n'isolait pas les actes racistes et antisémites des autres formes de violence verbale.

Mais le phénomène se dessinait depuis « plusieurs années », indique Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui parle d'une « ethno-racialisation des rapports sociaux latente » avec une « accélération » depuis huit mois. « Nous n'avions pas eu de cas de violences aussi marquées dès le primaire avant le 7 octobre, souligne-t-il. Mais nous avons noté que cette façon d'aborder le monde, par le prisme des identités raciales ou religieuses, gagnait du terrain dans les écoles, y compris dans les beaux quartiers. »

Avant l'attaque du Hamas contre Israël, les chiffres étaient déjà

éloquents : selon une étude de l'IFOP de juin 2023 menée auprès d'enseignants pour le Comité national d'action laïque, les diverses formes d'intolérance entre enfants avaient déjà augmenté entre 2018 et 2023, les « revendications identitaires » étant observées par 57 % des répondants (contre 50 % en 2018), et le racisme par 74 % d'entre eux (contre 72 % en 2018).

Les témoignages d'insultes antisémites sont nombreux. Un petit garçon de CE2 qui ramasse quelque chose par terre et s'exclame : « Tenez, c'est un morceau du prépuce de Samuel. » Un autre qui commente la réflexion d'un camarade : « Il est juif, les juifs sont bêtes. » « Les juifs sont sales », « Vous allez brûler en enfer », « On va faire comme Hitler », « On va t'envoyer prendre une douche », « Ne cours pas, t'as les poches trop lourdes » (sous-entendu pleines d'argent), « Assassins »...

« IL EST JUIF, IL EST RICHE »

« Lors de notre centième anniversaire, en juillet 2023, j'ai découvert, glacé, les récits du groupe de la catégorie des 8-11 ans, qu'on appelle, chez les Eclaireuses et éclaireurs israélites de France, les « Bâtisseurs » : ils nous ont raconté sans vraiment en réaliser la gravité les concours de blagues antisémites, les amalgames vieux comme le monde entre les juifs et l'argent dont ils faisaient l'objet, raconte Jérémie Haddad, le président de l'association. Et nous ne parlons pas d'enfants scolarisés dans des quartiers défavorisés, il s'agit d'enfants de Neuilly-sur-Seine, Levallois, Boulogne [dans les Hauts-de-Seine]... »

Nathan a lui aussi subi mauvaises blagues, insultes et ricanelements. « Ça gaze ? », « Quelle est la différence entre un juif et une pizza ? Le temps de cuisson ! », « Il a un beau manteau ! C'est normal, il est juif, il est riche »... Pendant l'année scolaire 2022-2023, sous l'impulsion de quatre meneurs, l'élève de 4^e n'a pas eu un jour de répit, sans que la direction du collège, un établissement privé d'excellence de l'Ouest parisien, réagisse. « L'ambiance dans la classe n'était globalement pas bienveillante et assez raciste », raconte sa mère, qui a vu l'état psychique de son fils « se dégrader semaine après semaine. Il pleurait, avait mal au ventre, ne voulait plus aller en classe, tandis que les quatre harceleurs ont sim-

plement eu une heure de colle ». Nathan a quitté l'établissement pour rejoindre une école juive.

« Les insultes racistes et antisémites ont toujours existé, même à l'école primaire, mais, depuis quel temps, il n'y a plus aucune censure dans les cours d'école, il n'y a plus de tabous. La Shoah n'est plus un tabou, faire un signe nazi n'est plus un tabou », témoigne Hélène Bouiniol, coprésidente du réseau Licra Education, qui évoque elle aussi une « ambiance dégradée dans les écoles depuis plusieurs années. Auparavant, les insultes antisémites étaient surtout liées aux vieux préjugés. Depuis le 7 octobre, cela s'est popularisé à l'extrême, notamment chez les jeunes, qui associent le juif à l'Israélien. »

Si les manifestations antisémites ont atteint un « niveau paroxystique », décrit-elle, les insultes à caractère raciste sont elles aussi présentes. « Les signalements reçus par la Licra concernant les enfants de confession musulmane ou supposée et arabo-maghrébines sont moins nombreux, mais il n'en reste pas moins que, lorsque nous intervenons dans des écoles, beaucoup d'entre eux nous font part de leur souffrance liée notamment aux préjugés racistes qu'ils subissent quotidiennement, poursuit M^{me} Bouiniol. Ils se sentent par ailleurs pris en tenaille entre concurrence victimaire face à l'antisémitisme d'une part et assignation à être désigné comme terroristes de l'autre. »

Khaled et sa sœur, âgés respectivement de 13 ans et 11 ans, scolarisés dans un collège public du nord-est de la capitale, « ont été exclus de leurs groupes d'amis », raconte leur père, d'origine palestinienne, effondré. Traités de « terroristes » et d'« antisémites », accusés de soutenir le Hamas, ils se sont retrouvés isolés dans la cour de récréation et à la cantine, au point de rentrer désormais déjeuner chez eux. « C'est devenu tellement dur pour eux, se désole le père. L'école et les professeurs leur ont simplement conseillé de se faire discrets. »

TOUTE LA DIFFICULTÉ
EST DE SAVOIR À QUEL
NIVEAU LES ENFANTS
COMPRENENT LES MOTS
QU'ILS EMPLOIENT

Les personnels de l'éducation nationale et de l'encadrement périscolaire ne sont en effet pas toujours armés pour faire face au problème, qu'il faut d'abord pouvoir détecter. Une insulte qui fuse dans la cour de récréation ne sera pas forcément entendue par l'enseignant. Par ailleurs, il est plus simple pour un professeur de déconstruire un stéréotype énoncé dans le cadre de la classe.

L'inspection générale d'histoire a mis à la disposition des enseignants des ressources pour leur permettre de répondre aux questions que se posent les jeunes à partir du collège. « En dehors des niveaux où le conflit israélo-palestinien est au programme, c'est à l'enseignant de décider s'il se sent de répondre à la question, d'ouvrir le débat, ou non », rappelle Jérôme Grondeux, inspecteur général d'histoire-géographie, qui raconte avoir tenu une réunion en visio pour les inspecteurs de la discipline, fin octobre, afin de les aider à « réagir ». « L'important est de toujours retourner à une posture d'enseignant, qui n'est pas là pour donner son avis, ou pour faire de la politique, mais pour donner du sens », indique-t-il.

« IGNORANCE »

Pour les autres personnels chargés de l'encadrement des enfants, l'institution s'efforce de fournir des outils de réponse et d'accompagnement, comme le vademecum « Agir contre le racisme et l'antisémitisme », une série de fiches pratiques « dont les personnels nous disent qu'elles leur sont très utiles », rapporte Mathieu Clouet, référent valeurs de la République et inspecteur d'histoire-géographie dans l'académie de Lille. En particulier pour ceux chargés des enfants les plus jeunes, qui ne disposent pas du cadre du cours d'histoire pour poser les choses.

« N'importe quel adulte de l'éducation nationale doit être capable de tenir un discours de morale républicaine qui soit juste, ajoute-t-il. Ce n'est pas seulement la question d'avoir ou non des connaissances en géopolitique. Il faut pouvoir revenir à des valeurs humanistes communément admises. »

« Les enfants sont dans la répétition de ce qu'ils entendent chez eux », souligne Dominique Sopo, le président de SOS-Racisme, qui dénonce les « conséquences des pratiques institutionnelles ». « La

question des origines, de la couleur de peau, de la religion est constamment posée dans le débat public, certaines chaînes d'information et responsables politiques passent leur temps à racialisier le débat. Cette réalité s'est imposée à la société française, désormais dominée par les idées et le langage de l'extrême droite », analyse-t-il.

Au-delà du débat public, les réseaux sociaux sont montrés du doigt. « Les enfants sont exposés à des images et des discours accessibles en permanence, il est évident que cela se répercute dans les cours d'école », note Nonna Mayer, directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po. La chercheuse parle d'une « polarisation identitaire » qui se manifeste dans les faits alors même que les enquêtes d'opinion, notamment le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dont elle est membre, sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, « montrent que la société est de plus en plus tolérante ».

Toute la difficulté est de savoir à quel niveau les enfants comprennent les mots qu'ils emploient et les images qu'ils diffusent. Françoise Lantheaume, coordinatrice de l'enquête *Là-cité, discriminations, racisme. Les professionnels de l'éducation à l'épreuve* (Presses universitaires de Lyon, 2023), rapporte que son panel d'enseignants – interrogés avant le 7 octobre – fait fortement ressortir l'efficacité du « désamorçage » par les connaissances. « Souvent, les élèves ne rendent compte qu'ils ont surréagi, avec méconnaissance et ignorance », indique la sociologue.

Pour cette raison, il est parfois difficile de faire le tri parmi les signalements, dont les plus graves sont sanctionnés. « Sur les réseaux, on a remarqué l'utilisation de la photo d'Hitler comme même [image virale reprise, déclinée et détournée sur Internet de manière souvent parodique], remarque Mathieu Clouet. Mais bien souvent, les élèves ne l'utilisent pas comme une référence au national-socialisme, auquel ils ne connaissent d'ailleurs pas grand-chose. Ils s'en servent pour transgresser, parce qu'ils savent que cela peut blesser. » ■

LOUISE COUVELAIRE
ET VIOLAINE MORIN

La détresse de Karim, victime de propos racistes répétés

La famille de cet élève d'origine maghrébine, en 5^e à Neuilly-sur-Seine et qui affirme avoir été victime de harcèlement, a porté plainte

Maman, ça veut dire quoi, "complotiste avec le Hamas"? » Quand son fils lui pose cette question, Fatima ne comprend d'abord pas de quoi il s'agit. Mais, si Karim (les prénoms des enfants ont été modifiés), scolarisé en 5^e au collège Pasteur de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), la questionne sur l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, c'est que, pendant des mois, il a été victime d'insultes en lien avec ses origines maghrébines.

Ses parents ont déposé plainte pour des faits de harcèlement scolaire avec des injures à caractère raciste au commissariat de la commune, le 21 mars, contre quatre camarades de classe de leur fils, tous de confession juive : Ethan, Amos, Adam et Samuel. Une autre plainte contre X pour des faits de harcèlement scolaire à caractère raciste et pour non-assistance à personne en danger a été déposée par leur avocat, le 10 mai, au parquet de Nanterre. A l'issue de quatre conseils de discipline, les camarades de Karim, un temps exclus, ont réintégré le collège, répartis dans d'autres classes. Karim, lui, est en arrêt maladie jusqu'à la fin de l'année scolaire.

« Complotiste avec le Hamas », « terroriste », « Sarrasin », « sale Arabe », « lanceur de roquettes » sont autant d'insultes que Karim rapporte avoir entendues, de manière répétée, depuis le 7 octobre, et dont font état les plaintes que *Le Monde* a consultées.

Le 20 mars, les parents de Karim prennent contact avec le collège, après avoir entendu le récit de leur fils. Le lendemain, il est convoqué avec ses camarades. « Ils étaient quatre et j'étais tout seul, se souvient Karim. Ils ont reconnu les insultes les moins importantes et nié les choses les plus graves. » La confrontation directe des élèves impliqués dans un harcèlement est déconseillée par l'éducation nationale, qui préconise d'écouter les enfants séparément. Le collège Pasteur et le rectorat de Versailles n'ont pas répondu au *Monde* sur ce point.

« Torts partagés »

Les quatre camarades de Karim et leurs familles affirment que le garçon aurait, lui aussi, proféré des insultes. Karim reconnaît une tirade grossophobe à l'égard de Samuel, et dit avoir insulté la mère d'Adam. « Le collège a considéré que les torts étaient partagés, comme si toutes ces insultes se situaient sur le même plan », s'agace Morade, le père de Karim. Les quatre élèves concernés ont également raconté avoir entendu, de la bouche de leur camarade, la phrase : « Vous, les feujus, vous avez de l'argent. » « J'ai dû demander à ma mère ce que signifiait ce mot », conteste Karim, en haussant les épaules.

Dans des témoignages joints à la plainte, deux élèves de la classe, Thomas et Baptiste, rapportent avoir entendu les insultes, mais aussi des phrases comme « Karim, on avait dit "pas de bombe aujourd'hui" » ou encore « Karim va faire exploser l'école ». Thomas confirme au *Monde* ces propos, et que les insultes survenaient « au moins deux ou trois fois par jour », surtout de la part d'Amos et Adam. Il a aussi entendu celle que Karim a adressée à Samuel.

Dans cet établissement de centre-ville à l'atmosphère feutrée, les informations semblent

« TERRORISTE »,
« SALE ARABE »...
AUTANT D'INSULTES
QUE KARIM RAPPORTE
AVOIR ENTENDUES

avoir peu circulé entre les enseignants, qui ont appris la situation par la mère de Karim. Un membre de l'équipe pédagogique décrit une cité scolaire « immense », « à l'ancienne » et « peu syndiquée », où les enseignants ne se croisent pas toujours en salle des professeurs – parmi lesquels semble dominer l'idée que cette affaire a été « correctement gérée » par l'établissement.

A la suite de discussions qu'ils considèrent comme infructueuses, les parents de Karim alertent le cabinet de la ministre de l'éducation nationale, Nicole Belloubet, et le rectorat de Versailles, qui, la première semaine d'avril, dépêche sur place un référent harcèlement et applique les mesures conservatoires que la famille réclamait : les quatre garçons sont exclus temporairement. Leurs conseils de discipline, qui se sont tenus entre le 30 avril et le 2 mai, ont débouché sur des exclusions avec sursis. Les quatre élèves ont réintégré le collège en changeant de classe, ce qui « ne constitue pas une sanction disciplinaire », précise le rectorat, qui assure avoir pris la situation très au sérieux et fait état d'une « situation de violences verbales généralisées » dans la classe.

Dans un courrier adressé aux parents de Karim le 18 avril, le cabinet de la ministre de l'éducation nationale, Nicole Belloubet, assure que « les équipes de terrain sauront prendre le temps nécessaire pour que [Karim] puisse poursuivre sa scolarité ». Pourtant, le garçon est déscolarisé jusqu'à la fin de l'année, sur la base d'un arrêt maladie du médecin. Un psychothérapeute neuilléen, qui l'a reçu pour la première fois le 3 avril, a fait état de « signes importants de stress post-traumatique ».

L'atmosphère dans la classe explique-t-elle pourquoi les autres enfants n'ont pas réagi ? Selon Thomas, « il y avait sans arrêt des insultes racistes. Un jour, je suis rentré à la maison en pleurant, je n'en pouvais plus ». Anne, sa mère, s'en souvient. « Je savais qu'il y avait un groupe de quatre élèves pas toujours très malins, indiquait-elle. Mais je n'ai pas compris à quel point Karim en souffrait. »

Thomas assure avoir essayé de parler à Ethan. « Il a répondu que lui-même était en surpoids et qu'Amos se moquait tout le temps de lui, relate-t-il. Comme il subissait aussi des insultes, il n'avait pas l'impression de harceler. » Contactées par *Le Monde*, les familles d'Ethan et d'Amos n'ont pas donné suite, celle de Samuel a fait savoir par le biais de son avocat qu'elle ne souhaitait pas répondre à nos questions – ce dernier précise que ses clients ont déposé une main courante contre la mère de Karim, qui aurait « tiré par le bras » leur fils et lui aurait « fait peur », ce qu'elle conteste. Le père d'Adam, joint par téléphone, réfute le mot « harcèlement » et met en avant une atmosphère où « les insultes partent dans tous les sens, y compris de la part de Karim ». ■

VIOLAINÉ MORIN

A Pontoise, le rare procès de six clients d'une prostituée de 12 ans

L'association Agir contre la prostitution des enfants regrette qu'ils ne soient pas jugés pour viol, comme pourrait le permettre une loi de 2021

Ces deux hôtels d'Herblay (Val-d'Oise) partagent la même devanture grise rehaussée d'une couleur plus vive. Positionnés près de l'autoroute A15 et séparés de seulement 600 mètres, ils proposent des chambres autour de 70 euros, devant lesquelles on peut se garer, puis entrer, sans avoir à passer par l'accueil.

Le 5 novembre 2023, Jonathan B., expert-comptable et commissaire aux comptes, diplômé de HEC, pénètre dans une chambre à 22h32, et en ressort à 22h48. A 23h15, c'est au tour de Denis K., technicien en sécurisation des entreprises, d'ouvrir la porte, et d'en sortir à 23h23. Sébastien B. y reste vingt minutes. Raja T., community manager, est le dernier de la soirée, de 00h47 à 01h05. Quatre jours plus tard, chambre 17 du second hôtel, Ons B. reste de 19h05 à 19h13. Sofyane M., ambulancier, entre à 21h41 et quitte la chambre à 21h59.

Ces passages ont valu à ces six hommes leur renvoi devant le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise), mercredi, pour « sollicitation des services d'une prostituée mineure ». Car, dans ces deux chambres, ils ont eu, contre une rémunération d'environ 80 euros, une activité sexuelle avec Inès (le prénom a été changé), âgée de 12 ans, elle-même sous la coupe de trois proxénètes de 18, 19 et 20 ans.

Les proxénètes condamnés

Le dossier, exceptionnel, tant par la jeunesse de la victime que par la poursuite de ses clients, s'ouvre le 13 novembre 2023, par un appel anonyme au commissariat d'Herblay. Au téléphone, un homme, consommateur de prostituées, explique avoir passé quelques

jours à hésiter avant de contacter la police. Il finit par raconter que, au début du mois, il s'est rendu sur le site Sexemodel.com, et a pris rendez-vous avec une jeune fille pas loin de chez lui. En franchissant le seuil de la chambre, il tombe sur Inès. Son maquillage masque mal son très jeune âge : il dit être reparti aussitôt sans avoir rien fait, y avoir repensé, et voulu signaler cette situation.

Les policiers du groupe proxénétisme du service interdépartemental de la police judiciaire 95 se rendent dans le premier hôtel, où le directeur de l'établissement leur confirme une suspicion de prostitution chambre 17 : réservée par un jeune homme, elle est occupée par une adolescente. Ils saisissent les images de vidéosurveillance, documentent les très courts séjours des clients, les proxénètes qui « choufent » la jeune fille comme un point de deal et rapportent des pizzas pour la nourrir.

Les enquêteurs identifient les six hommes et les convoquent en garde à vue le 24 janvier. Certains nient, expliquent, face à des photos d'Inès, ne pas la reconnaître. Un autre parle de trou de mémoire. Plusieurs, pourtant, racontent s'être demandé si elle était majeure, car elle faisait très jeune, avec sa corpulence trop fine. Quatre admettent être passés à l'acte.

Le dossier est d'abord présenté en comparution immédiate. Face à sa taille, les avocats demandent un renvoi. L'affaire est ensuite scindée en deux. Le 21 mars, les trois proxénètes sont condamnés à trois ans de prison ferme, deux ans ferme, et dix-huit mois de sursis. Les clients comparaissent, eux, ce mercredi et encourrent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Ni la minorité de moins

de 15 ans ni la présomption de non-consentement d'un mineur de moins de 15 ans, qui aurait permis de poursuivre les prévenus pour viol, n'ont été retenues.

Une « loi d'affichage »

Pourquoi ne pas avoir retenu le chef de « viol sur mineur de moins de 15 ans » ? « C'est fait exprès, répond au téléphone M^e Christian Gallon, l'avocat d'Inès. Elle est très fragile, elle n'aurait pas supporté la durée d'une procédure criminelle. On aurait pu soulever que ce sont des crimes, car elle fait très petite et que ça se voit, mais on ne l'a pas fait, dans son intérêt à elle. C'est une correctionnalisation volontaire. »

D'après lui, qui plaide dans de nombreux dossiers de ce type, il faut se dépêcher de juger pour éviter à la petite victime d'être à nouveau exploitée sexuellement. « Elle était en fugue, elle avait besoin d'argent. Elle disait qu'elle faisait ça par choix, mais on n'a pas arrêté de lui dire qu'à 12 ans il n'y a pas de choix », dit-il.

Dans ces procès, une association fondée en 1986 s'est portée partie civile : Agir contre la prostitution des enfants (ACPE). Ses avocats, M^{es} Victoire None et Martin Declosmenil, racontent la première audience des proxénè-

« On aurait pu soulever que ce sont des crimes, mais on ne l'a pas fait, dans son intérêt à elle »

CHRISTIAN GALLON
avocat de la victime

Le Sénat pose des interdictions à la prise en charge médicale des mineurs transgenres

Le texte issu du groupe LR, adopté en première lecture mardi, prévoit l'encadrement strict de la prescription des bloqueurs de puberté et l'interdiction des traitements hormonaux

Un texte « équilibré » destiné à protéger ou, au contraire, « une loi mettant en danger » les enfants transgenres ? C'est sur cette ligne de crête que se sont ouverts, mardi 28 mai, au Sénat, les débats autour d'une proposition de loi, portée par la sénatrice Les Républicains du Val-d'Oise, Jacqueline Eustache-Brinio, sur la prise en charge médicale des mineurs transgenres. Les sénateurs ont adopté le texte en première lecture (180 voix pour, 136 contre), grâce à l'alliance du centre et de la droite, majoritaire au Sénat, et contre l'avis du gouvernement. La gauche a voté à l'unanimité contre.

Invoquant la prudence, le texte prévoit un encadrement strict de la prescription de bloqueurs de puberté aux mineurs transgenres par des équipes spécialisées – il en existe dix-huit en France –, ainsi que l'interdiction des traitements hormonaux, qui permettent de développer des caractéristiques physiques secondaires (pilosité, voix grave, développement ou non-développement des seins) en harmonie avec l'identité de genre.

Ces traitements peuvent être prescrits pour lutter contre la dysphorie de genre (la souffrance liée à l'inadéquation entre le sexe de naissance et le genre ressenti).

Revenir sur leur prescription est « vraiment une méconnaissance des besoins de ces adolescents », se désole le pédopsychiatre Jean Chambry, à la tête du Centre intersectoriel d'accueil pour adolescent, une des premières consultations spécialisées, à Paris.

Les jeunes qui arrivent dans son cabinet au moment des premières manifestations pubertaires sont dans une telle souffrance, explique-t-il, que « ce sont des patients qu'on priorise, en les recevant de façon intensive, ce qui permet au bout de sept ou huit mois de prescrire des bloqueurs de puberté quand c'est adapté ». Installer un suivi préalable obligatoire de deux ans avant une telle prescription, ce que prévoit la proposition de loi, lui semble donc absolument contre-indiqué. D'autant qu'un tel délai revient, de fait, à les interdire

Les échanges ont souvent quitté le terrain médical pour questionner celui des droits des personnes transgenres

dans la mesure où cela permettra aux caractères sexuels secondaires de se développer, rendant donc inopérante l'action des bloqueurs.

Le texte interdit les opérations chirurgicales de réaffectation avant la majorité comme la torsoplastie, très rares. Il prévoit, enfin, la pénalisation des médecins qui contourneraient l'interdiction de ces prescriptions et se prononce pour la mise en place d'une « stratégie nationale pour la pédopsychiatrie » en vue d'apporter une réponse aux jeunes concernés.

« Fabrique d'une peur »

Les débats entre sénateurs ont porté sur le « bénéfice risque » des traitements, sur le bien-fondé que les législateurs se prononcent sur des prescriptions médicales en l'absence de l'avis qualifié des autorités sanitaires et, au-delà, sur les métamorphoses d'une jeunesse plus disposée aujourd'hui qu'hier à questionner son rapport au genre. Le risque des regrets et l'exemple de cas de « détransition » ont plusieurs fois été mis en avant par les partisans du texte.

Selon les chiffres de l'Assurance-maladie, en 2020, 294 mineurs de moins de 17 ans étaient pris en charge à 100 % au titre d'une « affection de longue durée » pour transidentité. Un chiffre qui ne

représente cependant qu'une partie des jeunes en questionnement ou transition de genre.

Au nom du gouvernement, le ministre de la santé, Frédéric Vallatoux, a déploré que le sujet, « véritable question médicale et scientifique », soit traité au plan politique avant que les recommandations de prise en charge, en cours d'élaboration par la Haute Autorité de santé, ne soient connues. Ses conclusions sont attendues en 2025.

Les échanges ont souvent quitté le terrain médical pour questionner celui des droits des personnes transgenres et de l'idéologie discriminatoire qui sous-tend le texte, selon ses opposants. A l'image de la sénatrice écologiste de Paris Anne Souyris qui, s'adressant à Jacqueline Eustache-Brinio, a dénoncé « la fabrique d'une peur que vous érigez en combat », avant de souligner le fort taux de suicide des personnes transgenres en l'absence d'accompagnement.

« On le comprend pénalement, mais c'est très dur moralement », estime Sophie Antoinette, la responsable juridique et du plaidoyer de l'ACPE. Sur la quarantaine de procédures d'exploitation sexuelle de jeunes filles mineures dans lesquelles l'association est partie civile, les clients ne sont identifiés et poursuivis que dans deux d'entre elles. Selon elle, la prostitution numérique laisse pourtant des traces partout, que les policiers pourraient facilement remonter. « Ils ne cherchent pas les clients, car ils les confondent avec les consommateurs de prostituées adultes, qui ne sont condamnés qu'à des stades de citoyenneté », analyse-t-elle.

Ce mercredi, Inès ne pourra pas être présente au deuxième procès : « Elle a été de nouveau placée », a précisé son avocat. ■

LORRAINE DE FOUCHER

Relaxés en première instance, l'architecte et le conducteur de travaux ont été condamné à des peines d'emprisonnement avec sursis par la cour d'appel d'Angers, mardi 28 mai. Ils sont mis en cause dans l'effondrement qui avait tué quatre jeunes et blessé 14 autres à Angers en 2016. Le parquet, considérant que le tribunal avait omis de prendre en compte « des fautes graves », avait fait appel. – (AFP)

JÉRÔME LEFILLIÂTRE



ENTRETIEN

SAO PAULO (BRÉSIL) - correspondant

Le successeur» : au Brésil, c'est ainsi que beaucoup surnomment Fernando Haddad. A 61 ans, l'ancien maire de Sao Paulo et ex-candidat de gauche au scrutin présidentiel de 2018 est désormais ministre des finances. Il est vu comme le dauphin le plus sérieux au chef de l'Etat, Luiz Inacio Lula da Silva. A la tête de la réunion des ministres des finances du G20, qui se tiendra les 25 et 26 juillet à Rio, celui-ci plaide avec force pour une taxation minimale des « super-riches » au niveau international.

Croyez-vous à la possibilité d'un accord au G20 pour une imposition des « super-riches » et quels en seraient les termes ?

Cette question a des chances de prospérer, car elle est à la fois une urgence et une nécessité pour les Etats. Il s'agirait de taxer autour de 3 000 individus sur la planète, détenant quelque 15 000 milliards de dollars [*près de 14 000 milliards d'euros*] de richesse, et qui paient dans les faits très peu d'impôts. Notre ambition est de parvenir à taxer la richesse avec comme base le patrimoine. Néanmoins, nous restons prudents sur le mécanisme adéquat à adopter et les détails d'une telle mesure, qui est encore en discussion au G20.

Cependant, la position du Brésil va au-delà de la simple taxation des super-riches. Elle propose que la somme d'argent ainsi collectée soit utilisée non pas à des fins domestiques par chaque pays, mais attribuée à un fonds international afin de résoudre des problèmes globaux, tels que la crise climatique ou la lutte contre la pauvreté. C'est une idée certes très sensible et qui ne peut aboutir qu'à long terme. Mais ce serait une avancée extraordinaire au niveau global !

Vous avez reçu l'appui du ministre français Bruno Le Maire et sollicité l'expertise de l'économiste français Gabriel Zucman, au sommet du G20, le 1^{er} mars. Le soutien de Paris est-il important ?

Le soutien du président Emmanuel Macron et de son gouvernement est très important (...). Mais il n'y a pas que la France qui soutienne la proposition brésilienne. L'Espagne a aussi manifesté son appui. Même si des discussions sont encore nécessaires, Janet Yellen [*secrétaire du Trésor des Etats-Unis*] s'est dite favorable à une taxation. Cette idée a gagné en force, en attraction et en impulsion, même si des pays du G20 ne se sont pas encore prononcés. Je pense au chancelier allemand, Olaf Scholz, mais aussi aux Etats du groupe des BRICS [*Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud et Chine*]. J'aurais apprécié voir un communiqué de la Chine ou de l'Inde pour appuyer notre proposition...

Justement, les BRICS, dominés par la Chine, sont-ils pour vous une alternative aux alliances traditionnelles du Brésil ?

Je vais exprimer ici ma position personnelle et non celle du gouvernement brésilien. Le concept de Sud global est sympathique [*rires*]. Je suis moi-même d'origine libanaise, donc cosmopolite et internationaliste par nature. Le Brésil, du fait de sa population majoritairement afro-descendante et de ses liens profonds avec l'Afrique, a évidemment de la sympathie pour cette expression. Mais, pour moi, le groupe des BRICS a d'abord pour vocation stratégique de renforcer le G20. Sans les BRICS, le G20 redevient un G7 ! Or le

« La taxation des “super-riches” est à la fois une urgence et une nécessité pour les Etats »



Fernando Haddad, à Sao Paulo, au Brésil, le 24 mai.
TOMMASO PROTTI
POUR « LE MONDE »

« Le Brésil ne saurait être le supplétif d'aucun bloc »

Le ministre des finances brésilien, Fernando Haddad, défend l'idée d'un renouveau dans le jeu des échanges internationaux

monde a changé et ne « rentre » plus dans le G7. La Chine est devenue une superpuissance. Il y a un éléphant dans la pièce. Il est temps de s'en rendre compte et d'élargir la pièce, plutôt que de la rétrécir. L'Occident doit le comprendre et se réinventer pour faire face à cette nouvelle situation.

La Chine est néanmoins devenue le premier partenaire commercial du Brésil. Votre pays penche-t-il désormais davantage vers ce « bloc » que vers l'Europe et les Etats-Unis ?

Le Brésil est la neuvième économie du monde. Il n'a pas à être le supplétif d'un bloc ou d'un autre. Dans la guerre commerciale en cours, nous n'avons pas les conditions de choisir un camp. Nous cherchons à nous rapprocher économiquement à la fois des Etats-Unis mais aussi de la Chine. Nous cherchons à tirer parti de l'économie globale selon nos intérêts nationaux et régionaux. Cependant, nous avons conscience que le monde a besoin d'un « menu » plus large, notamment sur la question du dollar. Les pays africains, comme autrefois les pays latino-américains, souffrent des conséquences des taux d'intérêt de la Fed [*banque centrale améri-*

caine]. Cela peut conduire des Etats à la faillite. Même si certains éprouvent encore une forme de passion pour le « dieu » dollar, les structures héritées de Bretton Woods [*selon les accords de Bretton Woods, le système monétaire international adopté après la seconde guerre mondiale, plaçant la monnaie américaine au centre*] doivent être réformées.

Sur le plan intérieur, les inondations dans l'Etat du Rio Grande do Sul, début mai, affectent durablement l'économie brésilienne. Comment votre gouvernement compte-t-il faire face à cette catastrophe ?

Cette tragédie est un coup dur. Le Rio Grande do Sul répond pour 8 % de la richesse nationale, c'est un grand producteur agricole et industriel. Le président Lula est déterminé à ce que la région ne manque de rien pour se reconstruire. Nous avons pris des mesures fortes, avec 50 milliards de reais [*environ 9 milliards d'euros*] d'aides et de lignes de crédits débloqués. Le gouvernement a suspendu le paiement de la dette du Rio Grande do Sul à l'Etat fédéral brésilien.

Un plan de construction de nouveaux logements populaires a été mis en place et nous avons auto-

risé l'expropriation et le rachat de biens immobiliers abandonnés afin de loger les sinistrés. Afin de faire face à l'inflation, le président Lula a autorisé l'importation d'un million de tonnes de riz. Les stocks d'aliments de la compagnie nationale d'approvisionnement sont mis à disposition. Tout est démesuré dans cette crise... c'est un océan de défis.

Cette catastrophe se déroule dans un contexte économique incertain pour le Brésil. Les prévisions de croissance pour 2024 oscillent entre 2,2 % et 2,5 %, bien loin du « miracle » des années 2000, sous les deux premiers mandats de Lula.

Notre dynamisme est sous-estimé par la majorité des analystes. En 2023, ces derniers prévoyaient une croissance de moins de 1 % du PIB et nous avons fini à + 2,9 % ! Certes, dans les années 2000, la moyenne brésilienne était de 4,1 %. Retrouver ce rythme à court terme me paraît difficile... Mais je pense que nous pouvons viser une moyenne annuelle de 3 % durant ce mandat, qui court jusqu'en 2027. Gardez en mémoire vous que nous avons hérité de la tragédie économique des années du président Jair Bolsonaro [*2019-*

2022], une inflation à 8,25 % et une croissance de 1 à 1,5 %. Nous avons redressé la situation en dépit d'un contexte international difficile. Les taux directeurs de la Fed sont au plus haut depuis quarante ans. Cela aussi affecte beaucoup notre croissance. Je crois aux « miracles », mais il faut prendre en compte les contraintes externes !

En un peu plus d'un an, vous avez restauré les principaux programmes sociaux du pays. Mais aucun programme nouveau n'est sorti des tiroirs... Où est passée la créativité de la gauche en la matière ?

Concernant mon ministère, nous avons adopté fin 2023 la réforme fiscale [*visant à simplifier la TVA*] la plus importante de l'histoire du Brésil, attendue depuis quarante ans. Tout cela va avoir un impact direct sur l'économie. Dites-vous aussi que restaurer tous ces programmes sociaux en un an n'a pas été une mince affaire. La *Bolsa familia* [la « bourse famille », une aide d'Etat] est redevenue une politique sociale de référence, les exportations brésiliennes battent des records, l'industrie automobile reçoit des investissements jamais vus depuis des années. Tout cela a exigé beaucoup de travail.

« La Chine est devenue une superpuissance. Il y a un éléphant dans la pièce. Il est temps de s'en rendre compte »

Mais ce qui devrait qualitativement améliorer la situation au Brésil, c'est notre plan de transformation écologique. Le gouvernement a défini six axes et une centaine de mesures à prendre, allant de lutte contre la déforestation en Amazonie aux énergies vertes, en passant par la récupération de millions d'hectares de pâturages dégradés, la production de voitures hybrides ou de biocarburants... Certes, ce programme doit encore gagner en visibilité. La population mais aussi le gouvernement dans son ensemble doivent encore être convaincus, se l'approprier et comprendre qu'il s'agit du bon chemin pour le Brésil.

Lula s'est déclaré en faveur de l'exploitation du pétrole dans le delta de l'Amazone, projet décrié par les ONG. Quelle est votre position sur ce sujet ? N'y a-t-il pas ici une contradiction avec vos objectifs écologiques ?

Ce projet n'est pas bien compris. Je ne vois ici aucune contradiction. Tout d'abord car je ne crois pas que l'exploitation du pétrole dans cette région aura des conséquences environnementales. Ensuite, le vrai impact écologique du pétrole, selon moi, ne réside pas dans son exploitation mais dans son utilisation.

Or, le Brésil investit pour produire des voitures moins polluantes, hybrides ou adapté aux biocarburants. Le Brésil met à disposition du monde un pétrole de bonne qualité, mais, comme je vous l'ai expliqué, il a aussi entamé un grand plan de transition écologique. Son mix électrique est l'un des plus verts du monde, à 90 % issu du renouvelable. Il n'y a pas de contradiction.

Justement, Jean Paul Prates, président de Petrobras, a été démis de ses fonctions et remplacé mi-mai par Magda Chambriard. Pourquoi ce changement brutal à la tête du géant pétrolier brésilien ?

J'ai suivi ce dossier de loin... Mais je crois que ce changement est d'abord dû à des raisons de relations personnelles entre le président Lula et « Jean Paul ». Le président de Petrobras a pratiquement le rang de ministre au Brésil, et une bonne entente avec le chef de l'Etat est essentielle. Il ne faut pas s'inquiéter pour Petrobras, aucun changement radical n'est prévu et l'entreprise doit exécuter son plan d'investissement.

Le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur [bloc sud-américain réunissant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie] a été critiqué en France, par les agriculteurs, mais aussi par Emmanuel Macron. Faut-il enterrer ce projet ?

J'ai été témoin des efforts notables du président Lula pour faire aboutir cet accord. Ce dernier a cherché toutes les possibilités pour sensibiliser la France aux bienfaits d'un tel texte. Bien sûr que, si on étudie la question secteur par secteur, on peut avoir des craintes. Mais, de notre point de vue, les exigences de l'Union européenne ont été respectées.

« Haddad président » : ce slogan pourrait-il être à nouveau utilisé à l'avenir ?

[*Rires*] J'ai une règle dans la vie : faire mon travail là où je suis. Je n'ai pas de plan de carrière et je ne pense pas au prochain fauteuil à occuper. Mon boulot est suffisamment complexe pour que je ne pense pas, en plus, à la suite ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BRUNO MEYERFELD

Le projet de loi agricole adopté sans enthousiasme

A l'Assemblée, le gouvernement a pu compter sur une partie de la droite pour faire passer ce texte, très critiqué

À l'issue de près de soixante-dix heures de débat dans l'Hémicycle et plus de 5 000 amendements examinés, l'Assemblée nationale a, par 272 voix pour, 232 contre et 65 abstentions, adopté, en première lecture, mardi 28 mai, le projet de loi d'orientation pour la souveraineté la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

Ce texte établit la protection de l'agriculture comme étant d'« intérêt général majeur », une inscription symbolique, mais à la portée juridique « relative », de l'avis même des rapporteurs du texte, et comporte des mesures en faveur de l'installation et de l'allègement des normes. Absents du projet de loi initial, des objectifs chiffrés ont été ajoutés par les députés pour maintenir le nombre d'exploitations agricoles à 400 000 et atteindre 500 000 exploitants.

L'adoption de ce projet de loi était loin d'être acquise, tous les groupes d'opposition en dénonçant le manque d'ambition et le peu de réponses apportées à la crise des agriculteurs exprimée début 2024, la gauche déplorant en outre d'importants reculs environnementaux.

C'est finalement avec les voix d'une vingtaine de députés Les Républicains (LR) que celui-ci a été adopté, tandis que la gauche a voté contre (avec l'abstention d'une partie des élus communistes), ainsi que le Rassemblement national (RN).

Durant les cinq semaines d'examen en commission des affaires économiques, puis en séance publique, le gouvernement aura multiplié les appels du pied aux Républicains pour tenter d'élargir sa majorité sur ce projet de loi, attendu depuis deux ans, qui avait été retravaillé par l'exécutif après la mobilisation agricole de l'hiver.

La droite a, de fait, pesé sur les dernières évolutions du texte, fixant comme ligne rouge l'abandon du groupement foncier agricole d'investissement (un dispositif de portage auquel s'opposaient également la gauche et l'extrême droite, et que le gouvernement n'aura pas réussi à réintroduire en séance), la non-conditionnalité du diagnostic climatique – un nouvel outil d'évaluation pour aiguiller les candidats à l'installation, qui devait à l'origine conditionner l'accès à certaines aides – et l'abandon du diagnostic des sols dans ce même module, un retrait que la gauche a dénoncé comme un non-sens agronomique.

« On sait que c'est un texte qui ne traite que de l'installation et qui ne répondra pas à la crise structurelle de l'agriculture, mais on a essayé

d'y poser des jalons, dit Julien Dive, chef de file de LR sur ce texte. Mais il nous faudra toujours une loi de programmation, qui prenne en compte le foncier, la fiscalité, le partage de la valeur et les phytosanitaires. » Tout au long des débats, les oppositions n'ont cessé de rappeler l'étroitesse de ce projet de loi et ses manques.

À l'heure du bilan, « la déception prédomine, parce qu'on voit qu'on est à la fin d'un modèle, exprime Marie Pochon, députée écologiste de la Drôme. La chute du nombre d'agriculteurs, les difficultés à bien vivre de leur travail, l'effondrement de la biodiversité, le choc climatique... Tout cela devrait nous faire questionner le modèle agricole. Or, avec ce texte, on accélère tranquillement la fin de l'agriculture paysanne et familiale. »

Plusieurs passes d'armes

Deux articles en particulier ont cristallisé l'opposition de la gauche : l'article 13, qui, dans sa rédaction, introduit une présomption de « non-intentionnalité » d'une partie des atteintes aux espèces et habitats protégés, limitant les possibilités de poursuites ; et l'article 15, qui entend raccourcir les procédures en cas de recours contre des projets de retenues d'eau ou d'extension d'élevage, au sujet duquel le Conseil d'Etat avait émis des réserves. « Bien que le gouvernement affirme le contraire, ce qui se raconte au travers de ce projet de loi, c'est une opposition entre agriculture et écologie, regrette Marie Pochon. L'article 13 est une

« On accélère tranquillement la fin de l'agriculture paysanne et familiale »

MARIE POCHON
députée écologiste de la Drôme

bombe à fragmentation, qui risque de se retourner contre les agriculteurs, qui n'en ont pas besoin. »

« Cela risque d'être une loi vide, selon Aurélie Trouvé (LFI, Seine-Saint-Denis). Comme on a retiré le groupement foncier agricole d'investissement, et que les articles 13 et 15 pourraient ne pas passer le cap du Conseil constitutionnel, il ne reste rien de conséquent. » De son côté, le gouvernement défend des articles « équilibrés » et se diterein face à l'éventualité d'une saisine du Conseil constitutionnel.

L'article 1, qui fixe les grandes orientations des politiques agricoles et alimentaires, a, lui aussi, fait l'objet de plusieurs passes d'armes entre l'exécutif et les parlementaires. « On aurait pu poser les fondamentaux d'une souveraineté alimentaire solidaire, mais on a un article très bavard, avec des vides abyssaux, estime Dominique Potier (Parti socialiste, Meurthe-et-Moselle). Il n'y a pas un mot sur le libre-échange et sur le commerce, et une vision très pauvre d'une sou-

veraineté solitaire, qui entend se protéger de l'extérieur tout en poussant les exportations. »

L'opposition considère toutefois avoir « évité le pire », en parvenant, avec l'ensemble des groupes (sauf le RN), à rétablir les objectifs de surfaces agricoles en bio et en légumineuses, qui risquaient d'être effacés du code rural par la réécriture de l'article 1. Après plusieurs jours d'émoi et une volte-face du gouvernement, qui a reconnu une « erreur », ces objectifs ont été réintroduits après l'article 8.

« Un grand malentendu »

Pour la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le projet de loi, bien qu'imparfait, présente des avancées. Le premier syndicat agricole français, qui a largement inspiré le travail de réécriture mené au printemps par le gouvernement, avait appelé les députés, lundi 27 mai, à le voter, même s'il « ne répond pas encore à toutes les attentes ». La FNSEA a salué la reconnaissance de l'intérêt général majeur, la révision de l'échelle des peines, la « rationalisation » du diagnostic modulaire à l'installation ou encore la création du droit à l'essai dans les sociétés.

Un même appel au vote avait été lancé par les Jeunes Agriculteurs (JA), syndicat affilié à la FNSEA. « Il a le mérite d'apporter des réponses pour les futurs agriculteurs, que ce soit en termes de formation avec la mise en place d'un diplôme bac + 3 ou en termes d'information et de conseil, avec la création d'un

guichet unique au niveau départemental », souligne Arnaud Gaillot, président des JA, même s'il regrette que le diagnostic climatique n'ait pas été rendu obligatoire.

À l'inverse, la Confédération paysanne a dénoncé un texte qui « renforce la trajectoire agro-industrielle de l'agriculture, responsable de la diminution du nombre de paysans, de la disparition des fermes et de la destruction de la biodiversité ». Le syndicat a cependant relevé que le travail des députés avait permis quelques progrès, comme la nécessité de réguler le foncier agricole, exprimée par plusieurs groupes parlementaires, qui a posé des jalons en vue d'une future loi sur le sujet.

La balle sera bientôt dans le camp des sénateurs, qui examineront le texte en commission, le 12 juin, puis en séance, à partir du 24 juin. Pour Dominique Estrosi Sassone, présidente LR de la commission des affaires économiques du Sénat, « le texte est décevant ». « Il y a un grand malentendu : on parlait d'une loi d'orientation, en fait, on y trouve surtout des mesures destinées à la transmission et au renouvellement des générations. » La sénatrice des Alpes-Maritimes regrette « une stratégie de saucissonnage du gouvernement, qui ne met pas les sujets les plus cli-vants dans le texte ». Les Républicains, majoritaires à la Chambre haute, fourbissent déjà leurs armes pour étouffer le projet de loi, en particulier sur la simplification. ■

MATHILDE GÉRARD
ET LAURENCE GIRARD

Télérama

Festivals d'été

UNE PLACE ACHETÉE

UNE PLACE OFFERTE

100 FESTIVALS DANS TOUTE LA FRANCE

LE 29 MAI DANS TELERAMA ET SUR TELERAMA.FR

TOUTES LES INFORMATIONS

PERTES & PROFITS | ÉNERGIE
PAR PHILIPPE ESCANDE

Bataille de pétroliers entre Chevron et Exxon

En quatre-vingt-dix ans d'existence, la compagnie Hess n'a connu que deux patrons : le père, Leon, et son fils, John. Le premier a bâti sur les ruines de la Grande Dépression des années trente ce qui deviendra l'un des plus grands groupes pétroliers familiaux américains et le dernier encore coté à la Bourse de New York. L'aventure devrait bientôt prendre fin. Mardi 28 mai, les actionnaires de Hess Corporation ont approuvé l'offre de rachat par Chevron pour 53 milliards de dollars (48,8 milliards d'euros).

Mais il y a un éléphant dans la pièce. Construit par acquisitions successives à partir d'une affaire de transport de raffinerie de pétrole, Hess s'est progressivement recentré sur l'exploration-production. Aujourd'hui, ses principaux actifs sont constitués de gisements de pétrole de schiste dans le Dakota du Sud et d'une participation de 30 % dans la plus prometteuse découverte pétrolière de ce siècle, le Guyana. Un gisement considérable, évalué à au moins 7 milliards de barils, faisant de ce petit pays l'un des grands producteurs mondiaux, dépassant le Mexique ou la Norvège. Après la découverte du champ de Stabroek, à 200 kilomètres des côtes guyanaise, par Exxon, ce dernier a pris 45 % des parts, Hess 30 % et le chinois Cnooc les 25 % restants.

Autant dire qu'Exxon ne voit pas d'un très bon œil débouler dans son champ de vision son principal rival américain, Chevron. En revanche, récupérer les parts de Hess pour devenir majoritaire est une occasion exceptionnelle pour lui. Il a besoin de cela alors que devait se tenir, mercredi 29 mai, son assemblée

générale annuelle, qui promettait d'être un peu agitée. Des actionnaires comme le fonds souverain norvégien ou le fonds de pension californien Calpers aimeraient que le pétrolier en fasse un peu plus en matière d'engagements climatiques.

Droit de préemption
Ce n'est pas la direction qu'indique cette affaire guyanaise, mais, comme tous ses confrères, il est avide de nouveaux gisements exploitables rapidement pour compenser le déclin des anciens. Il invoque donc un droit de préemption sur la part de Hess. Evidemment, cette solution ruinerait les espoirs de Chevron, qui a annoncé qu'il renoncerait à la plus importante acquisition de son histoire si Exxon gagnait l'arbitrage en cours.

De plus, un autre acteur a son mot à dire : le Guyana. Son président, Irfaan Ali, n'est pas vraiment enthousiaste à l'idée de voir Exxon devenir le roi de son pétrole. Un peu de concurrence entre les deux majors pétrolières serait une bien meilleure solution. D'autant que lui-même avait été très critique de l'accord conclu par son prédécesseur, jugé beaucoup trop favorable à Exxon.

Le risque est donc grand pour Chevron, et pour la famille Hess, qui devrait récupérer 5 milliards de dollars dans la vente de son entreprise, de voir s'échapper cette aubaine. Une belle affaire pour les avocats, qui vont tenter de trouver un accord financier entre les deux camps. Cela confirme en tout cas que le pétrole n'est plus une affaire familiale. Aux derniers géants du secteur de gérer désormais le flamboyant crépuscule de leur industrie. ■

SERVICES
Royal Mail accepte une offre de Kretinsky à 3,6 milliards de livres
Le conseil d'administration d'International Distributions Services, maison mère de l'opérateur postal britannique en difficulté Royal Mail, a annoncé, mercredi 29 mai, qu'il avait accepté une offre ferme de rachat à 3,6 milliards de livres (4,2 milliards d'euros) du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. – (AFP)

CONJONCTURE
Chine : le FMI plus optimiste sur la croissance
Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé, mercredi, sa prévision de croissance pour la Chine à 5 %, en 2024, s'inquiétant toutefois des défis qui demeurent aux niveaux industriel et budgétaire. La deuxième économie mondiale peine encore à se remettre des années Covid et est pénalisée par une crise persistante de l'endettement sur le marché immobilier, qui a longtemps représenté environ un quart du produit intérieur brut. – (AFP)

TÉLÉCOMS
SFR a perdu près de 500 000 abonnés dans le mobile en trois mois
Moins 487 000 abonnés mobile et moins 77 000 clients box en trois mois : Altice France, maison mère de l'opérateur télécoms SFR, a vu son activité reculer au premier trimestre. Son chiffre d'affaires a baissé de 3,8 % sur un an, à 2,564 milliards d'euros, tandis que l'excédent brut d'exploitation a diminué de 6,5 %, à 782 millions d'euros, a détaillé, mardi 28 mai, le groupe, filiale de la multinationale Altice appartenant à l'homme d'affaires Patrick Drahi. SFR compte à présent 19,967 millions d'abonnés mobile et 6,314 millions de clients box. – (AFP)

En colère, les pharmaciens baissent le rideau ce jeudi

En jeu, les négociations conventionnelles avec l'Assurance-maladie

À 69 ans, Hélène Roy s'apprête à remiser bientôt sa blouse blanche pour profiter d'une retraite bien méritée. Mais avant de quitter définitivement le comptoir de sa «*modeste*» officine installée dans la capitale des ducs de Bourgogne, cette pharmacienne dijonnaise entend mener aux côtés de ses confrères un dernier combat : celui de la défense d'une profession «*au service des patients*» qu'elle chérit et estime aujourd'hui menacée.

«*Nous avons une image de gens riches. La réalité est beaucoup plus contrastée. Oui, il y a des pharmaciens qui gagnent très bien leur vie, mais ils ne sont pas aussi nombreux qu'on l'imagine*», déplore-t-elle. Et la pharmacienne de citer les nombreux messages qu'elle a reçus de confrères «*en galère*» après la parution d'une tribune dans *Le Monde*, le 15 avril, dans laquelle elle s'alarmait des difficultés économiques croissantes du réseau officinal. Ce jeudi, elle fermera boutique le temps d'une journée pour défiler avec ses équipes à leurs côtés dans les rues de Dijon – près d'une quarantaine de cortèges, dont un à Paris, sont prévus partout en France –, afin d'interpeller les pouvoirs publics sur le malaise de l'officine.

A 300 kilomètres de là, Michaël Cohen, 32 ans, baissera lui aussi le rideau de son officine parisienne. Le jeune titulaire n'a pas hésité à

répondre à l'appel à la grève lancé par les syndicats. Sur le réseau social TikTok, où il détaille les raisons de cette mobilisation nationale, sa vidéo a rencontré un bel écho. Près de deux mille réactions en quelques heures. «*De plus en plus d'officines sont en difficulté. Les pharmaciens ont des crédits sur le dos, des loyers, des équipes à payer. Mais les marges et les trésoreries s'étiolent, l'inflation pèse sur nos charges*», constate-t-il.

La mobilisation s'annonce massive. Selon les estimations de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) et de l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO), les deux principaux syndicats représentant la filière, près de 90 % des 20 000 pharmacies implantées en France fermeront leurs portes le 30 mai. Dans certaines villes, comme à Nice, Avignon, Roanne, Ajaccio ou encore Vitry-sur-Seine, la totalité des officines prévoiraient de faire grève. La profession est pourtant peu coutumière de ces coups d'éclat. «*La dernière mo-*

bilisation d'une telle ampleur remonte à 2014. Ça témoigne bien du niveau de colère et d'angoisse des pharmaciens», souligne Hervé Jouvès, à la tête de Hygie31, qui rassemble sous sa bannière 1 200 officines dans l'Hexagone, et également vice-président de Federgy, le principal syndicat des groupements et enseignes de pharmacie.

Faire grimper l'enveloppe

Au cœur de la contestation : les négociations conventionnelles avec l'Assurance-maladie. Commencées en décembre 2023, ces dernières doivent établir les conditions d'exercice et de rémunération du réseau officinal pour les prochaines années. Pour assurer la pérennité du maillage territorial, les pharmaciens ambitionnent de faire grimper l'enveloppe allouée aux officines à 7,8 milliards d'euros dès 2025 en revalorisant leurs honoraires, soit 1 milliard de plus qu'en 2019. Mais les propositions de l'Assurance-maladie ne prévoient d'atteindre ce palier qu'à partir de 2027.

«*Une partie du chemin est faite. L'année dernière, la rémunération du réseau était de 7,3 milliards d'euros. Mais ce n'est pas encore suffisant*», remarque Philippe Besset, président de la FSPF. Pour Pierre-Olivier Variot, de l'USPO, le compte n'y est pas non plus : «*En l'état actuel, les propositions sur la table pourraient entraîner à terme entre 20 000 et 25 000 licenci-*

ments», s'agace-t-il, rappelant que la filière fait vivre plus de 130 000 salariés entre les pharmaciens et les préparateurs en pharmacie.

Si le mouvement est plébiscité par la profession, le ministère de la santé, lui, apprécie peu la démarche. «*Cette négociation a démarré en décembre 2023 et est encore en cours. Donc cette grève n'a pas lieu d'être*», précise-t-on avenue de Ségur, avant de souligner que la rémunération des pharmaciens versée par l'Assurance-maladie a déjà beaucoup augmenté.

Au-delà, du volet économique, les pharmaciens dénoncent les pénuries de médicaments qui s'accroissent, mais aussi la menace de dérégulation du réseau qui pourrait réviser les conditions de vente en ligne des médicaments sans ordonnance. Un projet de loi qui autoriserait la création de stocks déportés serait en préparation. Autrement dit, «*alors qu'on défend un réseau de proximité, on veut nous remplacer par un énorme entrepôt qui livrerait la France entière*», s'inquiète Philippe Besset.

Les pharmaciens redoutent qu'on donne là les clés de la pharmacie aux géants de la distribution. «*Les stocks déportés, c'est ce qu'on appelle Amazon. On commence avec les médicaments sans ordonnance, puis après ce sera les médicaments sur prescription. Et là, ce sera la mort du réseau officinal*», met en garde M. Variot. ■

ZELIHA CHAFFIN

Ces professionnels dénoncent aussi les pénuries de médicaments qui s'accroissent

Atos : en plus du militaire, l'Etat veut sécuriser une activité sensible dans l'énergie

Worldgrid est spécialisée dans les systèmes de contrôle-commande des centrales nucléaires

Le ministre de l'économie avait révélé, le 28 avril, vouloir que l'Etat rachète trois activités sensibles du groupe informatique Atos, en grave difficulté financière, pour éviter qu'elles ne tombent entre des mains étrangères. Une proposition d'achat formelle doit être formulée en ce sens début juin, potentiellement avec la participation d'industriels comme Thales, Dassault ou Airbus. Bruno Le Maire va désormais plus loin : il a annoncé, mardi 28 mai, vouloir sanctuariser également Worldgrid, la filiale de logiciels pour le secteur de l'énergie.

«*Je vous confirme que toutes les activités stratégiques resteront sous le contrôle de la puissance publique, y compris les commandes de contrôle de nos centrales nucléaires*», a déclaré M. Le Maire sur CNews-Europe 1, évoquant une éventuelle reprise par «*EDF, ou une entreprise proche d'EDF*», sans donner plus de détails. Atos et EDF ne font pas commentaires.

La construction juridique de Worldgrid remonte à 2009, mais la société «*travaille en partenariat avec EDF depuis quarante-trois ans*», explique-t-elle sur son site Internet. Issue de Bull, l'ancien fabricant d'ordinateurs racheté par Atos en 2014, Worldgrid a participé au développement du programme nucléaire français, en se spécialisant dans les systèmes de contrôle-commande des centrales. Elle dit en avoir déployé 132 sur 19 sites EDF en France. Les logiciels de Worldgrid sont aussi utilisés dans des centrales au Royaume-Uni, en Chine et en Russie.

Toujours dans ce domaine, la société a remporté, mi-2023, un contrat avec Schneider Electric pour

équiper les six centrales nucléaires de type EPR2 en projet chez EDF. «*Il n'est pas question que ce contrôle de commandes des centrales nucléaires puisse désormais partir je ne sais trop où, elle doit rester sous le contrôle de la puissance publique*», a insisté M. Le Maire.

En dehors du nucléaire, mais toujours dans l'énergie, Worldgrid a travaillé sur les logiciels du compteur électrique Linky d'ERDF et de son homologue dans le gaz pour GRDF (Gazpar). Dans le ferroviaire, l'entreprise a œuvré au développement et au déploiement de Mistral NG, le système de commande centralisée de SNCF Réseau. La société compte 610 salariés en France et quasiment autant à l'international. Elle réalise un chiffre d'affaires d'un peu plus de 100 millions d'euros, sur les 10 milliards d'euros totaux d'Atos.

Pression politique

En voulant racheter Worldgrid, le ministre de l'économie répond à la demande du rapport d'information sénatorial sur l'avenir d'Atos, remis le 30 avril, selon lequel la société «*devrait faire l'objet de la plus grande vigilance*». «*Il ressort des auditions menées que des marques d'intérêt sérieuses ont déjà été formulées à l'encontre de cette filiale*» et que «*des acteurs comme EDF ou [sa filiale] Framatome auraient tout intérêt à se positionner en faveur [de son] rachat*», poursuivait le rapport. Les sénateurs avançaient même une valeur comprise entre 200 et 300 millions d'euros.

Dans une tribune publiée le 26 mai dans *La Tribune Dimanche*, des parlementaires avaient renforcé la pression politique sur ce dossier en appelant «*tous les acteurs publics et économiques à*

maintenir Atos sous pavillon français pour protéger notre autonomie stratégique». Elle était signée, notamment, par les présidents des groupes Les Républicains à l'Assemblée nationale et au Sénat, Olivier Marleix et Bruno Retailleau, par leurs homologues socialistes, Boris Vallaud et Patrick Kanner, ainsi que par Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français.

L'annonce de M. Le Maire intervient alors qu'Atos doit décider, avant le 31 mai, s'il passe entre les

maines de l'entrepreneur français David Layani ou de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky, au terme d'une conciliation financière visant à régler les 5 milliards d'euros de surendettement. Dans son offre, M. Kretinsky s'est dit prêt à revendre Worldgrid. Dans le camp de David Layani, on défend que cette activité aurait toute sa place dans le projet porté par l'entrepreneur, visant à conserver l'intégrité d'Atos et sa nationalité française. ■

OLIVIER PINAUD

L'École Spéciale d'Architecture recrute 5 enseignants en niveaux Grade 1 Licence et Grade 2 Master

- Un Enseignant de tronc commun - Cycle Licence - Cours-séminaire de l'Histoire globale de l'architecture contemporaine
- Un Enseignant de tronc commun - Cycle Master - Séminaire : PROCESSUS de projet au 21^e siècle, analyse critique du système d'acteurs
- Un Enseignant en atelier d'architecture - Cycle Master - Domaine d'études TERRITORIALISER / TRANSFORMER
- Un Enseignant en atelier d'architecture - Cycle Master - Domaine d'études RÉUTILISER
- Un Enseignant en atelier d'architecture - Cycle Master - Domaine d'études EXPÉRIMENTER

Lire les profils de poste sur <https://www.esa-paris.fr/accueil/actus/recrutement-enseignants-automne-2024>



L'École spéciale d'architecture, créée en 1865, est la plus ancienne école d'architecture française. Doté d'un statut d'association reconnue d'utilité publique, cet établissement d'enseignement supérieur et de recherche délivre des diplômes : DESA Grade 1 équivalent au DEEA conférant le grade de Licence et DESA Grade 2 équivalent au DEA conférant le grade de Master, contrôlés par l'état et conformes au processus de Bologne.

Fidèle à sa tradition, l'ESA donne aux étudiants les compétences et les clés d'analyse d'une profession qui doit s'adapter en permanence à l'évolution des sociétés pour répondre à leurs besoins. L'enseignement, sans visée dogmatique, croise les savoirs constitutifs avec ceux que l'architecture doit intégrer aujourd'hui, comme l'importance des transitions écologiques et numériques, prises en compte par l'ESA dès les années 70. La forte présence d'étudiants et d'enseignants internationaux ouvre l'ESA aux innovations et aux pratiques qui se mènent aujourd'hui sur tous les continents, et aux chemins qu'y emprunte l'architecture.

L'ESA accorde dans ses recrutements une attention particulière à la connaissance par les candidats(e)s du débat contemporain mondial, par leur pratique professionnelle et/ou leur expérience d'enseignant.

Elle privilégie toute expérience de praticien-chercheur, en recherche appliquée ou en recherche action, qui témoigne d'une capacité réflexive du candidat sur sa pratique professionnelle.

Fret SNCF : début du démantèlement avec l'abandon de 15 lignes

Les principaux syndicats du rail se sont rassemblés, mardi 28 mai, à Paris

Le mauvais temps ne les a pas arrêtés. Sous leurs parapluies, ils étaient 8 000 cheminots, selon la CGT, à s'être rassemblés, mardi 28 mai, sur la place d'Italie, à Paris. Les organisations syndicales CGT-Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT-Cheminots ont étendu leurs cortèges sur la chaussée. Les salariés de toutes les filiales se retrouvaient pour lutter contre la liquidation de Fret SNCF, la société publique historique de transport de marchandises en France, censée être effective le 31 décembre. «*Rien de tel qu'une bonne vieille manifestation pour faire bouger les lignes*», sourit Fabien Villedieu, délégué syndical SUD-Rail. C'est bien ce qu'espèrent les cheminots, un an après l'annonce du projet de scission en deux de Fret SNCF par le gouvernement. Une décision qui serait, selon l'exécutif, la seule manière d'éviter que l'entreprise ne fasse faillite en étant acculé au remboursement, sous la contrainte de la Commission européenne, de 5,3 milliards d'euros d'aides d'Etat touchés entre 2007 et 2019.

La solution de «*discontinuité*» choisie par le gouvernement consiste à faire disparaître la filiale de la SNCF en la remplaçant par deux entités dès le 1^{er} janvier 2025 : l'une consacrée à la conduite des trains de fret, l'autre à la maintenance des matériels. En parallèle, Fret SNCF, qui capte 50 % du trafic de fret ferroviaire en France, doit céder à ses concurrents «*vingt-trois lignes de trains entiers, soit 30 % du trafic (...) ainsi que soixante-deux locomotives*», affirmait Clément Beaune, alors ministre des transports en mai 2023. Une perte qui équivaut à 20 % de son chiffre d'affaires et 10 % de ses effectifs (500 salariés). Et le démantèlement avance à grands pas. «*Quinze flux sur vingt-trois ont déjà été cédés*, a assuré la direction de Fret SNCF, mardi. *Sept autres le seront avant l'été. Seul le train Perpignan-Rungis échappera à la cession d'ici là*.» Les 500 salariés concernés par la vente de leurs liaisons aux concurrents seront répartis dans les filiales de la SNCF.

Pour les cheminots de Fret SNCF restants, «*4 000 vont travailler pour la filiale de fret et 500 pour celle de la maintenance*», précise la direction. A partir du 1^{er} janvier 2025, ces 4 500 salariés se concentreront exclusivement sur le wagon isolé. Cette activité propose aux industriels de ne charger que quelques wagons avec d'autres en-

treprises sur un même train, au lieu d'en affréter un entier. Un «*groupage de wagons*» qui représente 70 % de l'activité de Fret SNCF, mais qui est déficitaire. Pour le reste, ce sont des entreprises ferroviaires comme DB Cargo qui vont reprendre les opérations de la SNCF. La filiale fret de la Deutsche Bahn a récupéré sept flux sur les quinze déjà cédés à la concurrence. De nouveaux contrats qui ne sont pas sans poser des défis organisationnels. Sur la place d'Italie, les syndicats ne s'en cachent pas : organiser une manifestation quelques jours avant les élections européennes (le dimanche 9 juin en France) peut être un levier. Au milieu des manifestants, Karima Delli, eurodéputée (Europe Ecologie-Les Verts) et présidente de la Commission transport au Parlement européen s'est fait une place. «*Il faut que le gouvernement français montre ses muscles à la Commission européenne*, déclare M^{me} Delli. *Il faut rappeler que l'ensemble des opérateurs se sont engagés à faire 30 % de fret ferroviaire d'ici à 2030.*»

D'autres solutions

A quelques mètres, sous un chapiteau de la CGT-Cheminots, Thierry Nier, secrétaire général du syndicat, espère, lui, enrayer le démantèlement : «*Il y a d'autres solutions. On pourrait mutualiser Fret SNCF et SNCF Voyageurs ou redynamiser le wagon isolé*.» Cet espoir, son confrère Lionel Ledocq de l'UNSA-Ferroviaire ne le partage pas. «*La scission est inévitable*, déclare le secrétaire fédéral. *Mais on veut absolument rester à la SNCF, pour profiter des fruits de nos combats.*» Conducteur de train de fret depuis vingt-six ans M. Ledocq fait notamment référence à l'accord de fin de carrière signé le 22 avril. Il permet aux cheminots exerçant des métiers pénibles de s'arrêter jusqu'à un an et demi avant la date de départ à la retraite, tout en étant payés à 75 % sans travailler. «*On ne sait pas si on va pouvoir garder cet avantage en étant repris par des entreprises privées*», s'inquiète-t-il.

Ces inquiétudes sont comprises par la direction de Fret SNCF, qui qualifie la discontinuité de «*coup dur pour la boîte*», mais nécessaire. «*Sans cette opération, on ne serait pas face à 500 cheminots déplacés dans d'autres filiales de la SNCF, mais à 5 000 cheminots sans emploi*», conclut-elle. ■

NOA MOUSSA

Comment postuler ?

La date limite d'envoi des candidatures est fixée au **dimanche 9 juin, minuit**. Les entretiens oraux débuteront le **jeudi 13 juin, matin**.

Les candidatures seront envoyées à l'attention de la Direction de l'École Spéciale d'Architecture par email sur candidature_esa@esa-paris.net avec la référence correspondante dans le titre de l'email :

- Candidature Licence – HISTOIRE CONTEMPORAINE
- Candidature Master – PROCESSUS
- Candidature Master – Domaine d'études TRANSFORMER/TERRITORIALISER
- Candidature Master – Domaine d'études RÉUTILISER
- Candidature Master – Domaine d'études EXPÉRIMENTER

Le dossier de candidature doit comprendre :

Un CV complet ; une lettre de motivation circonstanciée avec une proposition de syllabus ; une/des lettres de recommandation appréciées

Le contrat et la rémunération seront négociés en fonction de l'expérience et des expertises de la personne recrutée. Les contrats de travail de l'école sont encadrés par la convention collective de l'enseignement privé indépendant.

Enseignements basés à Paris, 254 boulevard Raspail.

Je ne sais pas si le terme “soulagé” est propre, puisque je me trouve en face de vous, mais en tout cas une partie de ma mission a été accomplie.» Devant les juges d’instruction Virginie Tilmont et Marie-Catherine Idiart qui, ce 29 avril, s’apprêtent à le mettre en examen pour «abus de biens sociaux, présentation de comptes inexacts et non-dépôt de comptes», Arnaud Lagardère ne minimise pas le moment qu’il est en train de traverser.

Depuis le début des investigations lancées en 2021, et encore plus depuis qu’il a été auditionné par les enquêteurs en mars 2023, le PDG de Lagardère SA (en retrait depuis qu’il est sous le coup d’une interdiction provisoire de gérer imposée par la justice) pressent ce qui l’attend.

Cette mise en examen intervient par ailleurs quatre jours après que l’assemblée générale de Lagardère SA a voté la distribution de dividendes qui doivent lui permettre d’accomplir le protocole transactionnel conclu, selon nos informations, avec l’administration fiscale à la suite d’un redressement, 50 millions d’euros à régler avant la fin du mois de mai.

«Considérez-vous que votre train de vie peut être maintenu au regard de la situation fiscale et pénale?», interrogent encore les magistrates. «Toutes choses égales par ailleurs, non, reconnaît le dirigeant à la solide réputation de panier percé. C’est-à-dire sans cession de titres supplémentaire.» L’aveu signe la fin d’une histoire, celle d’un conte de fées qu’aucune dépense ne venait jamais limiter, comme le révèlent des documents judiciaires dont *Le Monde* a pris connaissance.

DIX PERSONNES À CHARGE

Aux yeux de la justice, le cumul des abus de biens sociaux dont il est présumé coupable pourrait dépasser les 125 millions d’euros : 32 millions au titre de la dette issue de la succession de son père, 1 million pour un prêt consenti à son ancien directeur général Pierre Leroy, un compte courant d’associé débiteur de 48 millions et des avances en compte courant d’un montant total de 45 millions en 2024. Plaçant toute sa confiance dans son ancien directeur général Pierre Leroy, lui-même mis en examen le 10 avril pour «abus de biens sociaux, présentation de comptes annuels inexacts, non-dépôt au greffe des comptes», Arnaud Lagardère l’a toujours laissé s’occuper des contingences financières, tant pour mener à bien les affaires de l’entreprise que pour lui permettre d’assurer son quotidien.

S’il ne collectionne «ni montres, ni voitures de collection, ni livres anciens, ni tableaux», le dirigeant n’en a pas moins de gros besoins. Il déclare dix personnes à sa charge : les trois enfants qu’il a eus avec son épouse, le mannequin belge Jade, la mère et la sœur de celle-ci, son ex-épouse et leurs deux fils, ainsi que son petit-fils. La prestation compensatoire et les pensions alimentaires qu’il verse à sa première famille lui coûtent 43 000 euros chaque mois. A 33 ans, Jade Lagardère, dont le compte Instagram est suivi par 1,3 million de personnes, «propriétaire d’un personnage qu’elle a créé et qu’elle décline en bande dessinée, en jeux de réalité virtuelle dans un parc allemand (...), et bientôt sous forme d’une série télévisée», comme M. Lagardère l’a décrite lors de son audi-

tion de mars 2023, dispose de revenus très faibles, «voire nuls».

Quelles que soient ses dépenses, le dirigeant transmettait les factures à sa secrétaire, qui les confiait à celle de Pierre Leroy qui, elle-même, les transférait au service comptabilité de Lagardère SAS. Sur son compte bancaire personnel, «si le montant de [ses dépenses personnelles] dépasse les disponibilités de ce compte, Pierre fait un virement (...), reconnaissait-il en mars 2023. Sinon, il fait régler mes dépenses par la société. Je ne me pose aucune question particulière là-dessus, car il s’agit de moi, personne physique, et d’une société que je détiens à 100 %».

Endetté, Arnaud Lagardère l’a presque toujours été. «J’ai hérité d’un système dans lequel le père d’un système de mon père était piégé dans des sociétés», explique-t-il aux juges, arguant que Jean-Luc Lagardère, décédé en 2003, n’avait pas préparé sa succession. J’aurais préféré garder mon père que d’hériter de ses sociétés.» En 2006, afin d’affermir sa position à la tête d’un groupe placé sous le statut de commandite, il

rachète des actions de son groupe au prix d’un lourd emprunt : au plus haut, en 2008, ses dettes s’élèvent à près de 500 millions d’euros.

Après avoir recentré le groupe sur les médias, en cédant sa participation dans EADS en 2013, pour 1,8 milliard d’euros de plus-value, Arnaud Lagardère décide de ne plus toucher au capital. Au printemps 2021, il est contraint de renoncer au statut de commandite qui le protégeait, lui et son groupe, après que le fonds activiste Amber, entré au capital en 2016, a vendu ses parts au groupe Vivendi.

«AVANTAGE OCCULTE»

A l’époque, il se réjouit publiquement d’avoir gardé sa participation dans le groupe Lagardère plutôt que d’encaisser des liquidités. En réalité, il espérait bel et bien pouvoir desserrer l’étreinte des banques. «Nous avions espéré que, lors de la décommanditation, nous aurions reçu les 220 millions en cash et non en titres, ce qui aurait permis de tout “nettoyer”», a-t-il reconnu devant les juges. Aujourd’hui, l’OPA de Vincent Bolloré sur son groupe est terminée, et, selon ses déclarations aux juges, Arnaud Lagardère est son salarié pour 1,8 million d’euros annuels, hors part variable et dividendes. En 2023, il s’attendait à ce que ceux-ci s’élèvent à 20 millions d’euros.

De son point de vue, Arnaud Lagardère était plus que solvable, et ne lésait personne en vivant sur le compte de son groupe. Ne

s’agissait-il pas, in fine, toujours de sa propre poche ? «Certes il y a des contraintes légales, mais s’il y a un délit, c’est un délit sans victime et sans conséquence», a plaidé Pierre Leroy devant les juges. Les deux hommes se sont persuadés d’avoir agi pour le bien du groupe, alors même que les titres étaient nantis.

Pourquoi n’avoir pas songé à solder une partie des dettes en cédant des biens immobiliers ? Outre une maison à Long Island, achetée aux États-Unis pour 17 à 18 millions de dollars (environ 15,5 à 16,5 millions d’euros) avant 2010, Arnaud Lagardère détient à Paris une propriété dans l’enclave de luxe du 16^e arrondissement que constitue la Villa Montmorency, et une autre à la campagne, dans les Yvelines.

La première, 800 mètres carrés entourés d’un jardin de six mètres de large, «comporte des installations sportives importantes au 1^{er} et au 2^e sous-sol, cinq chambres, cinq salles de bains, un bureau». La seconde, un ancien relais de chasse installé sur un domaine d’une quarantaine d’hectares, plus proche de la capitale que ne l’était le haras de son père, revendu à l’Aga Khan. Un gardien habite une deuxième maison, construite sur le même terrain. Là aussi, Arnaud Lagardère a procédé à «beaucoup de travaux à caractère sportif puisque depuis [son] accident automobile quand [il] avait [t] 20 ans, fin 1980 il [lui] semble, [être] en constante rééducation», a-t-il expliqué aux enquêteurs. «Il faut que je fasse beau-

**Ce sont
13,5 millions
d’euros de loyers
et de charges
qu’Arnaud
Lagardère
n’aurait pas
dépensés pour
se loger**

coup d’exercices. J’ai donc une salle de gym et une piscine. J’en fais tous les jours. Même chose à Paris.»

Au fil du temps, les propriétés étant placées dans des sociétés civiles immobilières détenues par la commandite, ce sont 13,5 millions d’euros de loyers et de charges locatives qu’Arnaud Lagardère n’aurait pas personnellement dépensés pour se loger. «Cette mise à disposition gratuite [d’un logement] constitue une libéralité consentie au bénéfice de l’occupant, sans aucune contrepartie financière pour la société (...) et constitue un avantage occulte au sens de l’article 111-c du CGI», lui a rappelé l’administration fiscale.

«Je pense que si j’avais eu un “stop”... », a-t-il commenté devant les magistrates instructrices. Tout en assumant ses responsabilités et pointant celles de Pierre Leroy, «qui s’occupait de toute cette mécanique», il «regrette» de ne pas s’être «impliqué davantage».

Surtout, il déplore de n’avoir pas été «bien protégé» par les

commissaires aux comptes du cabinet Mazars (dont deux ont été mis en examen), dont il dénonce l’«incompétence» et les «manquements» ainsi que l’«absence d’alerte». Et ce malgré des lettres d’affirmation envoyées par les commissaires aux comptes incriminés (et signées par MM. Lagardère et Leroy), censées placer le dirigeant face à ses responsabilités dans la présentation de ses comptes, ainsi qu’un signalement à la justice effectué par l’un d’eux en 2020.

«DE BONNE FOI»

«J’avais autour de moi suffisamment de personnes, que je payais cher d’ailleurs, pour me le dire. Et si ces experts ne m’ont pas fait cette alerte, je n’ai moi-même pas fait un stop sur mes dépenses personnelles. Jusqu’en 2013 et 2014, j’étais à l’équilibre, en tout cas c’est ce qu’on me disait.» «Un commissaire peut alerter, mais il n’est pas un conseil», recadre Maxime Delhomme, l’avocat de l’un des commissaires aux comptes mis en examen. Les avocats de l’autre commissaires aux comptes mis en cause, Pascal Garbarini et Christian Saint-Palais, n’ont pas souhaité réagir à ce stade.

Le temps qui passe n’a fait qu’aggraver les dettes, et les erreurs, d’autant que M. Lagardère a refusé de publier les comptes de sa holding, une procédure pourtant obligatoire, entre 2009 et 2020. «Nous avons entraîné tout cela dans le temps, reconnaît-il désormais. Mais je voudrais encore insister, je n’ai lésé personne, je n’ai pris d’argent à personne, et tout ce que j’ai fait, je l’ai fait de bonne foi (...). Je conçois totalement qu’à la fois le montant et la durée de ces montants déficitaires paraissent lunaires pour la plupart des gens, mais ce simple fait ne fait pas un coupable.» Sollicités, les avocats de M. Lagardère, Sébastien Schapira et Dimi- tri Grémont, n’ont pas souhaité réagir. Pas davantage que l’avocat de Lagardère SA, Matthieu Brochier. Céline Lasek, l’avocate de Pierre Leroy, elle, «ne fait [t] pas de commentaire en l’état». ■

AUDE DASSONVILLE
ET RÉMI DUPRÉ



Arnaud Lagardère, devant l’entrée des rédactions du groupe Lagardère News, à Paris, le 27 juin 2023. DENIS ALLARD/LEEXTRA VIA OPALE

PLEIN CADRE

La dérive comptable d’Arnaud Lagardère

L’homme d’affaires, mis en examen pour abus de biens sociaux, a puisé dans ses sociétés pour assurer son train de vie, selon des documents judiciaires dont «Le Monde» a pris connaissance

Recrutement : quand les entreprises raffolent du « travail gratuit » des candidats

Il n'est pas rare que les employeurs fassent réaliser des tests, parfois laissés sans réponse

Cela m'a pris deux jours et demi, et je ne sais pas comment j'aurais pu faire plus court.» Alma (les personnes citées par leur prénom ont souhaité rester anonymes) est en recherche d'emploi. Cette cadre, qui tient prudemment à rester anonyme, cumule depuis cet hiver les déconvenues face aux exigences de certains employeurs.

Avant de proposer un contrat de travail, certains ont parfois recours à des tests professionnels poussés. «Le dernier en date, une institution de premier plan, m'a demandé de faire un plan de communication pour un de leurs événements», raconte Alma. J'y ai travaillé d'arrache-pied, ma mère est venue pour garder les enfants car je n'avais pas d'autres options, je leur ai livré le travail... puis plus rien.»

Ces parcours du combattant, nombre de candidats à l'embauche sont amenés à les vivre. Le plus souvent dans la plus grande indifférence. «La difficulté avec ces abus réside dans le fait qu'on est dans une zone grise, concède

Félix Guinebretière, avocat associé chez Alkemist Avocats. C'est typiquement le cas quand on demande à un graphiste de faire une campagne de promotion pour un client, qu'il y passe le week-end, qu'il travaille beaucoup sans pour autant y passer deux semaines entières, et qu'on lui rétorque, s'il se plaint, qu'on n'attendait pas de lui qu'il y passe autant de temps.»

Ces dérives portent souvent sur la durée du travail exigé, trop longue pour une simple présélection. «Parfois, les entreprises sous-estiment le temps que le candidat va y passer», indique Léo Bernard, formateur en recrutement chez Blendy. Elles se disent aussi que les plus motivés y arriveront.»

Des preuves difficiles à avancer
Dans certaines activités comme la communication ou le développement informatique, «la difficulté réside dans le fait qu'il n'y a pas de temps donné pour réaliser une tâche», explique Martin. Convoqué à un entretien, cet informaticien s'est vu demander par la start-up en question, le vendredi précédent en fin de journée, un «cas pratique» en prévision de cette rencontre. «Il m'a fallu corriger un code», se souvient-il, sans être choqué par l'exercice en tant que tel, «puis- qu'il n'y a pas d'autre moyen pour vérifier les compétences».

Seul souci : il n'était pas libre ce week-end-là. «J'ai quand même dû travailler environ deux heures par jour pendant trois jours», détaille-t-il, sans avoir osé faire la moindre remarque : «L'entreprise aurait pu se retourner contre moi en disant qu'elle cherchait quelqu'un de plus expérimenté et donc de plus rapide.»

Les dérives peuvent porter sur la nature du travail demandé par l'entreprise lorsque celui-ci est surdimensionné par rapport à

L'entreprise court le risque de voir la relation de travail requalifiée en contrat

l'emploi visé. «A un community manager, on devrait réclamer un post sur Instagram ou sur LinkedIn, pas un plan média avec un budget de 10 millions d'euros sur l'année, c'est décalé par rapport à ce qui lui sera demandé au quotidien», relève Léo Bernard.

Il y a aussi les entreprises qui, une fois le travail terminé, ne donnent plus signe de vie alors qu'elles devraient au minimum proposer un retour sur le travail rendu. Et ne pas donner au contraire l'impression qu'elles pourraient utiliser le test à d'autres fins. «J'ai vraiment eu le sentiment de m'être fait piller mes idées», raconte Alma, qui, malgré ses relances – qu'elle a pris soin d'espacer pour ne pas donner le sentiment de harceler l'entreprise –, n'a eu ni retour sur son travail ni sur un potentiel entretien.

Dans ces cas de figure, pourtant, rares sont ceux qui portent plainte, car, en matière de contentieux, les preuves sont difficiles à avancer. «On ne voit pas énormément de cas dans la mesure où il n'est pas évident de prouver qu'il s'agissait de travail déguisé», déplore M^e Guinebretière, en précisant qu'il y a aussi «peu de chances de récupérer des indemnités importantes, en raison du plafonnement des indemnités prud'homales».

Dans certains cas extrêmes, les plaignants parviennent à avoir gain de cause. Ce fut le cas, en mai 2018, d'une candidate à l'em-

ploi ayant travaillé neuf jours dans un restaurant sans être rémunérée. Dans cette affaire, la cour d'appel d'Orléans a considéré que «le test avait été trop long» et que «la personne avait été mise dans des conditions normales d'emploi».

Comme dans cet exemple, l'entreprise court alors le risque de voir la relation de travail requalifiée en contrat de travail, qui, contrairement au test professionnel, doit donner lieu au versement d'une rémunération. La société peut aussi subir un redressement de la part des inspecteurs de l'Urssaf. Et, cas extrême, faire l'objet de sanctions pénales et civiles en cas de travail dissimulé.

Un garde-fou
Pour éviter d'en arriver là, mieux vaut envisager une rémunération si le travail demandé est important. Pour un auto-entrepreneur, cela peut faire l'objet d'une facture. Il arrive que dans certaines conventions collectives, comme celle de la coiffure, ce test professionnel soit rémunéré.

Enfin, le comité social et économique doit être informé des techniques et méthodes de recrutement mises en place par l'entreprise. Il peut donc constituer un garde-fou contre les abus. Notamment en plaidant, si nécessaire, en faveur d'une rémunération des candidats.

En attendant, «ces pratiques ne sont pas réellement encadrées par la loi», regrette Alma, estimant qu'elles posent des questions éthiques et morales dans la mesure où pour ces recruteurs cela revient à «se montrer fort avec des gens vulnérables, par définition en demande, qui sont en recherche d'emploi, souvent fragiles psychologiquement».

MARJORIE CESSAC



CARNET DE BUREAU
CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

L'intelligence artificielle et les « fantômes »

Le 21 mai, le cabinet de conseil PwC alerte sur l'accélération du besoin de compétences en intelligence artificielle (IA) dans les offres d'emploi ; le lendemain, le site américain d'accompagnement à la recherche d'emploi CVGenius met en garde l'écosystème du recrutement sur les «annonces fantômes», et le surlendemain la plate-forme d'emploi HelloWork, qui a interviewé les recruteurs, révèle que les usages de l'IA générative sont encore très timides. Le salon Viva Technology, qui s'est tenu à Paris du 22 au 25 mai, était certes une bonne période pour communiquer, aux yeux de ces acteurs de l'emploi. Mais le contraste des résultats de leurs travaux mérite de s'y arrêter. L'IA aurait-elle largement investi le marché de l'emploi ?

L'analyse de 500 millions d'offres d'emploi dans quinze pays, c'est ce que met en avant le cabinet PwC pour souligner le sérieux de sa mesure de l'impact de l'IA sur le marché du travail. Dans cet univers de petites annonces, le nombre de celles qui exigent des compétences en IA augmente 3,5 fois plus vite que les autres, selon la dernière étude du cabinet de conseil, «Baromètre mondial de l'emploi en IA». Un phénomène qui s'amplifie si l'on zoome sur la France : «On y a multiplié par sept le nombre d'offres qui concernent l'IA, passé de 11 000 en 2018 à 77 000 en 2023», précise Philippe Trouchaud. Pour le chief technology and products officer de PwC France et Maghreb, «les dirigeants savent que la transformation de leur activité est urgente, sauf à condamner leur entreprise».

L'IA serait ainsi en bonne place dans les échanges entre recruteurs et candidats, particulièrement en France. L'accélération est avérée, mais la montée en puissance de l'IA

dans l'économie doit être relativisée : 77 000 annonces est un volume très modeste au regard des 3,5 millions d'offres recensées par France Travail dans l'année 2023. D'autant que, sur ce total, il faut décompter les «annonces fantômes».

Selon les données diffusées par CVGenius, sur 1,3 million d'annonces analysées, il y aurait 338 000 «fantômes» potentiels : des offres qui restent en ligne parce que les recruteurs ne les ont pas supprimées bien que le poste soit pourvu, ou encore des annonces multiples et continuellement renouvelées pour un seul et même poste, afin de se constituer des «réserves de talents». Pour l'équipe de CVGenius, l'émergence de l'IA sur le marché de l'emploi, c'est avant tout un plus grand intérêt des recruteurs pour la capacité d'adaptation et la rapidité d'apprentissage des candidats, qui devront se former plus régulièrement.

La plate-forme française de recrutement HelloWork, qui est entrée dans le bureau des DRH pour les questionner sur l'IA générative, donne un bilan plutôt modeste de la présence de l'IA dans leur entreprise. Dans leur sondage réalisé en 2023 auprès de 2 690 candidats et 157 responsables de ressources humaines, 61 % des RH ne l'utilisent pas du tout, 8,5 % beaucoup et 30 % un peu. L'IA, générative ou pas, est pour l'heure davantage dans les réflexions stratégiques que dans l'opérationnel. ■

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'IA DANS L'ÉCONOMIE DOIT ÊTRE RELATIVISÉE

LES CHIFFRES

82 %

C'est la part des candidats à l'emploi qui estiment ne pas recevoir un retour assez détaillé à la suite d'un entretien de recrutement, d'après une étude publiée par Page Group en décembre 2023.

74 %

C'est le pourcentage de candidats qui pointent le fait que les processus de recrutement s'étaient trop dans le temps.

AVIS D'EXPERT | GOUVERNANCE

Le salaire des patrons, un débat perdu d'avance

Le montant des rémunérations des grands dirigeants d'entreprise revient désormais dans l'actualité avec la régularité de ce que le langage journalistique appelle un «marronnier». Autrement dit, une information aussi récurrente et sans conséquence que la chute des feuilles en automne. Les termes du débat, les arguments convenus et les indignations résignées sont connus d'avance. On sait qu'ils ne changeront rien.

Ainsi la rémunération extravagante de 36 millions d'euros obtenue pour l'année 2023 par Carlos Tavares, dirigeant du groupe Stellantis, n'a pas longtemps intéressé le public, et la courte sidération de certains a été finalement oubliée dans l'indifférence fataliste de beaucoup.

C'est qu'il semble désormais admis que la gratification des grands dirigeants relève du contrat privé, supposé conclu avec les seuls actionnaires, et que ceux-ci l'ont accordée à M. Tavares par une majorité de 70 % lors de l'assemblée générale. La critique s'essouffle alors comme si elle devenait inconvenant quand elle n'est pas interprétée, dans les termes fréquents d'un psychologisme primaire, comme le fruit de jalousies inassouvies ou d'un supposé complexe des Français à l'égard des grandes fortunes.

Finalement, savoir si M. Tavares mérite un tel niveau de revenu plutôt qu'un autre soulève des questions morales et politiques vues naguère comme essentielles à l'ordre social, mais qu'il semble inutile de poser encore. Car la réalité brutale est que cette rémunération a été obtenue parce que Carlos Tavares bénéficie d'un rapport de force favorable dans la gouvernance de son entreprise, d'une part, les succès économiques de Stellantis lui permettent d'influer sur les critères définissant le calcul de son bonus (qui intègre par exemple les performances financières mais pas les impacts écologiques à long terme de sa stratégie) ; d'autre part, pour les actionnaires qui le valident, son montant reste dérisoire

relativement au coût d'une protestation visant à l'efficacité. M. Tavares fait payer sans réticence le prix spectaculaire d'un privilège de situation.

Mais il n'est pas le seul. Des acteurs le font partout, comme le montre l'actualité. Ainsi les personnels de la SNCF ont-ils réussi à négocier une adaptation de leurs conditions de départ à la retraite plus favorable que celles que la loi de 2023 impose à l'ensemble des salariés : ici encore, savoir si la pénibilité de leurs métiers mérite un traitement d'exception ouvre un débat pipé.

En vérité, le rapport de force est favorable aux agents de la SNCF, d'une part parce que leur capacité à bloquer les transports à l'approche des Jeux olympiques constitue une menace crédible ; d'autre part parce que le coût annuel de l'avantage (300 millions) paraît négligeable dans l'esprit des usagers ou des contribuables quand la dette publique dépasse 3 000 milliards d'euros.

L'exploitation, ici et là, de privilèges de situation participe à la dissolution globale du sens du bien commun caractérisant la socialisation du capitalisme occidental. Chacun défend de bonne foi, et en invitant les autres à en faire autant, l'avantage qu'il se sent en droit de saisir, sans considérer les conséquences pratiques ou symboliques sur le corps social. On se résigne d'autant plus aux privilèges d'autrui qu'ils justifient le principe d'en exiger pour soi-même.

Ainsi la forêt des multiples intérêts singuliers pousse-t-elle silencieusement, protégée plus que cachée par l'arbre exorbitant des rémunérations extrêmes. ■

Pierre-Yves Gomez est professeur émérite à l'EM Lyon.

CHACUN DÉFEND DE BONNE FOI L'AVANTAGE QU'IL SE SENT EN DROIT DE SAISIR

SORTIR DE LA PAUVRETÉ LABORIEUSE

C'est un débat apparu aux Etats-Unis dans les années 1960. Au cœur des «trente glorieuses», de multiples indicateurs ont été développés pour mettre en lumière l'existence de travailleurs pauvres, les «working poor». Pourquoi, en ces temps prospères, «le travail n'était-il] pas un antidote d'une parfaite efficacité contre la pauvreté» ?

Plusieurs décennies plus tard, Gilbert Cette, professeur à Neoma Business School, président du groupe d'experts sur le smic de 2017 à 2024, poursuit la réflexion sur le sujet dans un ouvrage, *Travailleur (mais) pauvre* (De Boeck Supérieur). L'auteur propose une analyse documentée de la pauvreté en France.

Il détaille les politiques visant à la réduire et les failles qu'il perçoit en elles. Cet essai est surtout l'occasion de préconiser des pistes d'action qui permettraient de s'attaquer efficacement à cette pauvreté laborieuse.

Premier constat porté par l'auteur : «La quantité de travail est une protection efficace contre la pauvreté.» Il démontre ainsi que «les travailleurs en temps partiel contraint ou enfermés dans une succession de contrats courts» sont particulièrement exposés au risque de pauvreté laborieuse. «Le taux de pauvreté des salariés à temps partiel est trois fois plus élevé [en France] que celui des salariés à temps complet (15,1 % contre 5 %)»,

explique M. Cette, s'appuyant sur des données de 2019 compilées par l'Insee.

En conséquence, pour réduire la pauvreté laborieuse, les efforts doivent se concentrer, selon lui, sur l'accompagnement des collaborateurs à temps partiel vers des temps pleins, notamment par des changements d'emploi. Une piste d'action bien plus efficace, pour l'auteur, que l'augmentation du salaire minimum, qu'il désigne comme un «piètre instrument de redistribution des revenus» – il «évince de l'emploi (...) les personnes les plus fragiles (...), du fait de la sensibilité de la demande de travail [des entreprises] au coût du travail».

Famille monoparentale

Dans le même temps, M. Cette souligne un autre facteur favorisant la pauvreté des travailleurs : la situation familiale, en particulier l'appartenance à une famille monoparentale. Il préconise, en la matière, un «soutien déterminé à la garde des enfants, un accès prioritaire aux structures adaptées ou une prise en charge plus complète des dépenses correspondantes».

L'ouvrage est par ailleurs l'occasion de mettre en lumière des freins aux progressions salariales. Pour l'auteur, de nombreux dispositifs d'accompagnement publics sont, de fait, des «trappes à bas salaire». Ils «désincitent les décideurs à favoriser une «mobilité salariale ascendante»



TRAVAILLEUR (MAIS) PAUVRE
de Gilbert Cette. De Boeck Supérieur, 208 pages, 21,90 euros

(«l'effet de dégressivité avec le salaire des réductions de contributions sociales employeurs», par exemple) mais aussi, en certains cas, les travailleurs eux-mêmes (notamment en raison de l'«effet de dégressivité avec le revenu de [certains de ces] dispositifs de soutien»). Une réflexion doit être menée, selon M. Cette, sur la pertinence des mécanismes en place – de même qu'une simplification.

Enfin, l'économiste porte son regard sur la «mobilité salariale intergénérationnelle». «Le statut socio-économique serait en France plus que dans de nombreux pays de l'OCDE un facteur de réussite scolaire et donc de reproduction sociale», note-t-il. Une «réforme de l'éducation nationale» est donc, à ses yeux, nécessaire, afin de lutter contre ce déterminisme social et de favoriser, d'une génération à l'autre, la sortie de la pauvreté laborieuse. ■

FRANÇOIS DESNOYERS

La Courneuve cherche ses Jeux

Les associations de la ville de Seine-Saint-Denis ressentent peu d’engouement de la part de la population

De grandes affiches couleurent pastel à l’effigie des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 recouvrent la façade de la mairie. Des sculptures colorées de l’artiste britannique Morag Myerscough, floquées de mots-clés tels que « Jeux », « Diversité » ou « Bonheur », décorent quelques-unes des grandes artères de la ville. Mais, à deux mois des Jeux, les traces de la fête à venir sont encore discrètes dans les rues de La Courneuve, et des villes alentour, au nord d’un département, la Seine-Saint-Denis, pourtant présenté depuis 2017 comme devant être au cœur de l’événement, au même titre que Paris.

« Les totems sont jolis, même si le lien avec l’olympisme n’est pas évident », observe Jérôme Calvet, du club de football américain local, le Flash, l’une des plus grosses structures sportives de La Courneuve, ville à l’épais tissu associatif, dont quarante-deux clubs sportifs. « A part ça, c’est quand même un no man’s land olympique. On est le département le plus jeune et le plus pauvre de France, alors je continue de m’interroger : pourquoi n’en fait-on pas plus pour intégrer les gamins à l’événement ? », poursuit le responsable de l’action sociale du club, qui devrait emmener vingt-cinq enfants à la cérémonie d’ouverture, le 26 juillet.

La dimension « populaire » des Jeux suscite des interrogations de longue date dans le « 93 », voire un certain scepticisme, que l’imminence de l’événement n’atténue pas. D’autant que le manque d’information n’aide pas les associations sportives à s’en faire le porte-voix. L’arrivée de la flamme olympique au parc départemental Valbon, le 25 juillet ? Elles n’en savent pas grand-chose, ni des activités qui seront ensuite proposées dans la fan-zone prévue sur ce site. Les Olympiades culturelles devant relier Aubervilliers à Pantin le 23 juin ? Elles n’en ont pas entendu parler.

Transmettre l’enthousiasme
Quant aux épreuves, surtout celles qui se dérouleront à proximité – l’athlétisme ou le rugby au Stade de France, à Saint-Denis, l’escalade au Bourget, ou encore les phases préliminaires de boxe à Villepinte –, y assister relèvera surtout du hasard, en s’inscrivant à la loterie organisée par la municipalité, qui distribuera ainsi les quelque 7 000 places qu’elle a achetées. « Cela commence à prendre un peu », avance le maire communiste, Gilles Poux, même s’il ad-

met qu’« il y a encore beaucoup d’incrédulité des habitants quant au fait que ces Jeux puissent leur être destinés ». « Ils ont bien intégré le message de Paris 2024 selon lequel, en résumé, l’inscription était coûteuse, compliquée, et que les Jeux posaient de gros enjeux de sécurité », poursuit-il. Il faut donc lever les doutes. J’ai bon espoir qu’on y parvienne. »

En attendant, la ville fait ce qu’elle a toujours fait : des événements sportifs familiaux et festifs, avec une petite « touche JO » en plus afin de sensibiliser la population. Dimanche 26 mai, la septième édition de la course LC’Run avait ainsi pour invitées surprises « Para » et « Oly », les deux mascottes olympiques et paralympiques. L’association Propul’C, qui organise cette course ouverte aux enfants, et promeut l’activité physique auprès de femmes éloignées du sport, compte bien prendre sa part des Jeux. Elle s’est fixé comme objectif d’inciter les femmes à prendre un vélo pour suivre

« L’organisation de l’événement donne un peu l’impression qu’on est laissés de côté »

LATIFA BENKADA
professeure des écoles et relayeuse de la flamme

le passage de la flamme. Et, plus précisément, suivre Latifa Benkada, professeure des écoles et cofondatrice de l’association, qui sera l’une des relayeuses. Choisie par le département en raison de cet engagement bénévole de longue date, Latifa Benkada tente de transmettre son enthousiasme olympique à ses concitoyens : « J’ai un pied dedans alors forcément, je vois le positif ! Le fait que des personnes inconnues comme moi en soient donne

une petite dimension sociale à l’événement qui me plaît. » Elle n’en est pas moins consciente des incompréhensions que suscite la grosse machine olympique. « L’organisation de l’événement donne un peu l’impression qu’on est laissés de côté, entre le prix des transports qui augmente, la réapparition du QR code, les bou-chons dans la ville depuis des mois en raison des travaux... Cela crée de la négativité », constate-t-elle.

L’angle sécuritaire
« Cela va faire sept ans qu’on parle de ces Jeux et je ne vois pas bien les retombées positives. Je pensais qu’on allait motiver la jeunesse pour faire émerger des champions, mais pour l’instant, je n’ai rien vu de tel », regrette, pour sa part, Abou Signaté, entraîneur de l’équipe féminine de rugby locale et électricien de métier. La même impression que la jeunesse est avant tout appréhendée sous l’angle sécuritaire circule au sein du Flash. « Je ne cesse de rece-

voir des e-mails du Pôle emploi [devenu France Travail] cherchant des candidats à former dans le secteur de la sécurité privée », relève Jérôme Calvet. L’appel à projets de la préfecture de Seine-Saint-Denis encadrant les dispositifs Quartiers d’été n’a rien arrangé. Comme l’a révélé le média Bondy Blog, au début du mois de mai, ce dispositif de financement des associations, proposant des activités aux jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville, prévoit cette année de porter une attention particulière aux projets « de séjours hors du département ». « Il n’y a pas besoin d’avoir fait Harvard pour comprendre ce que cela veut dire : si vous voulez partir pendant les Jeux, cela nous arrange ! », déplore le Courneuvien Aly Diouara, engagé auprès du mouvement politique citoyen La Seine-Saint-Denis au cœur et cofondateur de l’association de lutte contre les discriminations ASAD. Le maire, Gilles Poux, se demande

si « la préfecture ne s’est pas un peu pris les pieds dans le tapis avec cette affaire ». Ayant demandé des éclaircissements, il dit avoir eu l’assurance que les projets locaux destinés à la jeunesse des quartiers, à commencer par La Courneuve Plage, mais aussi son souhait d’accompagner le plus possible de jeunes aux Jeux, seront maintenus et soutenus. Ce que le préfet de Seine-Saint-Denis confirme au Monde. « Cette polémique m’agace car elle n’a pas lieu d’être », déclare Jacques Witkowski, expliquant que les séjours à l’extérieur du département feront l’objet de financements supplémentaires en 2024, mais pas au détriment d’actions « au pied des immeubles ». Quelque 300 initiatives locales, comme en 2023, seront soutenues, avec un budget en hausse. Les Jeux en font partie puisque, rappelle le préfet, 150 000 places pour assister aux épreuves sont en cours de distribution dans le département. ■

IRIS DERGEUX

CHRONIQUE | PAR PATRICK CLASTRES

La France est déjà une grande nation de sport !

Pour quelle bonne raison la France organise-t-elle les Jeux de Paris en 2024 ? On peine à le saisir. On nous dit que seront améliorés l’habitat, la circulation et l’emploi dans le Nord-Est parisien et la Seine-Saint-Denis. Mais ne pourrait-on avoir davantage d’ambition ? La France n’aurait-elle plus de message universel à adresser à des peuples qui aspirent à davantage de démocratie et de respect ? On se résignera donc à ce mantra repris en boucle depuis 2019 : « Faire de la France une nation sportive. » Jamais vraiment interrogé, cet argument d’une France qui ne serait pas sportive relève à la fois de la croyance et du marketing politique.

Si on considère le tableau des médailles olympiques d’été, la France oscille depuis un siècle entre la cinquième et la huitième place, ce qui correspond à son rang économique et militaire. Et si on prend en considération les sports olympiques ou non, elle s’est toujours placée sur le podium, selon le classement mondial des pays dans les sports d’élite de l’International Center for Sport Policy and Gouvernance, entre 2016 et 2022. Justement, qu’en est-il de la pratique sportive des Françaises et des Français ? Le nombre des licences de durée annuelle est passé de 13 millions à 16 millions entre 2000 et 2023. Si on intègre les pratiquants en dehors des

clubs, huit Français sur dix de plus de 15 ans, selon l’Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire, déclarent faire du sport au moins une fois par semaine. **Discours moralisateur**
C’est aux mauvaises conditions de vie, de travail et d’accessibilité aux équipements sportifs qu’il faut s’attaquer. Pour les communes, dont le sport est le deuxième poste de dépenses, il faut donc agir en faveur des populations socialement les plus fragiles, qu’elles soient âgées, en situation de handicap, paupérisées, ou accablées par des horaires de travail incompatibles avec la vie de famille et avec des

loisirs réguliers. Il reste donc à construire et à rénover des installations qui ne soient pas normées par les seules attentes du modèle de compétition des fédérations. C’est la sédentarité des jeunes générations à l’école qui inquiète le plus : 55 % de la journée des enfants en primaire, 75 % chez les 14-15 ans, et jusqu’à huit heures pour les étudiants, selon une étude coréalisée par l’Observatoire national de l’activité physique et de la sédentarité en 2022. Si on y ajoute le temps passé devant les écrans, on aboutit à un discours moralisateur et nostalgique d’une jeunesse saine et sportive qui n’a jamais existé.

Mais qui peut imaginer faire aimer le sport aux jeunes en leur disant que c’est bon pour leur santé ? Le défi est plutôt de leur offrir, et en priorité aux filles, de pouvoir se retrouver ensemble dans des structures associatives bon marché, passer librement d’un sport à l’autre au cours d’une même année, et s’amuser sans la pression de la compétition qu’ils subissent déjà à l’école et à l’entrée dans la vie active. Cette approche par le plaisir de jouer est déjà celle des enseignants d’éducation physique et sportive, auxquels on devrait donner davantage de moyens. D’autres critères permettraient de situer la France dans les tout premiers rangs : les industries du

sport, les médias télévisés (encore trop au détriment du sport des femmes) ou la recherche publique sur le sport qui a le double mérite d’être indépendante et peu coûteuse. Alors pourquoi vouloir faire de la France une grande nation de sport alors qu’elle l’est déjà ? Voudrait-on licencier tous les sportifs de France, en faire des compétiteurs voire des winners ? La « nation sportive » serait-elle la version olympique de la « start-up nation » chère au président de la République ? En matière sportive, les Françaises et les Français ont déjà voté... avec leurs pieds et avec leurs corps. ■

Patrick Clastres est historien du sport

Wilfredo Leon, un « déserteur » au service du volley polonais

Né à Cuba, le joueur porte depuis 2019 les couleurs de la Pologne, favorite du tournoi olympique cet été à Paris

NADARZYN (POLOGNE) -
envoyé spécial

Chez Wilfredo Leon, il y a peu de place pour le doute. « Je me prépare seulement pour gagner l'or, pas l'argent ou le bronze », insiste la star de la sélection polonaise de volley-ball. Celle-ci est la favorite du tournoi des Jeux olympiques de Paris (26 juillet-11 août), après ses victoires en Ligue des nations et au championnat d'Europe en 2023. « Si tu vises simplement le podium, tu te relâcheras une fois ton objectif atteint. Je tiens cette mentalité de mon père, qui pratiquait la lutte », retrace Wilfredo Leon, attablé avec son épouse, Malgorzata, et deux de leurs trois enfants. Tandis que Natalia, 7 ans, dévore une assiette de pierogis (ravioles polonaises), Selena, 1 an, préfère ramper sous la table.

Dispensé d'entraînement à la suite d'une infiltration au genou gauche qui le fait souffrir depuis plusieurs années, le réceptionneur-attaquant de 30 ans a donné rendez-vous au Monde dans un restaurant de Nadarzyn, à une vingtaine de kilomètres de Varsovie, où il a ses habitudes. Après six saisons à Pérouse, en Italie, qu'il vient de quitter sur un triplé, remportant le championnat et les deux Coupes d'Italie, il s'est mis au vert, pour le bien-être de sa famille et pour s'adonner à la pêche et au tir sportif, ses passions.

Aussi calme et détendu dans la vie qu'il peut être « tueur » sur un terrain, le champion d'Europe se fait comprendre indifféremment en espagnol, en polonais, en italien, en russe ou en anglais. « Je préfère vivre près de la nature plutôt que dans une ville bruyante. Je n'ai pas besoin de grand-chose, d'accumuler les maisons, de faire la fête tous les soirs... », baragouine dans la langue de Shakespeare ce catholique fervent, adepte d'une vie rangée.

Visiblement, être la vedette de l'équipe de Pérouse, en Ombrie, n'avait pas que des avantages. « J'essaie d'être une personne humble. Quand je suis seul, ça ne me dérange pas de répondre aux sollicitations, mais je ne supporte pas qu'on vienne me taper sur l'épaule quand je suis au restaurant avec mes enfants », explique-t-il.

En Pologne, les gens le laissent plus tranquille, même s'il est une idole dans ce pays où le volley-ball est le deuxième sport national, après le football. Ses performances ont fait de lui une icône nationale. En 2021, face à la Serbie, Wilfredo Leon a réussi la plus longue série de services gagnants. En claquant treize aces de suite, il a effacé des tablettes Earvin Ngapeth, la star de l'équipe de France, qui en avait enchaîné douze en 2018. Tour à tour désignés « meilleur joueur du monde », les deux hommes, quoique rivaux, s'apprécient. « Leon, c'est Messi au foot ou LeBron James au basket », a salué le Français dans L'Equipe en 2019.

C'est par sa mère, Alina, que Leon est tombé dans le volley, à l'âge de 6 ans, lorsque celle-ci se résout à emmener son fils unique avec elle à l'entraînement. « J'étais un enfant hyperactif, je passais mon temps à

En 2021, face à la Serbie, il a réussi la plus longue série de services gagnants. En claquant treize aces de suite

jouer au base-ball dans la rue. Mes parents n'aimaient pas trop me voir trainer, alors j'ai dû suivre ma mère... Ayant commencé très jeune, j'ai grandi avec des gens beaucoup plus âgés. C'est ce qui a forgé mon caractère », narre-t-il.

Sur un terrain, Wilfredo Leon ne semble pas connaître le stress. « Il a des qualités mentales exceptionnelles, renchérit Nikola Grbic, le sélectionneur serbe de l'équipe de Pologne. C'est la marque des grands. » Repéré à 12 ans par la fédération cubaine, il quitte sa famille pour La Havane, où s'entraînent les sélections nationales. Les premiers jours sont rudes. Dans la dictature castriste, tout manque : la nourriture, l'eau, les soins médicaux... « Pour me laver, je devais descendre quatre étages pour aller chercher de l'eau dans un étang avec un seau », se remémore-t-il.

« Ramper dans la boue »

Son idole est Joel Despaigne, star du volley cubain des années 1990. « Physiquement, c'était une "machine". J'ai un peu le même style », confie l'athlète, qui culmine à 2,01 mètre pour 98 kilogrammes. Il fait ses débuts avec l'équipe nationale senior de Cuba à 14 ans, et dispute des tournois à l'étranger. A Mexico, l'adolescent découvre des magasins débordant de victuailles et de vêtements. Une autre vie est donc possible... A 17 ans, le surdoué devient le plus jeune capitaine de l'histoire de la sélection cubaine, qu'il porte jusqu'en finale du Mondial 2010, perdue face au Brésil. Avec ses coéquipiers Yoandy Leal et Robertlandy Simon, il forme la génération dorée du volley cubain. Mais celle-ci ne va pas tarder à s'éparpiller.

En 2011, un coéquipier qui devait une faveur à une journaliste polonaise demande à Wilfredo Leon de lui accorder une interview en ligne. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de sa future femme, Malgorzata Gronkowska, qu'il rencontre quelques mois plus tard en chair et en os à Gdansk, à l'occasion de la Ligue mondiale. Dans un nouvel entretien avec Malgorzata, il s'épanche et révèle la dureté des conditions de vie des volleyeurs cubains. Ce qui lui vaudra quarante-cinq jours de « formation militaire » à son retour au pays, « obligé de ramper dans la boue dans la jungle ».

Les contraintes des tournois internationaux et les intermittences du réseau Wi-Fi cubain perturbent la relation naissante entre le joueur et la journaliste. En 2013, il annonce qu'il ne jouera plus pour Cuba et demande à partir à l'étranger. La fédération cubaine se résout à son départ, mais elle est bien décidée à lui faire payer cher sa « désertion ».



Wilfredo Leon sert contre l'Italie lors de l'Euro de volley-ball, le 16 septembre 2023, à Rome. GARNIER ÉTIENNE/PRESSE SPORTS

Lorsqu'il débarque à Varsovie en plein hiver, ses poches sont vides et il n'a aucun vêtement chaud dans sa valise

Le joueur doit patienter un an pour obtenir son passeport pour la Pologne. Lorsqu'il débarque à Varsovie en plein hiver, ses poches sont vides, le thermomètre affiche 12 degrés en dessous de zéro et il n'a aucun vêtement chaud dans sa valise. Pendant dix-huit mois, il lui est interdit d'exercer son métier de volleyeur professionnel. Sa fierté en prend un coup. « Je n'avais pas d'argent. Je vivais aux crochets de Malgorzata et de mon agent », raconte-t-il.

Dans les moments difficiles, sa foi le sauve de la déprime. « Quand il m'arrive quelque chose de négatif, je me dis que Dieu veut m'apprendre quelque chose, confie-t-il. Lorsque le ciel est gris, il ne faut pas oublier que le soleil brille derrière les nuages. » Il devra patienter jusqu'en 2019 pour pouvoir enfin porter la tunique rouge et blanc de la Pologne. Désormais, il se sent polonais. « Ton pays, c'est là où tu construis ton foyer », glisse-t-il.

C'est pourtant au fin fond de la Russie, au Zenit Kazan, qu'il a changé de dimension, entre 2014 et 2018. « Seul Noir dans un pays de Blancs », parlant à peine quelques mots d'anglais, il vit des débuts compliqués. Le froid est terrible, mais le couple tient bon. « Quand tu viens de Cuba, tu peux survivre à tout », sourit-il. Il remporte quatre fois de suite la Ligue des champions, un exploit sans précédent. « J'étais au bon endroit au bon moment, résume-t-il. La Russie est une ligue très physique ; j'ai pu exprimer mes qualités. Après deux années sans jouer, je voulais montrer que j'étais de retour ! » Quelques piges au Qatar, « où il fait deux fois plus chaud qu'à Cuba », vont lui permettre de

mettre définitivement sa famille à l'abri du besoin. A la recherche d'un nouveau cadre de vie pour la petite Natalia, qui vient de naître, il signe ensuite avec les Block Devils de Pérouse en 2018.

Avec ses problèmes récurrents au genou, certains annonçaient son déclin. Il a fait mentir ses contempteurs en finale de l'Euro, en remportant son premier grand titre avec la Pologne. Le 16 septembre 2023, à Rome, le maestro cubain a livré un récital face aux Transalpins, au point de terminer meilleur marqueur (13 points) et d'être désigné meilleur joueur de la rencontre.

Plus rien à prouver

Dans ce match d'une intensité folle, c'est lui qui a fait pencher la balance du côté des Blanc et Rouge. Pas mal pour un joueur que le staff médical polonais estimait ne pas être en état de jouer... « C'était vraiment un défi pour moi d'être sur le terrain, mais je ne pouvais pas abandonner mes partenaires, confie-t-il. Je leur ai dit : "Nous devons les tuer !" » Grâce à cette victoire en trois sets (25-20, 25-21, 25-23), la sélection slave a mis fin à une longue disette lors des championnats d'Europe, une

compétition qu'elle n'avait remportée qu'une seule fois, en 2009.

A Paris, Leon entend bien remettre le couvert en permettant à la Pologne de décrocher un titre olympique qui la fuit depuis... 1976. A Tokyo, en 2021, les Polonais avaient craqué en quarts face aux Bleus, futurs vainqueurs.

S'il est bien sélectionné – l'état de son genou laisse encore planer un doute –, Wilfredo Leon sera, à coup sûr, l'une des attractions des Jeux. D'autant que le joueur a une relation particulière avec la capitale française. En 2019, il a pris une participation dans le capital du Paris Volley. Une décision surprenante pour quelqu'un qui n'a jamais joué en France. « Le volley m'a tant apporté... J'essaie de rendre un peu de ce que j'ai reçu », clarifie celui qui a aussi proposé son aide à la fédération cubaine. Celle-ci ne lui a pas répondu. « Officiellement, tout va bien là-bas, glisse-t-il. Mais, en réalité, la situation continue de se dégrader. »

A bientôt 31 ans – il les fêtera pendant les Jeux –, Wilfredo Leon n'a plus rien à prouver. Sa blessure lui a fait prendre du recul. « Elle l'a fait mûrir, prolonge M. Lorenzetti. Il est prêt à affronter l'avenir. Il donnera toujours tout pour son équipe, mais, maintenant, il saura dire stop si son corps ne suit plus. » Alors qu'il avait prolongé son contrat à Pérouse pour trois ans en 2022, pour un montant record de 1,5 million d'euros par saison, il décide finalement de s'engager avec le club polonais de Lublin. En attendant, il se prépare comme jamais pour les Jeux, s'astreignant parfois à trois séances d'entraînement par jour. Avec l'or en tête, et uniquement l'or. ■

JÉRÔME PORIER

LES DATES

1993

Naissance à Santiago de Cuba.

2007

Débute en sélection senior cubaine à seulement 14 ans.

2010

Finaliste du Mondial avec Cuba.

2011

Rencontre la journaliste polonaise Malgorzata Gronkowska.

2013-2014

Quitte Cuba pour la Pologne.

2015

Remporte la première de ses quatre Ligues des champions avec le Zenit Kazan (Russie).

2016

Mariage avec Malgorzata Gronkowska.

2023

Champion d'Europe avec la Pologne.

2024

Quitte le club de Pérouse, après six saisons, pour Lublin (Pologne), après un titre de champion d'Italie.

Michelin, boussole des soldats du D-Day

IL Y A 80 ANS, LE DÉBARQUEMENT **313** L'édition 1939 du guide publié par le manufacturier clermontois et les précieux plans qu'elle contient ont joué un rôle crucial pour orienter les Alliés, le 6 juin 1944 et les jours suivants. Washington en avait édité une copie pour ses officiers

CLERMONT-FERRAND - envoyée spéciale

Dans le milieu des collectionneurs, on l'appelle « l'Américain ». Derrière ce nom de code se cache un vétéran bien particulier de la seconde guerre mondiale : le guide Michelin 1939, judicieusement glissé dans le packaging des officiers qui débarquèrent sur les plages de Normandie, à l'aube du 6 juin 1944.

Des centaines de bibliophiles pistent sa trace inlassablement. « Convoité ? Oh oui, il l'est ! Les rares exemplaires aujourd'hui en circulation peuvent atteindre jusqu'à 12 000 euros aux enchères », s'enflamme le commissaire-priseur Bernard Vassy, qui en a adjugé neuf spécimens seulement depuis 2002. « Mais, au-delà de sa valeur faciale, cet objet est un incroyable témoin de notre histoire contemporaine, il est tout bonnement extraordinaire », insiste avec passion l'expert.

Pour partir à la découverte de ce trésor mémoriel autrement que derrière une vitrine de musée, une étape à Clermont-Ferrand s'imposait, dans cette ville nichée au cœur des volcans d'Auvergne où, pour Michelin, tout a commencé. D'abord l'épopée du pneu démontable et réparable, inventé en 1891, puis celle du premier guide touristique de couleur rouge, lancé en 1900 et distribué gratuitement chez les garagistes pour agrémenter de bonnes tables et d'excursions inoubliables les périples à vélo ou en automobile. Chez l'industriel clermontois, « l'Américain » est une véritable légende, sur laquelle veille avec soin Marie-Claire Demain-Frackowiak, chargée de collection au département « patrimoine historique » de l'entreprise.

La jeune femme accueille *Le Monde* dans une vaste bibliothèque située dans les sous-sols de L'Aventure Michelin, le musée maison, ouvert au public depuis 2009. La pièce est une salle aveugle protégée des rayons du soleil l'imposante collection de livres qui tapisse les murs. Sur la longue table rectangulaire encombrée de papiers anciens, une boîte en carton épais « au pH neutre, indispensable pour préserver les documents de l'action des acides », précise l'archiviste, qui en extrait avec précaution « l'Américain ».

On l'imaginait rouge comme ses prédécesseurs, mais non, le gros pavé posé devant nous est du même beige sable-moutarde que les vestes de treillis portées par les GI au cours de la bataille de Normandie. Le guide a dû, lui aussi, se fondre dans le décor, peut-être pour ne pas trop attirer l'attention des snipers ennemis. Sur la couverture, deux mentions rédigées en anglais. En haut, « *For official use only* » (« pour usage officiel uniquement »). En bas, les coordonnées d'un éditeur hors du commun : « *Reproduced by*

Military Intelligence Division. War Department, Washington DC », en clair, les services secrets de l'armée américaine.

Cette couverture est la seule surprise notable du fac-similé. À l'intérieur, les 1 108 pages qui scrutent l'ensemble du territoire français sont des copies conformes de la version originale. Rien n'a été traduit en anglais. « Vous imaginez le temps que cela aurait pris ? De toute façon, je pense que cela n'était pas nécessaire. Nos guides ont été conçus dès le départ pour être pratiques et faciles à lire, même par les non-francophones », soutient Marie-Claire Demain-Frackowiak.

Pratiques, certes, et surtout précis. Washington n'a pas choisi le guide 1939 – le dernier publié par la firme clermontoise avant la longue interruption de la guerre – pour le plaisir de tester des étoilés, mais pour la fiabilité et le détail des informations fournies par cette bible du tourisme. Est-ce vraiment anodin, par exemple, de savoir si telle ou telle plage est faite de sable ou de galets ? N'est-ce pas aussi utile de connaître la charge maximale supportée par un pont ? L'emplacement de pompes à essence sur une départementale ? Ou la végétation qui façonne un paysage ? Forêts ou plaines céréalières ?

MANUEL TACTIQUE DE 774 GRAMMES

Dans son livre *Michelin, 100 ans d'aventures* (Flammarion, 1998), l'historien et écrivain américain Herbert Lottman (1927-2014) fait état de cette richesse documentaire : « *Tous les repères dont pouvait avoir besoin un soldat pour se diriger y figuraient, comme les distances entre les localités les plus proches, les plans des principales villes situant les bâtiments et les monuments importants – la mairie, la poste et les églises* », note l'auteur new-yorkais, par ailleurs merveilleux biographe d'Albert Camus.

Le guide 1939 s'avère en effet un précieux support topographique. Au fil de son inventaire apparaissent plus de 600 plans tracés au 1/200 000, « comme l'étaient les cartes militaires françaises de l'époque. Michelin et le service géographique de l'armée avaient d'ailleurs signé en 1938 une convention de partenariat », précise la mémorialiste, penchée sur le document, ouvert à la page de la ville de Caen.

Il faut, à ce moment du récit, remonter le temps et repenser à l'enfer subi par les habitants des agglomérations normandes pilonnées par les bombardements alliés dès le 6 juin 1944 et ce, pendant d'interminables semaines. Les chiffres rassemblés par l'historien Olivier Wiewiorka et scénarisés par le graphiste Cyriac Allard dans leur ouvrage commun *Le Débarquement. Son histoire par l'infographie* (Seuil, 224 pages, 31 euros) donnent la mesure de cet orage d'acier. Caen fut anéanti à 73 %, Saint-Lô à 77 %, Argentan à 91 %, Le Havre à 82 %. Au fur et à mesure de leurs percées, les libéra-



« LES RARES EXEMPLAIRES DU GUIDE MICHELIN 1939 AUJOURD'HUI EN CIRCULATION PEUVENT ATTEINDRE JUSQU'À 12 000 EUROS AUX ENCHÈRES »
BERNARD VASSY
commissaire-priseur

teurs découvrent des immeubles en ruine mais aussi des panneaux de signalisation, des indications routières et des bornes kilométriques détruits par le feu ou sabotés par les troupes allemandes acculées.

Dans ces conditions, tout fut mis à contribution pour favoriser l'avancée des Alliés : photos aériennes, renseignements obtenus auprès des villageois et des résistants, interrogatoires des prisonniers et puis « l'Américain », ce manuel tactique de 774 grammes ajoutés aux 30 kilos d'équipement réglementaire portés par les héros du jour J.

« En réalité, cette saga du guide 1939 traduit une fois de plus la volonté des états-majors alliés d'utiliser toutes les sources d'information et de communication possibles, même les plus inattendues, pour gagner la guerre », estime Andrew Whitmarsh, conservateur de The D-Day Story, un musée de Portsmouth (Royaume-Uni). Les messages codés diffusés à la BBC entre 1941 et 1944, aussi abscons que « la vache saute par-dessus la lune »

ou « le chacal n'aime pas le vermicelle », relèvent, selon lui, de cette même stratégie.

Tout comme Marie-Claire Demain-Frackowiak à Clermont-Ferrand, l'historien britannique surveille de près le guide sable-moutarde acquis par son musée. Exposé en vitrine, le livre présente les stigmates d'un ouvrage mille fois feuilleté. Sur la couverture, le nom d'un militaire anglais, Geoffrey Robertson, dont l'unité fut, un temps, cantonnée à Douvres-la-Délivrande, une petite commune du Calvados proche de Caen, avant d'aller poursuivre les combats jusqu'en Allemagne. « Cela ne veut pas dire pour autant que la copie du Michelin éditée par Washington ait été distribuée aux Britanniques et aux Canadiens. Geoffrey Robertson a pu le recevoir d'un copain américain. Sur ce point, il faut rester prudent », prévient Andrew Whitmarsh.

Cette question du partage du guide entre Alliés n'est pas la seule en suspens. Une autre interrogation demeure, et pas des moindres : comment l'idée de reproduire le



A gauche, la version du guide Michelin 1939 distribuée aux officiers américains. Ci-contre, Bibendum en GI.

FRANÇOISE LANOË, COLLECTION AU DÉPARTEMENT

« PATRIMOINE HISTORIQUE » DE MICHELIN



A gauche, livraison de cartes à l'armée américaine, en août 1944. Ci-dessus, Gustave Moutet, promoteur français du guide Michelin auprès de Washington.

MICHELIN, ARCHIVES PERSONNELLES MOUTET

livre rouge français a-t-elle pu germer dans l'esprit des services secrets américains ? Que sait-on exactement ? Il nous faut plonger de nouveau dans les archives Michelin. Il y est fait état d'une enquête menée discrètement pendant la guerre par l'armée américaine auprès de ses officiers et de ses soldats ayant séjourné, fait du tourisme ou des affaires en France avant l'invasion allemande.

GUSTAVE MOUTET ET SON GUIDE ROUGE

A la question : « Pour vous, quel fut votre meilleur compagnon de voyage ? », 85 % des personnes interrogées avaient répondu : « Les guides et les cartes Michelin », considérés, à en croire l'échantillon consulté, comme de précieux documents pour explorer un pays. Fort de ce résultat, le ministère de la guerre aurait-il alors décidé par lui-même de lancer l'opération fac-similé ? En se basant sur un simple sondage ? Disposait-il d'ailleurs d'un guide rouge original publié en mars 1939 ? L'aurait-il obtenu

auprès d'un concitoyen collectionneur ? A voir la mine dubitative de Marie-Claire Demain-Frackowiak quand on évoque ce scénario, on en conclut que les pièces du puzzle ne sont pas correctement assemblées. Une autre hypothèse – non contradictoire d'ailleurs avec la précédente – nous est proposée par l'intermédiaire de Pierre-Gabriel Gonzalez, l'un des meilleurs spécialistes de la marque clermontoise et de ses milliers de gadgets publicitaires qu'il a en partie recensés dans un album intitulé *Les Objets de Michelin* (De Borée, 2014).

Début mai, cet ancien journaliste du quotidien régional *La Montagne* est contacté par l'un des 300 membres de l'Association des collectionneurs de guides et cartes Michelin, l'historien Marc Francon. Ce dernier vient de trouver par hasard une coupure de presse du *Sunday Times* datant du 3 juin 1984, coïncée dans un lot d'anciennes cartes touristiques Michelin dénichées outre-Manche. L'article, écrit à l'occasion du quarantième anniver-

saire du Débarquement et signé par Anne-Elisabeth Moutet, évoque le rôle déterminant qu'aurait joué son père, l'officier de la France libre Gustave Moutet, dans la promotion du guide 1939 auprès des autorités américaines. La piste méritait d'être creusée.

Responsable des recherches historiques à la Fondation de la France libre, Jérôme Maubec retrouve sans difficulté la trace de Gustave Moutet dans ses dossiers et confirme son départ pour l'Angleterre le 17 juin 1940, quand il embarque à Brest sur le HMS *Guinean*. Il y parvient le lendemain, après dix-neuf heures d'une traversée périlleuse, à la merci des sous-marins allemands. Né en 1901 et mort en 1987, ce résistant de la première heure avait de qui tenir. Son père, le militant socialiste Marius Moutet (1876-1968), ministre des colonies de Léon Blum sous le Front populaire, est l'un des quatre-vingts parlementaires français qui refusent de donner les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, le 10 juillet 1940.

A Londres, selon les données de la Fondation de la France libre, Gustave Moutet travaille à la BBC et crée le journal *France*. En 1943, il suit une formation militaire à Wimbledon, puis gagne la Normandie en juillet 1944 comme officier de liaison de la 3^e armée américaine, commandée par le général George Patton, un redoutable stratège qui libéra Metz et s'illustra lors de la bataille des Ardennes. « Je n'ai aucun document reliant Gustave Moutet et le guide 1939, précise Jérôme Maubec, mais cela n'est en rien significatif. Nous ne connaissons pas tout de la vie de ceux qui ont répondu à l'appel du général de Gaulle. »

Anne-Elisabeth Moutet, elle non plus, ne dispose pas de papiers officiels appuyant sa thèse. « Tout ce dont je vais vous parler m'a été raconté par mon père en direct », témoigne cette journaliste de 65 ans, qui écrit régulièrement dans la presse britannique. Ses souvenirs parlent d'eux-mêmes. Étonnée de voir trôner « l'Américain » dans la maison familiale, elle demande à son père des explications. « Il m'a dit avoir été consterné, lors de son cursus d'officier suivi en Angleterre, par la qualité médiocre des cartes de France sur lesquelles les instructeurs faisaient travailler leurs recrues. Elles étaient trop imprécises. Papa s'est alors rendu au haut commandement américain avec son propre guide Michelin sous le bras – il l'avait acheté pour se balader, à l'été 1939, sur la Côte d'Azur. Et c'est à ce moment-là que l'état-major a décidé de le reproduire à des milliers d'exemplaires et de le distribuer à ses officiers. »

ULTIME PIED DE NEZ AUX NAZIS

Dans son article du *Sunday Times* paru en 1984, la chroniqueuse précisait que l'exécution concrète de la mission fac-similé avait été confiée à un Britannique, le brigadier-général Frederick Morgan. On l'identifie. C'était l'un des hommes chargés de planifier le Débarquement. « Lors de la bataille de France, en mai 1940, cet officier anglais avait remarqué que les militaires français pris au piège à Dunkerque préféraient souvent utiliser les cartes Michelin plutôt que celles fournies par leur intendance », ajoute-t-elle.

Au sein de l'Association des collectionneurs de guides et cartes Michelin, les confidences d'Anne-Elisabeth Moutet se répandent depuis début mai comme une traînée de poudre. « Enfin, se réjouit Pierre-Gabriel Gonzalez, nous pouvons imaginer connaître le fin mot de cette formidable aventure. » Découvrant, elle aussi, ce scénario, Marie-Claire Demain-Frackowiak est prête à le valider, précisant juste un point : « Nous sommes certains que nos dirigeants de l'époque ont été contactés – personne, ici, ne sait par qui, ni par quel canal – pour donner leur imprimatur à la mise en route de l'édition alliée, ce qu'ils ont évidemment accepté sans hésiter. » Et sans rien révéler aux nazis. Car comme l'écrit noir sur blanc Herbert Lottman dans sa monographie du groupe auvergnat : « Pendant la guerre, Michelin était du bon côté. C'est un fait certain, rapporté par tout le monde. »

Certes, ses usines restées ouvertes fournirent du matériel de guerre à l'armée allemande. Questionnée à ce sujet, la direction se défendit en expliquant avoir ainsi empêché le transfert de milliers d'ouvriers outre-Rhin, susceptibles d'être réquisitionnés par le service du travail obligatoire, entré en vigueur début 1943. Sous l'Occupation, les cadres de l'entreprise clermontoise firent toutefois tourner la production au ralenti et sabotèrent discrètement les pneus en caoutchouc synthétique destinés à la Wehrmacht, afin qu'ils se fendissent à basse température, sur le front de l'Est, par exemple.

Fils d'André Michelin, l'un des deux fondateurs de la manufacture, Marcel Michelin, alors âgé de 57 ans, montait, lui, des filières clandestines pour gagner Londres et Alger. Il paya cher cet engagement dans la Résistance. Dénoncé, il est arrêté par la Gestapo avec son fils Jacques, en juillet 1943. Déporté en Allemagne à Buchenwald puis à Ohrdruf, Marcel Michelin meurt en captivité le 21 janvier 1945. Jacques, transféré au camp de Flossenbürg, en sera l'un des rares survivants.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que Michelin ait été le premier site industriel visité par le général de Gaulle après la Libération. Le 30 juin 1945, le chef du gouvernement provisoire de la République française se déplace à Clermont-Ferrand et rend un vibrant hommage au personnel, qui l'accueille : « *Honneur aux usines Michelin, à tous et à toutes, les patrons, les ingénieurs, les maîtres, les ouvriers, les ouvrières. Tous ont donné l'exemple, et je les salue.* »

Quelques mois plus tard, l'entreprise est également félicitée par les États-Unis, qui lui décernent le Fanion du mérite pour sa participation à la victoire des Alliés. Le guide 1939 n'est pas l'unique objet de cette reconnaissance. Entre 1941 et 1944, Michelin Tyre Company, la filiale britannique du groupe clermontois, réussit à produire des milliers de pneumatiques et d'essieux destinés aux véhicules alliés – de la Jeep au tracteur d'artillerie –, transportés, eux aussi, jusqu'aux plages de Normandie.

Et puis, les Américains n'ont sans doute pas oublié la date du 29 août 1944. Paris vient d'être libéré, et ce jour-là, des dizaines de camions de l'US Army se présentent au dépôt Michelin situé boulevard Péreire, dans le 17^e arrondissement de la capitale. Ils y chargent 190 000 cartes du nord et de l'est de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne, mais en réclament davantage. Après une semaine au travail, de jour comme de nuit, les employés leur en livrent 194 000 supplémentaires.

C'est un exploit, car Paris manque de tout, de gaz, d'électricité et de papier, bien sûr. Mais les photographeurs, dans un ultime pied de nez à l'occupant nazi, récupèrent des cartes de la Grande-Bretagne réalisées par Berlin qui, dans ses rêves de conquête, imaginait envahir un jour les terres britanniques. Les Michelin y impriment au verso des plans de l'Allemagne, bientôt vaincue. Ces liens complices avec le ministère de la guerre américain persistent aujourd'hui. Depuis 2022, l'entreprise française est l'un des sponsors des cérémonies du Débarquement en Normandie afin de s'assurer que les derniers vétérans encore en vie puissent s'y rendre.

Juste avant de refermer à clé sa bibliothèque, Marie-Claire Demain-Frackowiak ne résiste pas à l'envie de nous présenter sa dernière trouvaille, débusquée dans un vieux bulletin interne de l'entreprise. C'est un dessin représentant Bibendum. On l'avait déjà repéré en Charlie Chaplin, en James Bond, en dieu Pan, en gondolier à Venise lors de notre visite du musée maison, mais la représentation qui s'offre à nos yeux était restée cachée jusqu'à maintenant. La célèbre mascotte porte un uniforme de GI et se tient debout, seule, au milieu d'un village normand dévasté. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET

FIN

«RWANDA CLASSIFIED»

Au Rwanda, enquête sur les dérives du régime de Paul Kagame

Le chef de l’Etat a métamorphosé son pays, que le génocide de 1994 avait laissé exsangue. A quel prix ? Entre répression, surveillance et influence, c’est pour une présidentielle jouée d’avance, dont les opposants sont écartés, que les Rwandais iront voter le 15 juillet

Les années passent, mais le rituel reste le même. Le 7 avril, trente années jour pour jour après le déclenchement du génocide contre les Tutsi au Rwanda, Paul Kagame a rallumé la flamme du souvenir au Mémorial de Gisozi, où reposent les restes de 250 000 personnes sur les quelque 800 000 hommes, femmes et enfants qui ont été méthodiquement massacrés en cent jours, en 1994.

Lors du génocide, *« c’est la communauté internationale qui nous a tous laissé tomber, que ce soit par mépris ou par lâcheté »*, déclare quelques heures plus tard le président rwandais devant un parterre de hautes personnalités, l’Américain Bill Clinton, le Français Nicolas Sarkozy, le président de l’Union africaine, Moussa Faki Mahamat, et de nombreux chefs d’Etat africains. Tous comptables de la passivité complice dont ont fait preuve plusieurs pays, au premier rang desquels la France.

Des pays auxquels le chef de l’Etat rwandais réclame d’autant plus de comptes qu’il en est devenu un partenaire incontournable. En trente ans, sous sa férule inflexible, le Rwanda s’est en effet métamorphosé. Partant d’un Etat structurellement failli, exsangue, ravagé par les pires actes de barbarie qu’une population ait endurés depuis la Shoah, le pays fait aujourd’hui figure de modèle à l’échelle continentale. Stable, sûr, pauvre, mais ancré dans une dynamique de développement planifiée.

A quel prix ? Pendant plusieurs mois, *Le Monde*, Forbidden Stories et un consortium de médias internationaux ont enquêté sur la face sombre du régime rwandais, ce partenaire si particulier de nombreux pays occidentaux. Ce pays dont le nom s’affiche sur les maillots du PSG mais qui surveille et traque toutes les voix dissidentes, y compris à l’étranger, notamment grâce à des logiciels espions. Ce pays qui a su se rendre indispensable aux missions des Nations unies en Afrique, mais joue un rôle-clé dans la guerre qui sévit dans l’est de la République démocratique du Congo (RDC) en soutenant activement un mouvement rebelle, au prix de morts, de centaines de milliers de déplacés et d’une des plus graves crises humanitaires au monde.

Si le Rwanda fascine autant, c’est aussi parce qu’un homme incarne cette métamorphose : Paul Kagame, libérateur du pays en 1994, lorsqu’à la tête d’une rébellion il a vaincu les forces armées du gouvernement génocidaire, et dirigeant singulier depuis, avec ses faux airs de moine-soldat. Enfant tutsi d’une famille décimée, héritier d’une histoire dramatiquement complexe dont il n’entend pas demeurer prisonnier mais au contraire écrire le cours, sans contestation ni protestation. Une histoire qui pèse lourdement dans la dérive autoritaire d’un régime qui ne tolère aucune opposition.

Le 15 juillet, les Rwandais iront ainsi voter pour une présidentielle jouée d’avance. En 2000, Paul Kagame avait été élu par le

Parlement. Mais, depuis l’instauration du suffrage universel, son plus mauvais score électoral remonte à 2010 : « seulement » 93 % des voix pour un taux de participation de 88 %. La fois suivante, en 2017, la barre a été relevée à 98,63 %. Difficile d’imaginer un autre scénario en 2024. Une révision constitutionnelle adoptée par référendum en 2015 (avec 98 % des voix) a certes abaissé la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans. Mais, par un opportun coup d’éponge législatif, cette révision a effacé toutes les présidences accomplies jusqu’alors par Paul Kagame. « Le boss » peut se maintenir au pouvoir pour deux nouveaux quinquennats, jusqu’en 2034, donc.

Peu importent les textes, la vérité n’est pas inscrite dans la Constitution, mais dans la tête du leader rwandais. Interrogé sur les secrets de sa longévité par le média spécialisé *Jeune Afrique*, Paul Kagame expliquait, fin mars, n’avoir pas encore trouvé de « *successeur* ». Quelqu’un ayant, comme lui, « *la peau dure pour gérer une situation post-génocide dans laquelle les victimes et les auteurs de crimes ont des attentes complètement différentes* ». « *Certes quelqu’un pourrait venir à ma place et faire autrement : les bourreaux seraient pendus, les victimes assurées de leur vérité. Le chaos s’installerait* », ajoutait-il.

« CIBLER LES JOURNALISTES »

Comment prendre cette place, faire entendre sa différence, dès lors que dévier de la ligne officielle peut être lourd de conséquences ? Pour avoir enfreint cette règle, l’opposante Victoire Ingabire a été condamnée en 2013 à quinze ans de prison pour « conspiration en vue de déstabiliser le gouvernement » et pour « négation du génocide » à l’issue d’un procès qualifié d’*« inique »* par Amnesty International. Privée de ses droits civiques, elle n’a pu se porter candidate à la présidentielle de 2024.

Frank Habineza dirige quant à lui le Democratic Green Party of Rwanda, la seule formation d’opposition représentée au Parlement (deux députés sur un total de quatre-vingts). En 2010, il s’était réfugié en Suède peu après la mort, toujours inexpliquée, du vice-président de sa formation dont le corps, presque décapité, avait été retrouvé dans un marais. Lui-même a subi des menaces anonymes. De nouveau candidat à la présidentielle – il avait obtenu 0,43 % des voix en 2017 –, Frank Habineza sait qu’il ne joue qu’un rôle de figurant.

« Rwanda Classified »

L’enquête « Rwanda Classified », une investigation sur le régime de Paul Kagame, a mobilisé 50 journalistes de 17 médias dans 11 pays, coordonnés par le collectif Forbidden Stories. Partant de la mort suspecte du journaliste John Ntwali à Kigali en janvier 2023, l’enquête s’attache à révéler la mécanique répressive mise en œuvre par le Rwanda, y compris hors de ses frontières, loin de l’image de pays modèle promue à l’étranger. Le 15 juillet, l’élection présidentielle au Rwanda devrait reconduire Paul Kagame à la tête du pays pour un quatrième mandat.



Le président du Rwanda, Paul Kagame, et son épouse, Jeannette, allument la flamme au Mémorial du génocide de Gisozi, à Kigali, au Rwanda, le 7 avril. LUIS TATO/AFP

PEU IMPORTANT
LES TEXTES,
LA VÉRITÉ N’EST
PAS INSCRITE DANS
LA CONSTITUTION,
MAIS DANS
LA TÊTE DU LEADER
RWANDAIS

Notamment parce que les espaces d’expression sont limités. Dans un rapport publié le 18 janvier, l’organisation de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) estimait que « *le bilan du Rwanda en matière de liberté de la presse continuera très probablement à se détériorer, à moins que le système judiciaire ne commence à agir de manière indépendante et libère les journalistes emprisonnés en violation de leur droit à la liberté d’expression, et que les autorités cessent de cibler les journalistes une bonne fois pour toutes* ».

HRW s’inquiétait notamment du sort du journaliste et animateur d’une chaîne YouTube, Dieudonné Niyonsenga. Egalement connu sous le pseudonyme Cyuma Hassan, il est incarcéré depuis 2021 dans des conditions qualifiées d’*« inhumaines »*. Dans ce même rapport, l’ONG dénonçait aussi « *l’absence de transparence des autorités par rapport à la mort suspecte, en 2023, d’un journaliste d’investigation, John Williams Ntwali* ».

Avant eux, il y eut Jean-Léonard Rugambage, tué par balle en 2010, et Charles Ingabire (sans lien de parenté avec Victoire Ingabire), survivant du génocide, abattu en pleine rue à Kampala, en Ouganda, fin 2011. Face aux mises en cause de ces organisations non rwandaises, Paul Kagame leur rétorque de « *s’occuper de la situation dans les pays dont ils sont originaires* ».

« CHACUN A LA MORT QU’IL MÉRITE »

Pour surveiller ses opposants, le Rwanda a pu compter sur l’usage massif de Pegasus, un logiciel espion ultrasophistiqué pour téléphone commercialisé par la société israélienne NSO Group. Si les autorités ont, par le passé, nié se servir du mouchard, les enquêtes menées par Forbidden Stories et *Le Monde* ont pu établir qu’il avait été déployé contre les dissidents du régime.

Le système est ainsi verrouillé et le pays marche en ligne derrière son leader et son bras politique, le Front patriotique rwandais (FPR). Le parti quasi unique du pays contrôle et organise la vie des Rwandais, de la plus petite division administrative au plus haut sommet de la politique. De l’économie également, toujours dominée par les entreprises liées à l’Etat, tel Crystal Ventures, le bras entrepreneurial du FPR présent dans la finance comme dans la production agroalimentaire ou les mines et qui, ces dernières années, diversifie ses activités à l’étranger.

Le pays n’est pourtant pas sous cloche. Un embryon de débat public existe. Mais il ne déborde pas du champ des contingences d’organisation pour atteindre les objectifs de développement économique et social. Paul

Kagame promeut ainsi une forme de démocratie participative dont l’un des piliers est la transparence du mode de gouvernement.

A la différence des systèmes des pays voisins rongés par la corruption et le népotisme, dans la « start-up nation » rwandaise, les ministres sont redevables des objectifs annuels fixés au plus haut niveau. Chaque fonctionnaire, grand ou petit, sait qu’il est assis sur un siège éjectable qui, en cas d’échec, le renverra à des activités annexes. Malheur à celui qui ne peut pas justifier son manque de résultats lors des grands-messes annuelles d’introspection collective auxquelles seul Paul Kagame est en mesure d’échapper, mais qu’il surveille implacablement.

« *Difficile d’identifier au Rwanda un autre pôle de pouvoir que celui du président après les défections, emprisonnements ou assassinats de quelques poids lourds du FPR ayant ouvertement exprimé leur désaccord avec lui* », écrit Benjamin Chemouni, spécialiste de la région des Grands Lacs, enseignant-chercheur à l’université de Louvain et coordonnateur d’un numéro de la revue *Politique africaine* consacré au Rwanda depuis le génocide.

Le traitement réservé au Rwanda National Congress (RNC), groupe d’opposition officiellement fondé aux Etats-Unis par d’anciens compagnons de lutte de Paul Kagame, notamment, est ainsi exemplaire. En décembre 2010, les initiateurs du RNC dénoncent « *un Etat policier extrémiste, monoparti et impénétrable derrière une façade démocratique* ».

Un mois à peine après le lancement de ce mouvement qui se dit pacifiste, quatre de ses fondateurs – le général Kayumba Nyamwasa (ancien chef d’état-major de l’armée rwandaise), Theogene Rudasingwa (ancien secrétaire général du FPR), Gerald Gahima (ancien procureur général) et Patrick Karegeya (ancien chef du renseignement extérieur) – sont condamnés par contumace à vingt ans de prison pour « menace à la sécurité de l’Etat, apologie de la division ethnique et outrage au président ». Trois ans plus tard, Patrick Karegeya, qui avait participé à la création du FPR aux côtés de Paul Kagame, est retrouvé mort, étranglé, dans une chambre d’un hôtel de Johannesburg, en Afrique du Sud, où il vivait en exil.

Dans ce cas comme dans d’autres, la responsabilité du régime rwandais n’a jamais été précisément établie. Mais les commentaires de Paul Kagame au lendemain de la mort de son ancien camarade résonnent comme un avertissement pour tous ceux qui se placent en travers de sa route. « *Pourquoi voudrait-on que nous pleurions le sort d’un homme qui a commandité des attentats*



meurtriers à la grenade ? Et peu m'importe si cela excite les journalistes », avait-il déclaré. Il faisait ainsi référence à une série d'attaques meurtrières menées au début des années 2010 à Kigali, attribuées par le pouvoir aux partisans du RNC. « Leur opposition est apparue le jour où ils ont été relevés de leurs fonctions pour des motifs qui n'avaient rien de politique. Le terrorisme a un prix, la trahison a un prix. (...) Chacun a la mort qu'il mérite », avertissait encore l'ancien guérillero, dont les colères sont légendaires.

La violence de ces déclarations est à l'aune des événements qui ont jalonné sa vie et forgé sa détermination dans le creuset incandescent de l'exil durant son enfance ; dans celui des guerres et guérillas régionales depuis le milieu des années 1980 ; dans l'enfer du génocide perpétré contre les Tutsi, sa communauté, en 1994 ; puis dans la construction du « Rwanda nouveau » qu'il a progressivement taillé à sa mesure. A grands coups de burin parfois. « A part le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), difficile d'identifier un parti au pouvoir aussi hégémonique en Afrique » que le FPR, écrit Benjamin Chemouni dans la revue précitée.

Pourtant, si le destin de cet homme né en 1957 à Ruhango (Province du Sud) se confond aujourd'hui avec celui de son pays, c'est à l'étranger qu'il passe la première moitié de sa vie et y fait ses armes. Au sens premier du terme. Tout commence en Ouganda. Il n'a que 4 ans lorsque ses parents fuient les violences anti-Tutsi orchestrées durant le *muyaga*, la « révolution sociale » menée par une partie de la population hutu – majoritaire dans le pays – contre ce qui reste du système féodal dominé par les Tutsi. La mère de Paul Kagame – qui, lui, est profondément républicain – était cousine avec la dernière reine du Rwanda. Son père appartenait à la noblesse.

S'ensuivent donc de longues années de déclasserment dans des camps de réfugiés tutsi rwandais apatrides. Deogratias, son père, meurt lorsqu'il a 15 ans. Souvenir amer de cette période en Ouganda. « Je suis entré en rébellion contre tout dans cette vie d'alors. On nous rappelait tout le temps, d'une façon ou d'une autre, que nous n'étions pas d'ici, qu'on n'était pas censés être là. On n'avait pas de chez nous », confie Paul Kagame à Stephen Kinzer, son biographe dans un *A Thousand Hills. Rwanda's Rebirth and the Man Who Dreamed It* (John Wiley & Sons, 2008, non traduit).

C'est là qu'il se forge une stature de leader. Tout d'abord dans l'ombre de son ami Fred Rwigema. Réfugié comme lui, ce personnage solaire et charismatique le convainc, à la fin des années 1970, de s'engager dans l'armée, puis d'en sortir pour rejoindre les rangs de la

National Resistance Army (NRA). Cette guérilla ougandaise est alors embryonnaire, dirigée par Yoweri Museveni contre le successeur d'Idi Amin Dada, le dictateur Milton Obote. En janvier 1986, pourtant, Yoweri Museveni (qui, depuis, préside l'Ouganda) et Paul Kagame dans sa foulée entrent en vainqueurs dans Kampala. Le longiligne et taiseux Rwandais est nommé à la tête des services de renseignement de l'armée ougandaise. Le chef d'état-major n'est autre que son ami Fred Rwigema. D'anciens guérilleros de la NRA décriront un Paul Kagame empreint d'une sobriété puritaine, intransigeant sur la discipline.

Profitant de leurs positions et notoriétés respectives au sein de la diaspora rwandaise, Paul Kagame et Fred Rwigema jettent les bases du FPR. Une structure politico-militaire aux influences multiples, du marxisme au panafricanisme, comme la NRA, dont l'objectif est de renverser le régime hutu de Kigali. Le temps des cataclysmes s'annonce. Le FPR attaque le Rwanda le 1^{er} octobre 1990. Le lendemain, « Fred Rwigema qui commandait les forces d'invasion est tué par l'un de ses propres officiers dans des circonstances troubles. Comme beaucoup d'autres épisodes de la route de Paul Kagame vers le pouvoir, celui-là ne sera jamais éclairci », écrit l'historien Gérard Prunier dans un article publié en 2018 sur le site de l'Institut Montaigne.

La guerre civile est enclenchée. Elle débouchera quatre ans plus tard sur le génocide, tourbillon de haine endiablée orchestrée par le pouvoir hutu qui laissera dans son sillage 800 000 Tutsi massacrés, sans distinction d'âge ni de sexe, à coups de machette et de houe. Crime des crimes, génocide de proximité, entre voisins, commis sous le nez d'une communauté internationale frappée d'une passivité coupable.

Paul Kagame saura s'en souvenir, jouer du sentiment de culpabilité de ces témoins torturés par leur mauvaise conscience pour gagner leurs soutiens. Mais au fond, il se dit que, décidément, il ne peut compter que sur lui-même. Ce sentiment prendrait lui aussi racine dans ses années ougandaises.

« Le mépris qu'il ressent à l'égard de la communauté internationale, de son cynisme diplomatique et de son hypocrisie humanitaire, est le produit de son expérience des guerres civiles ougandaises entre 1978 et 1986 », affirme Gérard Prunier. « L'Ouganda des années 1970-1980 est une jungle parsemée de cadavres où tout le monde trahit tout le monde. La communauté internationale qui avait – à bon droit – vilipendé Idi Amin s'en lave désormais les mains maintenant qu'il a disparu », écrit l'historien.

JEUNE GARDE TECHNOCRATIQUE

Elle mettra également du temps avant de se porter, après le génocide, au secours de ce pays à genoux. Paul Kagame, lui, a déjà un plan dont il est allé chercher loin l'inspiration, à Singapour, en étudiant la méthode de développement volontariste et hypercentralisée de feu Lee Kuan Yew, l'indéboulonnable premier ministre (de 1959 à 1990).

Pour se relever, le Rwanda mise donc sur le progrès technologique et la « redevabilité » de l'Etat vis-à-vis des investisseurs, des institutions financières internationales et des partenaires bilatéraux. Peu ou prou, tous sont conquis. Le renouvellement générationnel et le recours actif à la diaspora incitée au retour permettent à Paul Kagame de jouir seul du prestige de la guerre tout en promouvant une jeune garde technocratique qui lui doit tout, tendue vers le changement.

Et le pays a changé de visage : sécurité dans les rues, corruption résiduelle, propreté urbaine, amélioration des transports, de l'éducation et de la santé publique, explosion d'un tourisme de luxe, promotion de la finance verte et interdiction des sacs en plastique. Régulièrement accusé de piller les ressources minières de son voisin congolais, le Rwanda entend se positionner comme un hub régional de transformation des minerais. Le modèle hypercentralisé fonctionne. Le pays, pourtant enclavé, enregistre le plus fort taux de croissance de tous les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Mais pour le reste, et tout particulièrement l'idéologie ethnociste mortifère, la ligne est intangible. Paul Kagame l'exprimait déjà ainsi en 2014, lors d'un entretien au magazine *Jeune Afrique* : « La « rwandite » que nous prônons n'est pas la négation des diversités. On peut se revendiquer Tutsi, Hutu ou Twa, mais à condition que ce ne soit pas au détriment des autres. C'est tout et c'est clair. » ■

CHRISTOPHE CHATELOT

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Menaces, violences : en Belgique, l'importante diaspora mise au pas

Kigali est intervenu une vingtaine de fois depuis dix ans pour intimider ou réprimer les voix critiques

LE RENSEIGNEMENT BELGE CONFIRME SURVEILLER DE PRÈS LES ACTIVITÉS DES SERVICES RWANDAIS ET DE LEURS RÉSEAUX

Agents sous couverture chargés d'intimider l'opposition, espionnage électronique avec le logiciel Pegasus, actions coups de poing lors de manifestations avec un groupe de « gros bras » proche de l'ambassade, projets d'assassinats ciblés : le Rwanda mène en Belgique, où sa diaspora compte près de 30 000 personnes, une politique de répression sous diverses formes. C'est ce qui ressort de l'enquête « Rwanda Classified » sur le régime de Paul Kagame.

Le 23 mai 2023, la journaliste britannique Michela Wrong devait présenter son livre sur le Rwanda, *Do Not Disturb* (PublicAffairs, 2021), au restaurant africain L'Horloge du Sud, à Bruxelles. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu. « L'organisateur (...) m'a dit que le propriétaire du restaurant avait reçu des plaintes de partisans du régime rwandais en Belgique, mais aussi des courriels menaçants et des appels téléphoniques anonymes directement du Rwanda », raconte Michela Wrong.

Selon elle, on lui reprochait de nier l'existence du génocide, une accusation lancée régulièrement au visage de critiques de Kigali. Mission accomplie : L'Horloge du Sud a annulé l'événement, finalement déplacé dans un autre endroit. Ce qui ne décourage pas les soutiens du régime Kagame : toujours d'après la journaliste, les responsables de ce second lieu lui ont raconté que « trois hommes, d'apparence rwandaise, s'étaient présentés (...), mais ont été renvoyés. On peut supposer qu'ils voulaient saboter la rencontre. »

« Groupe d'intervention »

Quelques années plus tôt, la journaliste Canadienne Judi Rever, venue en Belgique pour des recherches sur le régime rwandais, avait dû être placée sous protection policière par la sûreté de l'Etat belge. Les thèses de M^{me} Rever sont considérées comme « négationnistes » par le régime et par une large partie des experts du génocide rwandais. Selon l'Organe de coordination pour l'évaluation de la menace, Judi Rever faisait l'objet d'une menace sérieuse. Deux gardes du corps et une voiture blindée avaient été mis à sa disposition.

En 2018, c'est au tour du journaliste Serge Ndayizeye d'être informé par la police belge que sa vie serait en danger. Le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS), le renseignement militaire belge, avait reçu des informations à ce propos, alors que le journaliste avait quitté les Etats-Unis pour se rendre en Belgique afin de couvrir une visite de Paul Kagame.

La traque des dissidents se fait également par voie numérique. Cinq cas d'infections de smartphones par le logiciel espion Pegasus liés au Rwanda en Belgique ont été révélés par des enquêtes journalistiques. Les campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux constituent une autre forme d'intimidation. Filip Reyntjens, professeur émérite à l'université d'Anvers et spécialiste du Rwanda, a déjà dû faire face au harcèlement en ligne de trolls sur Twitter (désormais X). Selon nos informa-

tions, l'actuel ambassadeur du Rwanda aux Pays-Bas, Olivier Nduhungirehe, utilise ainsi le compte @ndoligitare sur X pour s'en prendre à des voix critiques du régime.

Les menaces ou intimidations ne sont pas réservées aux journalistes. Le 5 juin 2018, Paul Kagame est reçu en audience par le roi Philippe. Les partisans du président rwandais sont rassemblés devant l'entrée du lieu culturel Tour & Taxis, à Bruxelles. Des opposants aussi. Parmi ces derniers, Charles Ndereyehe, un dissident qui a obtenu l'asile aux Pays-Bas et est accusé de crimes de guerre par le Rwanda, est de la partie. « J'ai vu trois hommes de l'autre côté de la route [qui] regardaient leur téléphone portable », peut-on lire dans un procès-verbal rédigé par la police néerlandaise après que M. Ndereyehe a porté plainte pour agression. Ils ont « traversé la route et se sont dirigés vers nous. J'ai entendu l'un des hommes nous parler en kinyarwanda. Il nous a demandé si nous étions venus pour la manifestation. (...) Immédiatement après avoir répondu par l'affirmative à la question (...), j'ai reçu un coup à la tête. »

Un incident similaire en marge d'une précédente visite de Kagame à Bruxelles est raconté dans un article publié par l'association Jambo, en 2019. Les partisans de Kagame accusent cette organisation bruxelloise pour « la paix, la justice, la coexistence et le développement » de la région des Grands Lacs d'être composée de « fils et filles de génocidaires » – ce que dément Jumbo, évoquant une tentative du régime de « discréditer » l'organisation. L'article de Jambo décrit un incident survenu au Parc royal de Bruxelles, en 2014. « Une vingtaine de personnes nous ont encerclés, raconte un ancien président de Jambo. Petit à petit, ils ont commencé à nous menacer, certains ont sorti des couteaux pour nous intimider. La réunion a été écourtée car de nombreux participants s'étaient enfuis. »

Selon Jambo, il s'agissait du travail d'un « groupe d'intervention », qui aurait « vu le jour au courant de l'année 2014 sous la forme d'un service de sécurité et de renseignement officieux pour le compte des autorités rwandaises en Europe ». Ce groupe serait dirigé depuis l'ambassade du Rwanda à Bruxelles par un homme accrédité comme diplomate de haut rang depuis dix ans, mais qui serait, d'après nos informations, un officier de renseignement des services secrets rwandais (NISS). L'ambassade du Rwanda et ce dignitaire n'ont pas répondu à nos questions.

Sachant que le régime Kagame est soupçonné d'avoir ordonné l'assassinat de dissidents et d'op-

posants en Afrique, avec plusieurs cas documentés, la diaspora en Belgique est tentée de voir la main du régime derrière chaque décès un peu suspect. Pour Guy Rapaille, l'ancien président du Comité permanent de contrôle des services de renseignement en Belgique, des commandos de tueurs rwandais sont bien actifs en Europe.

L'enquête « Rwanda Classified » n'en a trouvé aucune trace en Belgique. Mais des indices sérieux montrent que des tentatives d'assassinat auraient pu être lancées. A l'exemple du Belgo-Rwandais Paul Rusesabagina, qui a inspiré le film hollywoodien *Hôtel Rwanda*, condamné pour « terrorisme » à Kigali avant d'avoir bénéficié d'une libération anticipée en 2023 grâce à la pression américano-belge. En 2018, alors qu'il vivait encore à Crainhem, dans la périphérie de Bruxelles, M. Rusesabagina avait reçu des informations selon lesquelles un complot était ourdi contre lui. Une enquête avait été ouverte par le parquet fédéral belge, finalement classée sans suite. M. Rusesabagina a ensuite été enlevé pour être jugé et condamné au Rwanda quelques années plus tard.

« Prudemment positifs »

« Le Rwanda est particulièrement intéressé à contrer ce qu'il considère comme une « idéologie du génocide », analysent des sources bien informées parmi les autorités belges. Il s'agit d'un terme assez large qui peut englober tout, depuis diverses histoires sur le génocide perpétré contre les Tutsi jusqu'à l'opposition politique au gouvernement actuel. Bien que cela puisse être un objectif légitime dans une certaine mesure, les actions de l'Etat rwandais ont impliqué des activités clandestines inacceptables. Il s'agit notamment d'actions contre la diaspora rwandaise en Belgique – depuis la surveillance active jusqu'aux actes de violence – mais aussi de tentatives d'influencer l'opinion politique et publique belge. »

Le SGRS confirme continuer à surveiller de près les activités des services de renseignement rwandais et de leurs réseaux, en coopération avec ses partenaires nationaux : « Une meilleure relation avec le Rwanda serait la bienvenue, mais exigerait que Kigali s'abstienne de toute action qui porte atteinte à cette relation. »

Selon nos informations, la question des ingérences rwandaises a été soulevée par le général Stéphane Dutron, le nouveau chef du SGRS, auprès de ses homologues à Kigali. « En octobre 2023, j'ai eu une conversation très ouverte avec les deux services de renseignement rwandais, dont le NISS », confirme M. Dutron. Selon lui, les autorités rwandaises auraient compris le message : « Nous sommes prudemment positifs sur ce que nous observons depuis sur notre territoire national : le message semble être clairement passé. » ■

LOUIS COLART
ET JOËL MATRICHE (« LE SOIR »)

Cette enquête a été réalisée avec le concours du magazine « Knack », de la RTBF et de Forbidden Stories.

«RWANDA CLASSIFIED»

Un système de soft power extrêmement efficace

Bien qu'impliqué dans les troubles en RDC, Kigali s'attire la mansuétude des pays africains et de l'Occident

Petit pays enclavé au poids économique limité, le Rwanda, dont le président, Paul Kagame, devrait être réélu le 15 juillet lors d'une élection jouée d'avance, a su devenir un acteur incontournable pour plusieurs grandes puissances en Afrique, à commencer par la France.

Malgré le soutien militaire de Kigali à la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), documenté par les experts des Nations unies, les demandes de sanctions internationales réclamées par Kinshasa restent pour l'instant lettre morte. Et n'empêchent pas nombre de chancelleries occidentales, Paris en tête, de déployer d'importants efforts diplomatiques pour renforcer leur relation avec Kigali. «*C'est un pôle de stabilité dans la région et sur le continent africain sur lequel la France compte s'appuyer pour sortir du pré carré de ses anciennes colonies*», estime un diplomate français.

Comme l'illustre l'enquête «*Rwanda Classified*», menée par *Le Monde* et le collectif Forbidden Stories, le Rwanda a su se rendre indispensable à la communauté internationale en Afrique. Et le pays est devenu ce que les Anglo-Saxons appellent un «*donor darling*», autrement dit un «*chouchou*» des bailleurs de fonds qui apprécient la rentabilité de leurs investissements et la solvabilité de leur créancier.

Fin avril, soit quelques jours après la visite à l'Élysée du président congolais, Félix Tshisekedi, durant laquelle Emmanuel Macron a redemandé le retrait des militaires rwandais de RDC, la commission militaire mixte franco-rwandaise se réunissait à Paris pour faire le point sur la coopération sécuritaire entre les deux pays. «*Une coopération modeste mais bien réelle dans le domaine de la formation*», selon une source officielle française.

Statut de «pays sûr»

Sur le continent africain également le Rwanda est ménagé. Les organisations régionales – la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ou la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) – ont certes envoyé, chacune à leur tour, des contingents armés censés pacifier les Kivus. Mais les premiers sont repartis au bout d'un an tandis que les seconds se déploient depuis janvier à reculons. Quant à l'Union africaine (UA), dont la présidence tournante est actuellement assurée par le chef de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Ghazouani, elle regarde ailleurs.

Le Rwanda semble fasciner davantage qu'il repousse. Le 11 mai, Bassirou Diomaye Faye, nouveau président du Sénégal, recevait son premier hôte étranger depuis son élection le 2 avril. Il n'était autre que Paul Kagame. Dans la foulée, le chef de l'Etat rwandais, dont la longévité au pouvoir depuis 1994 fait rêver plus d'un de ses pairs, s'envolait pour Conakry. Il y était reçu, là aussi, avec tous les honneurs, par le chef de la junte militaire, Mamadi Doumbouya. Ni au Sénégal ni en Guinée, il ne fut publiquement question de solidarité avec Kinshasa.

Il y eut en revanche, à longueur d'articles de presse, des louanges sur les positions panafricanistes de Paul Kagame. Lui qui n'a pas renoncé à réveiller une Union africaine toujours léthargique ni à réformer son fonctionnement. Lui

**LE RWANDA
EST LE TROISIÈME PLUS
GROS CONTRIBUTEUR
DU MONDE
AUX MISSIONS
DE MAINTIEN DE LA PAIX
DES NATIONS UNIES**

qui, souverainiste sourcilieux au regard d'acier, tient la dragée haute aux grands de ce monde.

A Dakar comme à Conakry, il fut question, en revanche, d'investissements rwandais et de coopération dans le domaine sécuritaire, au sens large. Les uns et les autres veulent s'inspirer de l'expérience rwandaise pour dématérialiser leur administration, lutter contre la corruption, sécuriser les rues des villes et les campagnes. Apprendre comment constituer une armée capable de se projeter à des milliers de kilomètres de ses casernes, d'inspirer le respect de ses partenaires et la confiance des populations. Bref, une armée productrice de sécurité et pas de coups d'Etat.

Pas un mot non plus au sujet de l'accord, controversé, signé avec le Royaume-Uni, pour l'accueil de demandeurs d'asile. Londres poursuit avec Kigali son projet, lancé en avril 2022, visant à expulser les migrants arrivés illégalement sur son sol vers le Rwanda. Un service qui devrait valoir à ce dernier un versement de 370 millions de livres sterling (431 millions d'euros), soit dix fois le montant de l'aide au développement annuelle qu'accorde Londres à Kigali. «*On n'entend plus parler du M23 outre-Manche*», glisse un diplomate français.

Mieux, afin de contourner les réserves des parlementaires britanniques inquiets de l'envoi de demandeurs d'asile dans un pays critiqué par des organisations de défense des droits humains pour ses entorses au respect de la liberté politique et d'expression, le chef du gouvernement anglais a fait passer un texte attribuant au Rwanda le statut de «*pays sûr*».

«*Le régime de Kagame sait placer ses pions*», commente, admiratif, un ambassadeur européen, comme l'illustre l'influence croissante du Rwanda. En Centrafrique, affaibli par des rébellions et des putschs à répétition depuis son indépendance en 1960, c'est une Rwandaise, Valentine Rugwabiza, qui dirige la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), créée en 2014. «*Une idée française alors que Paris retirait ses derniers soldats de RCA et que la France cherchait à réchauffer ses relations avec le Rwanda*», explique une source française. En plus de fournir le plus gros contingent de casques bleus, Kigali a envoyé des troupes supplémentaires, à la demande de Bangui, pour former des unités centrafricaines et participer, aux côtés des mercenaires russes, à la sécurité du président Touadéra.

Le Rwanda est le troisième plus gros contributeur du monde aux missions de maintien de la paix des Nations unies et le premier même, rapporté à la taille de sa population. En janvier, 6 000 casques bleus rwandais étaient déployés. Cette coopération militaire a souvent des ramifications financières : des dizaines d'investisseurs rwandais se sont implantés en Centrafrique –



Paul Kagame (au centre), lors de la Journée du Rwanda, à Washington, le 3 février. CYRILE NDEGEYA/ANADOLU VIA AFP



Emmanuel Macron avec Paul Kagame (à droite), au salon Viva Technologies, à Paris, le 24 mai 2018. MICHEL EULER/AFP

y compris dans le secteur minier, où l'on retrouve une filiale de la holding Crystal Ventures, bras financier du Front patriotique rwandais (FPR), le parti de Paul Kagame.

«*Kigali a développé une diplomatie en treillis, qui permet ensuite à des entreprises privées liées au pouvoir d'investir*», résume un consultant dans le domaine de la sécurité. «*Nous investissons aussi dans d'autres pays d'Afrique, comme au Congo ou au Kenya*», souligne Nelly Mukazayire, directrice adjointe de l'agence de promotion Rwanda Development Board.

Et, bientôt, sans doute, au Mozambique. Dans l'extrême nord de ce pays, dans la province du Cabo Delgado, 3 000 militaires et policiers rwandais participent à la lutte contre une insurrection djihadiste locale. Les soldats du

**MIEUX QUE PERSONNE,
KAGAME CONNAÎT
LA VALEUR DU CAPITAL
DE SYMPATHIE
QUE LUI CONFÈRE
LE «CRIME
DES CRIMES»**

Rwanda, dont le déploiement bénéficie d'un financement européen soutenu à l'origine par la France, y sécurisent également les installations de TotalEnergies, qui tente de relancer les activités liées à son mégaprojet gazier au large des côtes mozambicaines. Des hommes dirigés par le général-major rwandais Alexis Kagame (sans lien de parenté

avec le président), dont le rôle de commandement dans des attaques commises par les troupes rwandaises en 2022 en RDC a été dénoncé par la Mission des Nations unies en RDC, dans une note confidentielle que *Le Monde*, Forbidden Stories et ses partenaires ont consultée. Cela n'a en rien empêché qu'il soit nommé quelques mois plus tard, en juin 2023, à la tête d'une mission de maintien de la paix au Mozambique.

Mieux que personne, Paul Kagame connaît la valeur du capital de sympathie que lui confère, sur la scène internationale, le «*crime des crimes*» qui fut perpétré dans son pays. Il sait forcer les alliances avec ceux que tiraille un sentiment de culpabilité vis-à-vis du massacre de 800 000 Tutsi par leurs compatriotes hutu fanatisés par un régime extrémiste. La

France est l'un de ceux-là, coupable d'avoir soutenu le régime du président Juvénal Habyarimana (1973-1994), qui préparait le pire aux yeux de tous. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, en 2017, la France n'a pas ménagé ses efforts pour se rapprocher du Rwanda.

Symboliquement, Paris a ainsi «*offert*», en octobre 2018, la présidence de l'Organisation internationale de la francophonie à Louise Mushikiwabo. Elle était ministre des affaires étrangères quand le Rwanda avait rejoint le Commonwealth en 2009, signifiant sa rupture avec la France. Le climat entre les deux pays s'est depuis réchauffé, sans toutefois altérer les relations du Rwanda au sein de l'organisation créée sur les cendres de l'ancien empire britannique. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

Opposants et proches du régime ciblés par Pegasus

Pendant des années, l’arsenal de surveillance et de répression s’est appuyé sur le logiciel espion de NSO

Inépuisable, l’opposante rwandaise Diane Rwigara a annoncé, le 8 mai, son intention d’être candidate à la prochaine élection présidentielle, le 15 juillet. Cinq ans plus tôt, la fille d’Assinapol Rwigara, ancien financier du parti présidentiel, mort en 2015 dans un accident de voiture dénoncé par sa famille comme un assassinat, avait déjà essayé, en vain, de s’opposer à Paul Kagame. Une tentative qui s’était transformée en calvaire : des images présentées comme des photos d’elle nue avaient été diffusées en ligne, sans que leur origine soit identifiée, et sa candidature avait été invalidée par la Commission électorale, qui lui reprochait des falsifications de signatures. Quelques mois plus tard, après la réélection de Kagame, l’opposante avait été arrêtée et inculpée, entre autres, pour « incitation à l’insurrection ».

Après avoir passé un an en prison, Diane Rwigara a finalement été acquittée en décembre 2018, ainsi que sa mère, Adeline, et ses quatre autres coaccusés. Mais la pression des autorités ne s’est pas arrêtée. A peine trois mois plus tard, selon les informations du *Monde* et de *Forbidden Stories*, qui ont enquêté sur la face sombre du régime Kagame, le numéro de téléphone de sa sœur, Anne Rwigara, apparaissait dans une liste de numéros désignés comme de possibles cibles à infecter au moyen du puissant logiciel espion Pegasus.

Infections « zéro clic »

Anne Rwigara a été, selon nos informations, sélectionnée par l’utilisateur rwandais de Pegasus, un outil qui est vendu exclusivement aux polices et services de renseignement par l’entreprise israélienne NSO. En 2021, le « Projet Pegasus », une enquête internationale s’appuyant sur plus de 50 000 numéros de téléphone potentiellement ciblés par le logiciel, avait permis de révéler que l’avocat de la famille, Gatera Gasahabana, avait été sélectionné lui aussi par le Rwanda dans Pegasus, tout comme au moins un journaliste ayant couvert le procès.

Faute d’avoir pu analyser son téléphone, il n’est pas possible de savoir si le logiciel espion, capable de s’immiscer discrètement sur l’appareil de ses victimes, a bien



L’opposante Diane Rwigara (au premier plan), après son procès par la Haute Cour de Kigali, le 6 décembre 2018. CYRIL NDEGEYA/AFP

servi à écouter la sœur de l’opposante. Anne Rwigara, qui vivait aux Etats-Unis, est morte en décembre 2023, dans des circonstances troubles, alors qu’elle se plaignait depuis plusieurs jours de violents maux de ventre.

Mais l’enquête menée par dix-sept médias, dont *Le Monde*, et coordonnée par *Forbidden Stories* montre une fois de plus que le logiciel espion, officiellement vendu pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme, est quasi systématiquement utilisé à des fins politiques. Anne Rwigara n’est, dans les données analysées par *Le Monde* et *Forbidden Stories*, qu’un exemple parmi tant d’autres. Contactées, les autorités rwandaises n’ont pas répondu aux sollicitations de *Forbidden Stories* à ce sujet.

De précédentes enquêtes, en 2021, avaient montré que plusieurs personnes d’intérêt pour les autorités rwandaises vivant en

LE GOUVERNEMENT RWANDAIS A TOUJOURS NIÉ ÊTRE UTILISATEUR DU LOGICIEL. MAIS UN CONTRAT A BIEN ÉTÉ SÉCURISÉ EN 2017

Belgique avaient été espionnées par Pegasus. Parmi elles, Carine Kanimba, fille de l’opposant Paul Rusesabagina, ou encore le journaliste Peter Verlinden et son épouse. Une enquête judiciaire belge est toujours en cours.

Mais cet outil très puissant a également servi à espionner des proches ou anciens proches de Paul Kagame, ainsi que de vieux rivaux. En avril 2018, James Musoni, qui a occupé de nombreux postes ministériels auprès du chef de l’Etat, est exclu du

gouvernement dans un remaniement aux circonstances floues. Dans le même temps, celui qui est aujourd’hui ambassadeur au Zimbabwe et au Botswana a été sélectionné à plusieurs reprises dans Pegasus. En 2018 et 2019, une autre figure rwandaise, Nshuti Manasseh, alors président de la société Crystal Ventures – une holding contrôlée par le parti présidentiel –, a été sélectionné lui aussi à maintes reprises par le client rwandais de Pegasus. Ces deux officiels rwandais n’ont pas répondu aux sollicitations du *Monde*.

L’ancien ministre de la justice de Kagame, Tharcisse Karugarama, a également été sélectionné, ainsi qu’un de ses fils, Matthew, à la fin de l’année 2017, selon nos informations. Il n’a pas été possible de déterminer pour quelles raisons les autorités rwandaises s’intéressaient de près à M. Karugarama à cette période précise, mais

l’ancien proche du président, ministre de la justice pendant sept ans, est tombé en disgrâce en 2013. A l’époque, il avait été exclu du gouvernement après qu’un article du *Guardian* l’avait cité parmi les ministres jugeant préférable que Paul Kagame ne se représente pas pour un troisième mandat en 2017. Des propos que M. Karugarama avait par la suite attribués à une incompréhension du quotidien britannique.

« Ce n’est pas surprenant, explique John Scott-Railton, chercheur au laboratoire canadien Citizen Lab, en pointe sur l’industrie de la cybersurveillance. Dans un régime autocratique, les plus proches alliés du président sont parfois ceux qui doivent être les plus paranoïaques. »

Avec Pegasus, les autorités ont trouvé, dès 2017, une alternative idéale : initialement déployé à l’aide de liens malveillants envoyés par SMS, le mouchard de

NSO est devenu, à la fin des années 2010, une référence mondiale, en développant des méthodes d’infection dites « zéro clic », permettant d’espionner un téléphone sans que son propriétaire puisse se défendre ni être averti.

Le gouvernement rwandais a toujours nié être utilisateur du logiciel, quand bien même les ciblagés d’opposants et de journalistes rwandais ne cessaient de fuir dans la presse. Selon les informations de *Forbidden Stories* et de ses partenaires, un contrat a bien été sécurisé en 2017. Des négociations d’autant plus aisées que le pays entretient des relations privilégiées avec Israël, et son tissu industriel sécuritaire.

A demi-mot

Aujourd’hui, selon les informations du *Monde* et de ses partenaires, les autorités rwandaises ont perdu l’accès au logiciel Pegasus depuis 2021. Ce que confirme à demi-mot NSO, dans un communiqué envoyé au consortium : « En raison de contraintes réglementaires, nous ne pouvons confirmer ou nier l’identité de clients spécifiques. Cependant, nous souhaitons souligner que NSO n’a plus de clients actifs au Rwanda depuis 2021. » La société, dont le produit a été utilisé dans le monde entier pour réprimer opposants et journalistes, a aussi rappelé avoir mené des enquêtes internes ayant abouti, « dans certains cas, à la clôture de relations avec des clients ».

Si l’entreprise ne donne pas de date plus précise, 2021 fut une année pour le moins chaotique pour l’entreprise israélienne : en décembre, l’agence Reuters révélait que le logiciel espion avait été utilisé pour cibler au moins neuf employés du département d’Etat américain travaillant en Ouganda ou sur des dossiers est-africains.

Il est peu probable, selon nos informations, que le client rwandais de Pegasus soit derrière cette surveillance. Mais l’« affaire ougandaise » a été le point de départ d’une réponse sévère des autorités américaines, qui ont alors enchaîné les sanctions contre l’industrie de la surveillance, au premier rang desquelles NSO, placée, depuis trois ans, sur une liste noire du département du commerce. ■

FLORIAN REYNAUD
ET PHINEAS RUECKERT
(FORBIDDEN STORIES)

L’impossible enquête sur la mort du journaliste John Ntwali

Le reporter indépendant a été tué en janvier 2023 dans un accident de la route, mais beaucoup mettent en doute la version officielle

Ai-je le droit de ne pas répondre à cette question ? » Voilà près d’une heure que ce volubile journaliste, qui souhaite préserver son anonymat, nous raconte son parcours, son métier et les « lignes rouges » à ne pas franchir dans son pays, le Rwanda. Mais interrogé sur l’accident qui a coûté la vie à son collègue John Williams Ntwali en janvier 2023, il marque un temps d’arrêt et décline. Murmurant : « Je lui avais dit qu’un jour il se ferait tuer. »

La version officielle de la mort de John Williams Ntwali, 43 ans, rédacteur en chef du journal *The Chronicles* et fondateur de la chaîne YouTube Pax TV-Ireme News, est pourtant celle d’un accident de la route. Selon les déclarations de la police et le jugement du procès consacré à l’affaire, que nous nous sommes procurés, il

occupe l’arrière d’une moto-taxi de Kigali quand il est percuté par un taxi, dans la nuit du 17 au 18 janvier 2023. Un accident banal. Mais à Kigali aujourd’hui, à la seule évocation de son nom ou de l’accident qui lui a coûté la vie, les mines se figent et le silence s’installe.

« Il avait peur »

« John m’avait dit qu’il avait peur, confie anonymement un ami exilé contacté par le journaliste peu avant sa mort. Il avait reçu des menaces provenant des services de renseignement lui disant qu’il allait être assassiné : “On va te rouler dessus quand tu seras à moto.” »

Un procès a beau s’être tenu après sa mort, les doutes persistent. Au point qu’en mars 2023, 86 ONG, dont Amnesty International, la Fédération africaine des journalistes et le Comité pour la

protection des journalistes, réitèrent leur appel pour « l’ouverture d’une enquête indépendante, impartiale et efficace sur la mort du journaliste rwandais ». Car plusieurs éléments restent flous ou contradictoires. Si le journaliste meurt officiellement dans la nuit du 17 au 18 janvier 2023, l’annonce de son décès n’a lieu que le 19 janvier en fin de journée. La localisation précise des événements et l’heure de l’accident vont aussi évoluer au fil des déclarations.

La mort de John Williams Ntwali, « dernier journaliste indépendant » du Rwanda selon son confrère Anjan Sundaram, s’inscrit dans un pays hostile à la presse. Dans *Bad News. Derniers journalistes sous une dictature* (Marchialy, 2018), Anjan Sundaram a recensé 60 cas de journalistes rwandais « ayant dû faire face à des difficultés après

avoir critiqué le gouvernement », entre 1995 et 2014, de l’exil forcé à l’assassinat, en passant par l’arrestation. En 2024, le pays occupe la 144^e place sur 180 du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. « Ces dernières années, les journalistes qui ont tenté de diffuser des informations sensibles ou critiques via les médias en ligne, notamment sur YouTube, ont été lourdement condamnés », note l’organisation.

« Quand vous êtes journaliste indépendant, au vrai sens du terme, vous êtes candidat à la prison », professait d’ailleurs John Williams Ntwali auprès de *La Libre Afrique*, en décembre 2021. « Il essayait de couvrir un grand nombre de questions sociales et relatives aux droits humains, explique Clémentine de Montjoye, chercheuse à Human Rights Watch. Il était l’une des rares

personnes critiques à l’égard des autorités à en rendre compte et à donner une voix aux personnes confrontées à ces violations. »

En novembre 2021, sur Twitter, un compte anonyme dresse la liste des « youtubeurs minimisant le génocide contre les Tutsi ou voulant semer le chaos dans l’opinion publique ». Cinq des sept noms sont marqués d’une croix rouge, désignant des personnes déjà arrêtées. Parmi les deux noms restants figurent ceux de John Williams Ntwali et d’une journaliste ayant depuis réussi à fuir le pays. D’après une enquête judiciaire belge, ce compte appartiendrait à Olivier Nduhungirehe, l’actuel ambassadeur du Rwanda aux Pays-Bas. John Williams Ntwali avait bien compris le message. Il avait peur.

« Dans les mois précédant sa mort, il nous a dit qu’il recevait la vi-

sité des services de sécurité et des appels téléphoniques le menaçant, lui disant de se plier à la ligne et d’arrêter ses reportages critiques », se souvient Clémentine de Montjoye. Le soir même de son décès, il confie ses craintes à deux personnes que nous avons pu retrouver. Il leur affirme être suivi et explique que se savoir dans le viseur du Service national de renseignement et de sécurité du Rwanda.

En 2021, face aux caméras de M6, John Williams Ntwali prophétisait : « On ne sait pas ce qui va nous arriver, mais on sait qu’un jour, et pas tard, quelque chose va nous surprendre. » ■

CÉCILE ANDRZEJEWSKI
(FORBIDDEN STORIES)

Samuel Baker (M28 Investigates) et Christina Schmidt (« Die Zeit ») ont contribué à cet article.



en vente
actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Collection

**CHEFS-D'ŒUVRE
EN MINIATURE**

COLLECTION DES ESSENTIELS DE LA LITTÉRATURE EN VERSION INTÉGRALE



Actuellement en vente,
le volume n° 16
ÉLOGE DE LA FOLIE

Nos services

Lecteurs

Abonnements


Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde
carnet@publicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

WWW.DOCUMENTS.FR





Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Villeneuve-la-Roi.

M^{me} Michelle Adenis,
son épouse,
M. Jean-Marc Adenis,
ses fils,
Audrey, Sarah, Bruno et Romain,
ses petits-enfants,
Carole et Edouard, Benoit et Mathilde,
sa belle-famille,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. André ADENIS,

survenu le 25 mai 2024,
à Villeneuve-la-Roi,
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La crémation aura lieu le 6 juin,
à 11 heures, au crématorium du Val-de-Bièvre.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, rue Marcel-Risser,
94290 Villeneuve-la-Roi.
andre.adenis@wanadoo.fr

Janine, Dominique, Rhédi et Hussein,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Marcie AÏT-OUYAHIA,
née PORTELLI,

survenu à Paris, le 23 mai 2024, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

S'associent à leur douleur les familles Kara Slimane, Aït-Ouyahia et Hadjprimos.

108, avenue Ledru-Rollin,
75011 Paris.

M. Gabriel Durand,
son fils,
M. Olivier Beytout,
son époux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone BEYTOUT,
née BOUCHEREAU,

survenu le 19 mai 2024.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris, le 2 mai 2024, de

Alain BRIOTTET,
ancien ambassadeur de France,
commandeur
de la Légion d'honneur.

La bénédiction et l'inhumation ont eu lieu au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Directrice adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Maryline Baumann, Philippe Broussard, Nicolas Chapus, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerni, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Paris,

M^{me} Françoise Coste, née Peyrot,
son épouse,
Emmanuel Coste, Elisabeth Meunier,
Delphine Coste et Olivier Coste,
ses enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

M. Jacques Henri COSTE,

survenu le 21 mai 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-quinze ans,

Les obsèques auront lieu dans
l'intimité familiale.

Marc Dondey,
son époux,
Luisa Dandolo,
sa sœur,
Christine et Patrick,
Philippe et Sophie,
Laurent et Nicky,
Leslie et Olivier,
ses beaux-frères et belles-sœurs
et leurs conjoints, conjointe ou
compagne,
leurs enfants
et leurs familles,

Sa famille en Italie et aux États-
Unis,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Francesca DANDOLO,
présidente
de l'Association des jardiniers
du 4^e arrondissement,
ancienne cadre
de France Télévisions,
Disney Channel et Gaumont,
ancienne conseillère municipale
EELV à la mairie
du 4^e arrondissement de Paris,
ex-ambassadrice
du Pacte européen pour le climat,

survenu le 14 mai 2024, à l'âge de
soixante-sept ans, à Paris.

La crémation a eu lieu dans
l'intimité le lundi 27 mai, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e.

Un hommage lui sera rendu le
dimanche 16 juin, à 14 heures, à
l'Académie du Climat, ancienne
mairie du 4^e arrondissement, 2, place
Baudoyer, Paris 4^e.

Pas de fleurs, des plantations en
souvenir de Francesca auront lieu au
jardin du Clos des Blancs-Manteaux,
Paris 4^e.

Dons bienvenus à l'Institut Curie
ou à l'Institut Gustave Roussy.

L'inhumation se déroulera
ultérieurement au cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue de la Sœur-Rosalie,
75013 Paris.

marc.dondey@orange.fr
luisa.dandolo@gmail.com

Jérôme d'Enfert,
son mari,
Benjamin et Maxime,
ses enfants,
Margherita,
sa belle-fille,
Léo,
son petit-fils,
Ses frères et sœurs,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Annie d'ENFERT,
née ROCHWERG,

survenu le 23 mai 2024.

La cérémonie aura lieu à Paris, en la
salle de la Coupole, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le
jeudi 6 juin, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez
faire un don à l'Institut Curie.

Sylvie Ferricelli, née Filliat,
son épouse,
Françoise Donati, née Ferricelli,
sa fille,
Guy Donati,
son gendre,
leurs fils, Jean-Baptiste, David, Lucas
et Angelo,
leur petit-fils, Numa,
Alain Ferricelli,
son fils,
Anne-Olivia Belzidsky,
sa belle-fille,
leurs filles, Ava et Ella,
Lucienne Giudicelli, née Ferricelli,
sa sœur,
François Giudicelli,
son neveu,
Isabelle Giudicelli,
sa nièce,
leurs enfants et petits-enfants,
Antoinette Pelletier,
sa belle-sœur,
ses enfants et petits-enfants,
Christine et Jacques Perronnet,
Brigitte Filliat,
ses belles-sœurs et son beau-frère,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses amis et collègues,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Jean-André FERICELLI,
professeur émérite
à l'université Paris-Panthéon-Assas,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 17 mai 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Un hommage lui sera rendu
le samedi 1^{er} juin, à 11 h 30, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e.

Anne Ferrari,
son épouse,
Florence et Alexis Ferrari,
ses enfants,
Caroline, Malo, Zoé et Eliott Ferrari,
sa belle-fille et ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

Jean FERRARI,
docteur en philosophie,
ancien doyen
de l'université de Dijon,
ancien professeur
à l'université de Dijon
et à la faculté des lettres
de Rabat,
ancien conseiller culturel
à Vienne et à Rome,

survenu le 21 mai 2024,
à Rabat (Maroc).

Ses obsèques ont eu lieu à Rabat, le
25 mai, et seront suivies ultérieurement
d'une cérémonie à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Bani Mtir,
Rabat (Souissi), Maroc.
anneferrari@sfr.fr

M. Adrien Goetz,
président,
M. Laurent Petitgirard,
secrétaire perpétuel
Et les membres et correspondants
de l'Académie des beaux-arts,
Le personnel de la Maison et des
jardins Claude Monet - Giverny,

ont la tristesse de faire part du décès
de leur confrère,

Hugues R. GALL,
membre de la section
des membres libres
de l'Académie des beaux-arts,
membre de l'Institut,
commandeur
de la Légion d'honneur,
grand officier
dans l'ordre national du Mérite,
commandeur
dans l'ordre des Palmes académiques,
commandeur
dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le samedi 25 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Académie des beaux-arts,
23, quai de Conti,
75270 Paris Cedex 06.

Alice Gendreau-Mouchel,
sa fille,
Clément Calleja,
son gendre,
Blanche et Gabriel,
ses petits-enfants,
Monique Chemillier-Gendreau,
Christiane Boutet,
Francis Gendreau,
ses sœurs et frère,
Guy Audebert,
son beau-frère,
Ses neveux et nièces
Et ses proches,

ont le chagrin de faire part du décès de

Pascal GENDREAU,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'ENA
(promotion Thomas More)
et de l'École centrale de Paris
(promotion 1966),

survenu le 18 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale.

Contact :
alice.gendreaumouchel@gmail.com
chemgen@orange.fr
gendreau.francis2023@free.fr

Paris. Poitiers.

Marie-Claire,
son épouse,
Matthieu, Cécile, Juliette,
ses enfants
ainsi que leurs conjoints,
Ses petits-enfants
Et son arrière-petite-fille
Ainsi que toute la famille,

ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre LUSSON,

survenu à l'âge de quatre-vingt-treize
ans.

La cérémonie aura lieu le
mardi 3 juin 2024, à 11 heures, au
crématorium de Poitiers.

Pierre repose à la chambre funéraire,
23, rue Gustave-Eiffel, à Poitiers.

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

Pompes funèbres Philæ,
L'Améthyste,
86360 Chasseneuil-du-Poitou.

Daniel Schick, Serge Schick,
ses fils,


Valentine et Boris Schick,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Valentin SCHICK,
né le 21 août 1924,
à Saint-Petersbourg,

survenu au cours de sa centième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 31 mai 2024, à 12 heures, en
la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky,
12, rue Daru, Paris 8^e.



V
signa
proje
d
exposi
coll
conféren
CO
Cour

Le M

Pour toute i
carnet@m
Prix à la ligne

Pascal Prier,
Didier et Gérard (†) Simon,
des enfants,
Claudine et Jean-Baptiste,
sa belle-fille et son gendre,
Julien, Albertine, Romain, Arnaud,
Guillaume, Grégoire, Perrine,
Clémentine, Anthony, Alexis, Nicolas,
ses petits-enfants,
Joseph, Saul, Barthélémy, Elise,
Margaux, Joshua, Sarah, Armael,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu de

Monique SIMON,
née PETIT.

L'Eucharistie des funérailles a été
célébrée le mercredi 29 mai 2024,
à 10 h 30, en l'église Notre-Dame,
rue de la Paroisse, à Versailles.

Pascal Prier,
5, rue des Renaudes,
75017 Paris.

Didier Simon,
51, avenue du Général de Gaulle,
78290 Croissy-sur-Seine.

L'enterrement de

Nicole ZAND AMALRIC,

aura lieu le samedi 1^{er} juin 2024, à
14 heures, au cimetière parisien de
Bagneux, où elle rejoindra ses parents

Simon et Mélanie ZAND.

La famille, les amis se retrouveront
devant l'entrée principale du cimetière,
15, avenue Marx-Dormoy, à Bagneux
(Hauts-de-Seine).

Anniversaire de décès

Il y a dix-sept ans,

Fabian-Cyril BOISSON

nous quittait.

Il a rejoint,

Chaim et Sarah KERBER,
ses grands-parents

et je pense à sa tante,

Nathalie KERBER.

Je t'aime et je te pleure tous les
jours.

Ta maman.

Commémoration

**Commémoration de la déportation
des Juifs de France** par l'association
« Les Fils et Filles des Déportés Juifs de
France » et le Mémorial de la Shoah,
avec le soutien de la Fondation pour la
Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des
déportés du **convoi n° 75** partis, il y a
80 ans, du camp de Drancy pour le
camp d'extermination d'Auschwitz-
Birkenau.

Jeudi 30 mai 2024, à 12 heures.

Lecture des noms des 1000 déportés,
dont 110 enfants, du convoi n° 75. Seuls
39 déportés sont revenus.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
75004 Paris.

Renseignements :
Tél. : 01 53 01 12 24.
Courriel :
lieux@memorialdelashoah.org

os
ures
ctions-
ébats
tions
oques
ces
ncerts
;

nde
Le Carnet

ormation :
blicité.fr
3,60 € TTC.

A Beaubourg, le sacre de la bande dessinée

Avec « La BD à tous les étages », cinq expositions simultanées célèbrent, à Paris, un art longtemps négligé

EXPOSITION

Profusion de bulles, bain d'effervescence à Beaubourg. Jamais la bande dessinée n'avait été célébrée de la sorte par une grande institution culturelle. Cinq expositions en simultané, plus de 1 000 originaux présentés, des débats, des concerts dessinés, des ateliers, des strips créés pour l'occasion publiés sur Instagram... Un an avant sa fermeture pour travaux (2025-2030), le Centre Pompidou, à Paris, a décidé de s'abandonner à cette grande oubliée des politiques culturelles.

Mauvaise fille de la littérature et des beaux-arts, ses deux matrices, la bande dessinée a longtemps porté en elle le « péché originel » de s'adresser exclusivement aux enfants, comme disait Jean Giraud, alias Moebius. Le retard avec lequel elle finit par muter vers un lectorat adulte, au milieu des années 1960, a repoussé d'autant sa reconnaissance artistique. Un processus de légitimation est en marche depuis quelques années.

Il a vu l'organisation d'expositions monographiques dans des hauts lieux du paysage muséal (Moebius à la Fondation Cartier en 2010, Crumb au Palais de Tokyo en 2012, Hergé au Grand Palais en 2016), l'élection de bédéastes à l'Académie des beaux-arts (Catherine Meurisse en 2020, Emmanuel Guibert en 2023), ou encore la création d'une chaire de bande dessinée au Collège de France (attribuée à Benoît Peeters en 2022). Il manquait un événement « global », mêlant patrimoine et création contemporaine, dans un temple de la culture. Le voici.

Vaste panorama

Comme son nom l'indique, « La BD à tous les étages » occupe tous les niveaux du Centre Pompidou. Les 1100 mètres carrés de la galerie 2 (niveau 6) ont été réservés à l'exposition principale, un vaste panorama de l'histoire du médium, de 1964 à nos jours. Juste en dessous, au Musée national d'art moderne (niveau 5), des auteurs contemporains (Blutch, Brecht Evens, Edmond Baudoin, Dominique Goblet...) font dialoguer leurs planches avec les chefs-d'œuvre de grands maîtres (Balthus, Paul Klee, Francis Picabia, Mark Rothko...). Une installation immer-

sive et sensorielle est proposée par Marion Fayolle à la Galerie des enfants (niveau 1), et une découverte de la revue d'avant-garde *Lagon* est présentée au niveau -1 par le département culture et création.

A la Bibliothèque publique d'information (niveau 2), enfin, c'est Corto Maltese qui est mis à l'honneur, sous l'angle de sa dimension romanesque. A travers son héros ténébreux (et très ambigu, comme on le découvre ici), Hugo Pratt devient ainsi le dixième auteur de BD, depuis 2003, à occu-

per le lieu (après Reiser, Willem, Art Spiegelman, Claire Bretécher...), preuve que « Pompidou » examine depuis longtemps la bande dessinée, même si celle-ci, objet livresque par essence, a toujours été confinée à la bibliothèque – à quelques exceptions près. La voir aujourd'hui accéder aux étages supérieurs – voués aux arts dits « majeurs » (peinture, sculpture) – a tout de l'adoubement. De la consécration, diront certains.

L'opération n'aurait pas été possible sans la proximité reliant l'ac-

tuel président du Centre Pompidou, Laurent Le Bon, grand amateur de « ligne claire », à Michel-Edouard Leclerc, patron du groupe du même nom et détenteur, par le biais de sa fondation, d'une collection de planches forte de 7 000 originaux. Ce dernier avait projeté initialement d'exposer certaines de ses plus belles pièces au Musée d'Orsay, avant que sa présidente, Laurence des Cars, ne soit nommée au Louvre, en 2021.

La désignation, au même moment, de Laurent Le Bon à Beau-

bourg a transféré le projet du 7^e au 4^e arrondissement. Co-organisateur de « La BD à tous les étages », le Fonds Hélène et Edouard Leclerc a prêté 30 % des 800 œuvres présentées au 6^e étage, un florilège de génies de la bande dessinée – européens pour la plupart, mais aussi américains et japonais. Tous les maîtres du neuvième art sont là, de Gotlib à Tardi, de Joe Sacco à Julie Doucet, d'Art Spiegelman à Keiji Nakazawa. Des noms moins connus, sauf des fins connaisseurs, jalonnent également l'inventaire.

Le voisinage des collections du musée a orienté la sélection de pièces aux puissantes qualités plastiques

Découpé en thématiques non chronologiques (la contre-culture, le rire, l'effroi, le rêve, l'écriture de soi...), l'accrochage débute en 1964, année de bascule marquée par la parution de *Barbarella*, de Jean-Claude Forest, l'une des premières bandes dessinées pour adultes. Le parcours devait, à l'origine, se terminer en 2000, en référence à la publication de *Persepolis*, de Marjane Satrapi, mais la trop faible présence d'autrices durant la période étudiée a convaincu les quatre commissaires et conseillers scientifiques de prolonger celle-ci d'un quart de siècle. Plus de 20 % des artistes exposés, finalement, sont des femmes – parmi elles : Nicole Claveloux, Posy Simmonds, Kuniko Tsurita, Emil Ferris...

Les amateurs de BD francobelge et autres « gros nez » sortiront peut-être frustrés de ce pot-pourri, qui fait la part belle au roman graphique, au manga et aux comics. Pas les esthètes. Le voisinage des collections permanentes du musée a clairement orienté la sélection de pièces aux puissantes qualités plastiques.

C'est d'ailleurs le rapport de la narration à l'esthétique qu'interrogent les parcours, comme le résume, dans l'un des catalogues, l'Américain Chris Ware, exposé au côté d'une composition de Theo van Doesburg (1883-1931) faisant s'imbriquer lignes horizontales et verticales : « *Mon propre rectangle de carton n'a jamais été fait pour être accroché à un mur (...). S'inscrivant dans une continuité, il est destiné à être lu et non vu, parcouru, et non regardé.* » On regardera néanmoins ses planches avec une saine jouissance. ■

FRÉDÉRIC POTET

« La BD à tous les étages ». Centre Pompidou, Paris 4^e. Jusqu'au 4 novembre. centrepompidou.fr



Extrait d'une planche de « Barbarella » (1964), de Jean-Claude Forest. COLLECTION PRIVÉE, COURTESY MEL PUBLISHER

« Cet art irrigue la création, il a influencé des artistes majeurs »

Laurent Le Bon, président du Centre Pompidou, souhaite instaurer l'achat d'originaux de bande dessinée par le musée

ENTRETIEN

Nommé en 2021 à la présidence du Centre Pompidou, à Paris, dont il fut l'un des conservateurs au début des années 2000, Laurent Le Bon n'a jamais fait mystère de son intérêt pour la bande dessinée.

Pourquoi mettre ainsi en avant la bande dessinée ?

L'été est un moment propice pour innover. On s'est dit que proposer de la bande dessinée entretrait en résonance avec les Jeux olympiques, dans la mesure où la jeunesse pourrait s'y retrouver, même si le médium parle à tout le monde. Nous avons voulu montrer sa diversité à travers un panorama qui s'avère être, finalement, un assez grand projet. Toutes les composantes du Centre Pompidou y ont contribué, même l'Ircam, avec un concert dessiné. Il faut aussi voir cette proposition comme un clin d'œil au nouveau projet culturel qui sera mis en

œuvre en 2030, après les travaux de rénovation, et qui offrira un nouveau regard sur le Centre Pompidou à travers « tous ses étages ». Et pas seulement au Forum, où la bande dessinée avait été reléguée, quand j'avais voulu la défendre en tant que conservateur.

Vous faites allusion à l'exposition « Hergé » de 2006, dont vous étiez le commissaire, qui a eu lieu au rez-de-chaussée.

Proposer une exposition sur Hergé avait été un vrai combat, je croyais passer un oral de licence d'histoire de l'art, du genre : « La BD est-elle un art ? » Le soutien du président de l'époque, Bruno Racine, qui est un grand tintinophile, fut déterminant.

Sur quel aspect la crispation s'était-elle concentrée ?

Sur la politique d'acquisition d'œuvres. Mes collègues conservateurs n'étaient pas favorables à ouvrir un nouveau champ d'acquisition. Pour la petite histoire,

« Notre idée est de constituer un échantillon représentatif des différents auteurs et époques »

cette expo « Hergé » n'apparaît pas, aujourd'hui, dans notre classement des expositions temporaires les plus visitées. Elle a été invisibilisée, sous prétexte qu'elle était gratuite. Or, c'est peut-être l'un des plus grands succès du Centre...

Avez-vous encore rencontré des résistances pour organiser « La BD à tous les étages » ?

Non. En proposant cette manifestation, j'ai senti de l'intérêt tant au niveau de la Bibliothèque publique d'information, qui est un acteur essentiel au Centre Pompidou pour la bande dessi-

née, que du département culture et création. A ma demande, le musée a suivi. Tout le monde est enthousiaste. Notre pseudo-spécialité, qui est de montrer des originaux, se trouve renforcée par la magie des trésors qui sont montrés. On en prend plein les yeux. La bande dessinée est d'une telle diversité, d'un tel foisonnement.

Je ne voudrais pas, cela dit, que cet événement soit un « one shot ». Sans me lancer dans de grandes définitions de la démocratisation culturelle, il me semble fondamental, pour notre avenir, de prendre en compte des formes d'art comme celle-ci. Cela fait un siècle que la bande dessinée irrigue la création, elle a influencé des artistes majeurs. J'aime l'idée de pouvoir admirer une toile de Matisse et, quelques mètres plus loin, une planche de Franquin.

A ce stade, le Centre Pompidou possède une seule œuvre de BD dans ses collections, une planche de « L'Affaire

Tournesol » (1954), donnée par la veuve d'Hergé. Comptez-vous étoffer ce fonds ?

Oui. Les acquisitions du Centre sont décidées au sein d'une commission. Celle-ci n'est pas contre la bande dessinée mais, parmi mille options, il se trouve que la BD n'a jamais été choisie. Cela va changer, et nous allons profiter de cette exposition pour annoncer, d'ici un mois, une dizaine d'acquisitions. Mon idée est d'inscrire l'achat d'originaux de bande dessinée dans l'ADN de notre maison, y compris s'il s'agit d'œuvres numériques. Notre idée est de constituer un échantillon de pièces représentatives des différents auteurs et époques, sans aller non plus dans l'ultracontemporain. Nous avons un peu d'argent pour financer ces achats, et nous serons attentifs aux propositions de donation.

L'indigence des collections publiques de bande dessinée oblige à faire appel à des collections privées – ici, celle

de Michel-Edouard Leclerc. Ne faut-il pas craindre une privatisation de l'espace public ?

Les subventions que nous touchons ne couvrent pas l'ensemble de nos projets. Si on veut être ambitieux, il n'y a pas d'autre choix que de faire appel à des prêteurs. L'histoire des collections publiques dans notre pays, en tout cas celles d'art moderne, est aussi celle des regardeurs privés. L'institution sera toujours en retard en matière d'acquisition. Le regardeur sera toujours plus vif, plus avant-gardiste, quitte à se tromper parfois, mais il aura toujours un temps d'avance. Ce décalage est valable avec la bande dessinée, qui est un art à part entière, et même un grand art. Et la collection de Michel-Edouard Leclerc est exceptionnelle. Celui-ci agit aussi à la manière d'un mécène, en tant que partenaire. Le choix des œuvres exposées ne lui a pas été cédé, il relève de nos commissaires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉDRIC PIETRALUNGA ET F. P.

Tout l’art de Charles Aznavour en 100 CD

Le centenaire de la naissance du chanteur est célébré dans un coffret rassemblant notamment du matériel en langues étrangères

MUSIQUE

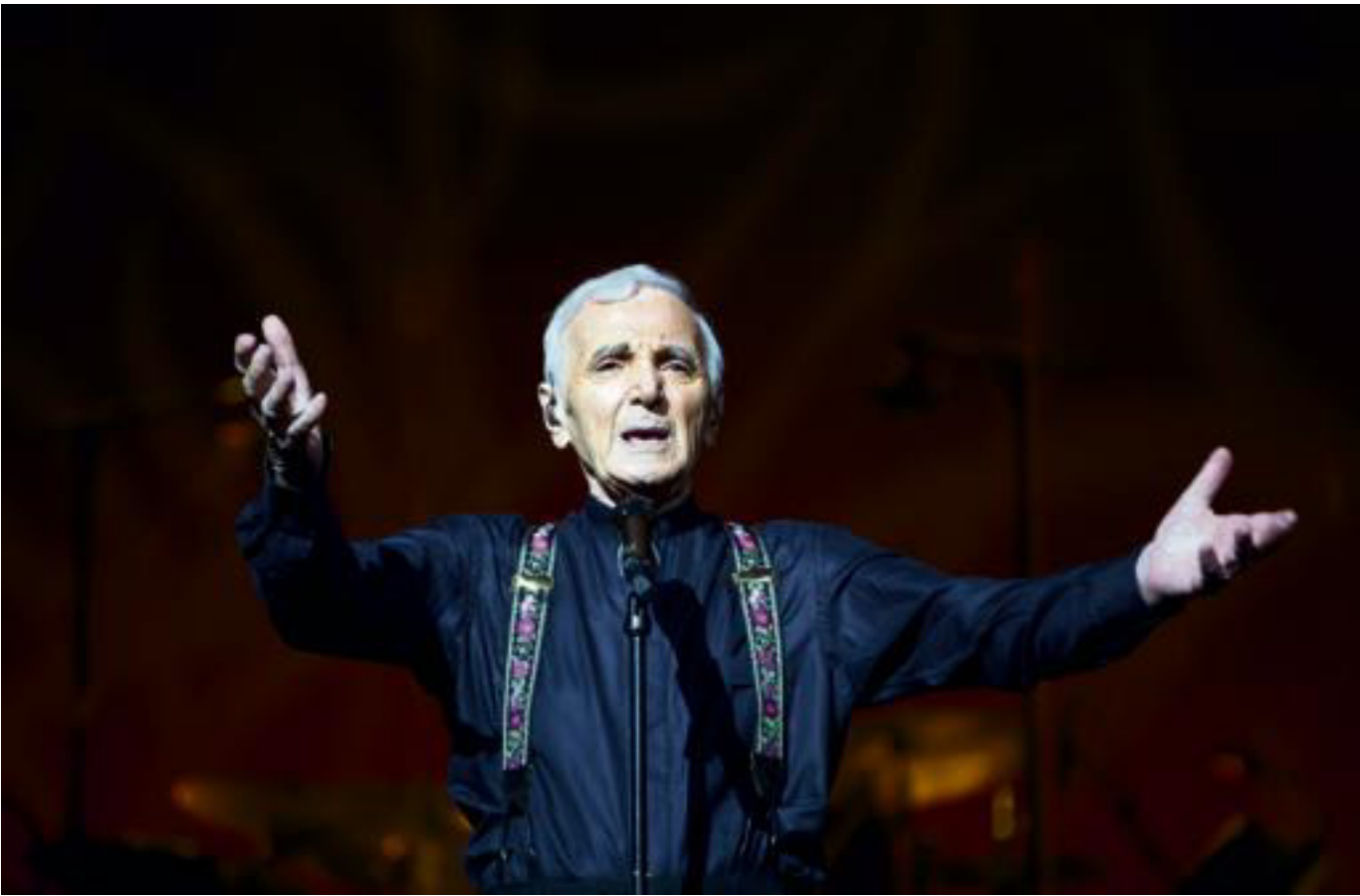
Il y avait eu une colonne Morris – mobilier urbain destiné à l’affichage de spectacles et de films – en 1996, un Arc de triomphe en 2004, plus classiquement un parallépipède rectangle cartonné orné de son portrait en 2014, intitulé *Anthologie*. Des rééditions partielles en CD de l’œuvre phonographique de Charles Aznavour (1924-2018) Cette fois, pour le centenaire de la naissance du chanteur et auteur-compositeur, le 22 mai 1924, à Paris, c’est la totale – à l’exception d’une dizaine de titres, dont les droits n’ont pas été autorisés, sur les 1806 annoncés ici – pour *The Complete Work. Centenary Edition 1924-2024*. Cent CD sont réunis dans un coffret en bois, à la façon des caisses qui protègent de grands crus.

Dans les bureaux de Panthéon,

à Paris, structure chargée de l’exploitation du catalogue national et international de la major du disque Universal Music (rééditions, coffrets, compilations...), Xavier Chevalier, chef de projet, présente l’objet quelques jours avant sa commercialisation, «fabriqué, monté à la main, façonné en France». Titre en pyrogravure sur le bois, à l’intérieur un thermoformage pour recevoir les boîtiers qui protègent les CD. «Il y a tout le catalogue Aznavour qui a été commercialisé officiellement et, en plus, des prises différentes, des inédits, dont un album inachevé avec l’arrangeur et producteur Del Newman, des raretés...»

«Deux ans de travail»

Soit les albums en studio de 1953 jusqu’à *Encores*, en 2015, des titres publiés en 78-tours, dont les débuts en duo avec Pierre Roche en 1948, en 45-tours et non repris



Charles Aznavour en 2013. NICOLAS AZNAVOUR

«S’il y a eu pour Mozart ou la Callas des publications de même envergure, pour un chanteur français, c’est une première»

XAVIER CHEVALIER
chef de projet Panthéon

sur des albums, des histoires pour enfants (*Le Crocodile majuscule, Pierre et le loup...*), des instruments, de nombreux duos (avec Nana Mouskouri, Carole King, Céline Dion, Axelle Red, Petula Clark, Frank Sinatra, Plácido Domingo, Sting, Kery James...), les albums conçus pour l’exportation chantés par Aznavour en anglais, allemand, espagnol et italien – pas réédités depuis des décennies –, les concerts... Et un livret avec des photographies rares, un texte du journaliste de Radio France Bertrand Dicale, les indications des sources phonographiques d’origine.

La tranche des boîtiers, qui contiennent chacun généralement deux CD, identifie en bleu la discographie en français, avec les duos (751 titres), en orange-rouge la discographie en langues étrangères (542 titres), en jaune-orange les concerts (513 titres). «Un rappel des couleurs du drapeau de l’Arménie», nous fait remarquer Xavier Chevalier – les parents d’Aznavour étaient arméniens, le chanteur a œuvré au sein d’associations pour l’Arménie. «C’est plus de deux ans de travail, avec une trentaine de personnes, consultants, ingénieurs du son, les services juridiques, de recherches sonores et iconographiques... S’il y a eu pour Mozart ou la Callas des publications de même envergure, pour un artiste d’expression française dans la chanson, c’est une première.» Tout a été validé par Nicolas Aznavour, le plus jeune des enfants du chanteur, «[leur] point de contact avec la Fondation Aznavour et la famille sur l’ensemble de ce qu’[ils] produi[sen]t».

Tirage à 2 000 exemplaires, prix serré d’environ 300 euros – une édition collector à 150 exemplaires avec un 45-tours physique exclusif en plus est disponible sur le site Charlesaznavour.store. Public visé : des amateurs pointus d’Aznavour. Pour un cercle plus large, des compilations ont été conçues à l’enseigne du centenaire, cent chansons ou cent duos, respectivement en cinq CD et en un triple album vinyle.

D’autres parutions pourraient suivre jusqu’à la fin de l’année.

En visioconférence de son domicile, Bruno Haye se dit sobrement «assez content» de son travail pour cette réalisation. A la retraite depuis deux ans, «après vingt-cinq ans au sein d’Universal Music, vu la dimension hors norme de ce projet», il a été décidé de faire appel à lui «en tant que consultant». Il avait déjà travaillé sur le coffret *Anthologie* de 2014, «qui comprenait la discographie en français, une sélection de titres en langues étrangères, déjà des inédits, quelques duos. Mais, quand j’ai commencé à réfléchir au contenu de ce qui est devenu *The Complete Work*, je savais qu’il fallait aller plus loin».

A partir de fin 2021, Bruno Haye réunit, à partir des archives d’Universal Music et auprès de collectionneurs et de consultants – «notamment à Montréal, Tel-Aviv, Oslo et Paris» –, toutes les informations disponibles sur les enregistrements d’Aznavour. En complément du travail déjà effectué pour la discographie en français, et surtout pour y voir clair dans celle en langues étrangères, dont Bruno Haye n’avait pas mesuré l’ampleur, ni le casse-tête qu’elle représenterait.

Concerts à Tokyo et New York

«Il a fallu identifier des doublons, par exemple entre des albums sortis au Mexique ou au Venezuela, repérer des différences selon des parutions, trouver parfois un titre qui ne figurait que sur une compilation et non sur un album conçu spécialement, etc.» Ce qui a abouti, après des mois de recherches, à 542 titres en anglais, en espagnol – «les pays anglophones et hispanophones étaient les deux plus gros marchés étrangers pour lui» –, en allemand et en italien. «Je n’ai pas trouvé d’autres langues. Un peu avant sa mort [le 1^{er} octobre 2018], il m’avait dit qu’il pensait à des adaptations en russe et en arabe.»

Le travail sur les enregistrements en public a été un autre gros morceau. Certaines paru-

tions en vinyle ne présentaient pas un concert complet, l’ordre du répertoire d’une soirée n’était pas toujours respecté... «Nous avons décidé de remettre tout ça d’équerre. Avec, aussi, les intermèdes qui avaient été supprimés, lorsque Charles raconte une anecdote, présente les musiciens, fait une blague...» On trouvera ainsi des concerts parisiens complets à l’Olympia, au Palais des congrès, au Palais des sports, mais aussi à Tokyo au Japon, au Carnegie Hall, à New York, des premières sur CD, dont sa venue à l’Ontario Place Forum de Toronto, en 1982, ou à l’Opéra d’Erevan, en 1996.

«En 2014, précise Bruno Haye, on avait déjà travaillé sur le son. Mais, là, au studio Tonehouse et au studio d’Universal, on a tout repris en matière de restauration, les studios, les live. Chaque seconde a été traitée. Vu les techniques actuelles, c’est ce qu’il y a de plus qualitatif.» Bruno Haye avait commencé à travailler sur le catalogue de productions phonographiques d’Aznavour – historiquement disséminées sur une vingtaine de labels – quand Universal Music en avait acquis, en 2013, l’intégralité pour les droits d’exploitation. Il voyait régulièrement le chanteur, «deux ou trois fois dans l’année, et au mois de juillet, au moins une semaine ou deux dans le Sud chez lui, pour des séances de travail très constructives».

L’idée d’un coffret pour le centenaire de sa naissance n’avait pas été évoquée. «Charles avait bien l’intention de vivre au moins jusqu’à 100 ans. S’il effleurait le sujet, c’était pour dire son envie de trouver un endroit pour faire le “gros concert” de ses 100 ans, c’est ça qui l’excitait. Mais je pense qu’il aurait été très heureux de voir naître ce coffret avec ses répertoires en langues étrangères, ses grands concerts, l’exhaustivité de son œuvre.» ■

SYLVAIN SICLIER

«The Complete Work. Centenary Edition 1924-2024», de Charles Aznavour, 1 coffret de 100 CD Panthéon/Universal Music.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

VILLES
TOUT
CE QUI
VIBRE

Des nuits de Lisbonne à celles de Medellín, des rues de Shanghai aux toits d'Alger, des bars de Prague aux plages de Dubaï, un tour du monde des cultures urbaines.

PRAGUE STOCKHOLM LAS VEGAS
BLACKPOOL LISBONNE MEDELLIN
ISTANBUL VENISE BUENOS AIRES
MELBOURNE JOHANNESBURG
BARCELONE ALGER VANCOUVER
CHICAGO SHANGHAI

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



ÉDITION
Le prix de la «Revue des deux mondes» pour l'historien David Colon
Le prix littéraire de la *Revue des deux mondes* a été remis, mardi 28 mai, à David Colon pour *La Guerre de l'information* (Tallandier, 2023), essai sur l'affrontement entre puissances pour imposer leur vision du monde. Ce prix récompense l'historien enseignant à Sciences Po Paris spécialiste de la propagande et de la communication. Dans cet essai paru en septembre 2023,

David Colon examine les moyens engagés par les États pour influencer les opinions publiques. – (AFP)

SPECTACLE VIVANT
Le premier syndicat alerte sur la baisse des subventions
Le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndéac) a alerté les parlementaires sur la «situation financière du spectacle vivant public en grand danger», en leur envoyant un billet de spectacle factice d'un mon-

tant de 100 euros, a-t-il annoncé, mardi 28 mai.
«100 euros, voici ce que vous coûterait votre billet sans subventions publiques», est-il écrit sur ce faux billet. Il est accompagné d'une lettre de demande de soutien «pour préparer les arbitrages budgétaires de la loi de finances 2025». Bercy a annoncé 10 milliards d'euros d'économies sur le budget en 2024, ce qui se traduit, côté culture, par un manque à gagner de 96 millions d'euros pour la création. – (AFP)

Kenzo Tange et Kengo Kuma, architectes de JO

La Maison de la culture du Japon, à Paris, montre les points communs entre les deux gloires nationales

EXPOSITION

Que la Maison de la culture du Japon à Paris profite des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 pour revenir sur ceux qui se sont tenus à Tokyo, en 1964 et en 2021, semblait une bonne idée. Que l'institution mette en avant les contributions de Kenzo Tange (1913-2005) et de Kengo Kuma (né en 1954) à ces deux événements pouvait se comprendre. Le grand stade de Yoyogi (Tange, 1964) est un chef-d'œuvre d'architecture brutaliste dont la toiture cambrée s'élance en pointe vers le ciel, formant à l'intérieur de grandes jupes de béton qui dramatisent l'espace et laissent filtrer une lumière fabuleuse. Et le Stade national (Kuma, 2019), un volume ovale simple et massif en béton, coiffé d'une belle toiture en bois et métal ceinturée par des circulations extérieures que prolonge un système d'auvents en poutres de bois.

La comparaison entre les deux architectes pourrait s'arrêter là, si les commissaires n'avaient pas eu à cœur de leur trouver d'autres points communs. L'architecture traditionnelle japonaise par exemple, et particulièrement celle de la villa impériale de Katsura, joyau du XVII^e siècle, dont la découverte, à Kyoto, bouleversa les pionniers du mouvement moderne européen qu'étaient Walter Gropius (1883-1969) et Bruno Taut (1880-1938). Sa géométrie inspira à Tange la conception de sa maison et l'exposition la raccorde aussi, mais sur l'usage des matériaux, à des bâtiments de Kuma.

Autre motif de rapprochement entre les deux architectes : leurs liens avec la France. Chez Tange, et

bien que la façade explosive de son Grand Ecran Italie ait laissé son empreinte sur la place d'Italie. à Paris, ces liens sont d'abord d'ordre intellectuel, l'architecte du stade Yoyogi s'étant imprégné de Le Corbusier. Chez Kuma, la connexion s'incarne dans la production d'une série de bâtiments prestigieux, du FRAC PACA (à Marseille, 2013) au Musée Albert-Kahn (à Boulogne-Billancourt, Hauts-de-Seine, 2022), de la station Saint-Denis-Pleyel du Grand Paris Express (livraison prévue en juin) à la réinterprétation du portail de la cathédrale d'Angers.

Structurée par ces points communs, l'exposition juxtapose de belles maquettes ainsi que des photos, en noir et blanc, aux dimensions parfois monumentales, qui en sont les vedettes. Les bâtiments de Tange ont été photographiés par Yasuhiro Ishimoto (1921-2012), architecte lui-même, dont le travail sur l'ombre et la lumière valorise les structures et la matérialité des ouvrages. Ceux de Kuma l'ont été par Mikiya Takimoto, photographe et chef opérateur de cinéma, qui les a stylisés à l'extrême, poussant l'effet métallisé de l'image numérique à son maximum, saturant les noirs jusqu'à l'abstraction, au point qu'on ne fait plus la différence entre une photo de bâtiment et une photo de maquette. Ce primat accordé à

L'une des similitudes entre Tange et Kuma réside dans leurs liens avec la France

la photographie pose problème, tant il contribue à aplatir l'architecture, à en lisser les aspérités, pour finalement rendre indéchiffrable ce qui oppose les projets.

Les cartels fournissent des éléments pour que le visiteur comprenne à quel point les temps ont changé au Japon entre 1964, période de prospérité conquérante, et 2020, année où la pandémie a mis un coup de massue supplémentaire à ce pays qui suffoquait déjà sous la pression du vieillissement de la population et des effets de la crise climatique. Mais c'est, là aussi, pour mieux mettre les deux héros nationaux sur un pied d'égalité. Comme si rien ne les distinguait l'un de l'autre, hormis les conditions sociohistoriques dans lesquelles ils opéraient.

Sur un pied d'égalité

La petite histoire que raconte Kengo Kuma, qu'on peut lire à l'entrée de l'exposition, selon laquelle sa vocation d'architecte serait née en 1964, à 10 ans, quand il fut terrassé par la splendeur du stade de Yoyogi, où son père l'avait emmené voir les épreuves de natation des JO, illustre cette hypothèse. S'il fait des choses plus simples, c'est qu'il n'a pas le choix : les temps ont changé.

Il y avait pourtant matière à poser des questions, et notam-

ment sur la nature de l'architecture olympique, le titre de l'exposition « Kenzo Tange - Kengo Kuma. Architectes des Jeux de Tokyo » invitant à penser qu'il s'agissait là de son véritable sujet. Qu'est ce qui fait qu'en 1964 Kenzo Tange s'est vu confier, au-delà de ce projet de stade, la mise en œuvre d'un plan urbain d'ampleur qui allait faire basculer Tokyo dans la modernité ? Comment est-il arrivé à faire de ce complexe de Yoyogi un espace public accueillant et festif qui continue de vibrer jour et nuit ? Pourquoi celui de Kengo Kuma paraît-il si timide, introverti, en comparaison ?

Cela s'explique, au moins en partie, par le fait qu'il a remplacé

au pied levé Zaha Hadid (1950-2016), lauréate du concours, mais dont le projet, trop compliqué et coûteux, avait fini à la poubelle. Dès lors, il fallait aller vite et tenir un budget serré. Deux entreprises ont été mises en concurrence, et c'est ainsi que le projet de Kuma l'a emporté.

Approfondir l'histoire de ces deux stades aurait conduit à admettre que le succès mondial de Kuma doit probablement plus à son pragmatisme et à ses talents de communicant qu'à son engagement pour l'avenir de la planète. A la veille de l'inauguration de la gare Saint-Denis-Pleyel (Seine-Saint-Denis), ce n'est pas le message que la Maison de la

culture du Japon à Paris souhaitait faire passer. Surjouer la filiation entre le plus grand bâtisseur japonais de l'après-guerre et cet architecte caméléon, qui, après un début de carrière sous le signe du postmodernisme tapageur, s'est fabriqué une image d'ambassadeur de l'architecture en bois, est plus payant en matière diplomatique. C'est peut-être à cela que sert avant tout l'architecture olympique : à faire gagner des champions nationaux. ■

ISABELLE REGNIER

*Kenzo Tange - Kengo Kuma.
Architectes des Jeux de Tokyo.
Maison de la culture du Japon
à Paris, Paris 15^e. Jusqu'au 29 juin.*



Le grand trou dans la prairie du Wyoming

La saison 2 de la série « Outer Range » est un cocktail de western, de soap opera et de fantastique

PRIME VIDEO
À LA DEMANDE
SÉRIE

Si vous vous invitez pour la première fois dans la famille Abbott, mieux vaut ne pas débarquer en pleine crise familiale et arriver en début de première saison d’*Outer Range*, pour saisir toute la complexité des tourments de cette famille de ranchers du Wyoming. Les Abbott sont une preuve éclatante de la véracité du précepte tolstoïen selon lequel toutes les familles heureuses se ressemblent mais chaque famille malheureuse l’est à sa façon. La malédiction des Abbott ne réside pas dans la cupidité de ses voisins, dans l’orgueil patriarcal de son chef Royal (Josh Brolin) ou dans les frasques de ses fils (encore que toutes ces misères se lisent dans les rides du visage

de la matriarche Cecilia, que joue Lili Taylor). Non, le vrai problème des Abbott, c’est ce trou béant apparu soudainement au bout d’une pâture. **Migrante temporelle** Par cet orifice, dont on laissera l’interprétation aux tenants du freudisme, on va et vient entre les époques. Le temps de la première saison, on a pu croire que ce corridor temporel servirait à construire un commentaire sur la permanence des maux qui affligent les Etats-Unis d’Amérique (péché originel du génocide contre les premiers occupants, dévastation environnementale, cupidité capitaliste, hypocrisie puritaine). A peine entrevue, cette cohérence s’évanouit au profit d’un mélodrame délirant qui pousse chaque personnage à des extrêmes qui seraient inadmissibles

dans un monde où le temps ne coule que dans un sens. Cette liberté donne à *Outer Range* un charme aussi frelaté qu’irrésistible. Le meilleur exemple est ce moment *what the fuck* (pour la définition de cette expression, voir la séquence de *Vers un avenir radieux*, de Nanni Moretti, qui voit le héros affronter les autorités de Netflix) du quatrième épisode : Joy (merveilleuse Tamara Podemski, vue dans *Reservation Dogs*), la shérif du comté, a été transportée à la fin de 1886, au moment où le

complexe agro-administratif s’apprête à parachever la spoliation des Amérindiens. Devenue, avec *Falling Star* (Kimberley Guerrero), une autre migrante temporelle, l’agente de liaison entre la tribu shoshone dont elle est issue et le Bureau des affaires indiennes, Joy doit faire face à une poussée de racisme qui met en péril la vie de chaque membre de sa communauté. Au moment de faire ses adieux aux siens, elle déclame, en shoshone, des vers mystiques que l’on cherchera en vain dans les recueils de

poésie *native American* – les vieux hippies y reconnaîtront la traduction des paroles de *Stairway to Heaven*, de Led Zeppelin. Ces dérapages donnent à *Outer Range* une dimension absurde qui n’est pas très éloignée de l’univers de David Lynch. Mais la force de l’antagonisme entre les personnages de Royal et d’Autumn (Imogene Poots), entre le patriarche et la jeune fille errante qui apporte le malheur sur le ranch, relève, elle, du mélodrame le plus traditionnel. Ce grand écart permanent fait l’ori-

ginalité d’*Outer Range*, qui offre souvent en un même épisode les plaisirs de *Yellowstone*, de *Lost* et de *This Is Us*, avec, en prime, les grands cieux du Wyoming. Reste que l’inconfort de la position se fait souvent sentir, au point que la série est loin de conserver la grâce qu’il lui faudrait pour s’élever au-dessus de la pure distraction. ■ **THOMAS SOTINEL** *Outer Range, saison 2. Série créée par Brian Watkins. Avec Josh Brolin, Lili Taylor, Imogene Poots (EU, 2024, 7 × 48 à 60 min).*



Royal Abbott (Josh Brolin), dans la série « Outer Range ». PRIME VIDEO

Joan Miro, un peintre secret mais ardent

Un documentaire revient sur la vie et l’œuvre du grand artiste catalan, et sur ses étroites relations avec Picasso et Calder

PLANÈTE+
JEUDI 30 – 0 H 30
DOCUMENTAIRE

Quand on pense aux grands peintres espagnols nés à la fin du XIX^e siècle, les noms de Pablo Picasso (1881-1973) et de Joan Miro (1893-1983) viennent immédiatement à l’esprit. Ils se rencontrent à Paris, la ville où, selon Miro, « *un triomphe, comme à Rome avant, ouvrirait toutes les portes* ». Amis et complices, ils n’en reste-

ront pas moins rivaux, même si Picasso, de douze ans son aîné, représentera toujours pour Miro une sorte de figure paternelle. C’est ce que rappelle l’excellent documentaire d’Albert Solé que diffuse Planète+, six ans après Arte, qui l’avait associé à la rétrospective que le Grand Palais avait consacrée à Miro. Le réalisateur fait témoigner de nombreux collaborateurs et amis du peintre catalan et le montre s’exprimant dans un français volubile au cours d’archives télévisuelles.

Picasso était solaire, débrouillé, homme à femmes ; Miro secret, intérieur mais ardent, tiré à quatre épingles et mari aimant de Pilar Juncosa. Miro rentrera en Espagne à l’orée de la deuxième guerre mondiale, sous le régime de Franco (sans jamais y adhérer) ; Picasso restera dans Paris occupé. **Remises en question** Le documentaire met aussi Miro en parité avec le sculpteur américain Alexander Calder (1898-1976), rencontré à Paris en 1926,

avec lequel il entretiendra une relation amicale et un dialogue artistique, leurs productions respectives ayant beaucoup de points de rencontre et d’écho. Joan Punyet, le petit-fils de Miro, évoque deux œuvres signées Calder et Miro installées dans les tours jumelles du World Trade Center à New York, qui ont disparu dans l’effondrement du 11 septembre 2001 : « *Ils sont métaphoriquement morts ensemble* ». Les connaisseurs savent la trajectoire du peintre et son chemi-

nement balisé de nombreuses remises en question esthétiques ; les autres découvriront un travail voué à aller de plus en plus à l’essentiel, à l’esthétique très éloignée de celle des toiles (et sculptures) colorées qu’aiment tant les cartes postales – dont Picasso se moquait gentiment en disant à son ami : « *Miro, à ton âge !* » Miro sera plus tard profondément influencé par l’économie de la calligraphie japonaise, dont il dira qu’elle lui a « *appris à [se] resservir d’un pinceau* ». Mais de l’al-

phabet chinois, il appréciait davantage le sens que l’esthétique. A la fin de sa carrière, Miro jouera avec le feu, brûlant et trouant des toiles et des tapisseries, et finissant par de simples aplats monochromes. Voir, comme dans ces toiles vides et zen, par une seule ligne, tracée et retracée jusqu’à s’approcher au mieux du filigrane du silence. ■ **RENAUD MACHART** *Joan Miro. Le feu intérieur, d’Albert Solé (Fr., 2018, 52 min).*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 125
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l’ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 124

HORIZONTALEMENT I. Clairvoyance. II. Russie. Pieux. III. Obsession. It. IV. Urée. Toréera. V. Pin. Tinter. VI. Ife. AG. Soli. VII. Einstein. Due. VIII. Ratte. SO. Air. IX. En. Anéantira. X. Stertoreuses.
VERTICALEMENT 1. Croupières. 2. Lubrifiant. 3. Assènent. 4. Isée. Star. 5. Ris. Tâtent. 6. Vestige. EO. 7. Ion. Isar. 8. Yport. None. 9. Aînées. Tu. 10. Ne. Erodais. 11. Cuir. Luire. 12. Extasieras.

HORIZONTALEMENT

I. N’imagine pas un monde qui tournerait sans lui. II. Opposé au zénith. Coup de chaleur. En armes. III. Font des choix à votre place. Capucin canonisé. IV. Crie comme une bête. Finirent les plus beaux havanes. V. Protège le lait pour un temps. Mît de niveau. VI. Règlements de comptes prohibés. Entraîne la chute du mercure. VII. Du jaune au jardin. La fin de Marx, pas du marxisme. A conserver selon les années. VIII. Mesure d’ailleurs. Transformeras en chalan. IX. Pas toujours bien accueillie. Démonstratif. X. Font du propre et donnent des couleurs.

VERTICALEMENT

1. Court mais mis en valeur. 2. Lieu d’attente. Passe à côté. 3. Particulièrement difficile à vivre. Sur le ring. 4. Les associés en réduction. Ne servira plus. Coups de baguettes. 5. Lâchèrent les gaz. 6. Possessif. Ne tient pas beaucoup de place. 7. Passage obligé en sortant. Toujours utile malgré son grand âge. 8. Faire un détour stratégique. Protège les pompes et les essences. 9. Au cœur de la cité. Lisser en surface. 10. Mesure et fait bon poids. 11. Drôle de pistolet. Joli coup sur le court. 12. Brisent et ameublissent.

SUDOKU

N°24-125

5	1	9	8	4	7	2	3	6
6	3	2	1	9	5	7	4	8
4	8	7	3	6	2	1	9	5
9	2	3	5	7	1	6	8	4
8	6	1	9	3	4	5	7	2
7	5	4	2	8	6	3	1	9
1	4	8	6	2	3	9	5	7
3	7	6	4	5	9	8	2	1
2	9	5	7	1	8	4	6	3

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

MAI 68 :
CABU LANCE LE
GRAND DUDUCHE

UN HORS-SÉRIE **Le Monde**
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE
96 PAGES - 10,99 €

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L’Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Nous ne percevons pas d'urgence à mettre en œuvre une nouvelle réforme de l'indemnisation du chômage

Un **collectif** de sept économistes et sociologues, chargé par le gouvernement d'évaluer les effets des réformes de 2019 et de 2021, critique la succession rapide de changements des règles, sans que soient tirés les enseignements des précédentes modifications

“
LES COMPORTEMENTS
DE RECHERCHE
D'EMPLOI ET
D'EMBAUCHE
ONT BIEN D'AUTRES
DÉTERMINANTS
QUE LES RÈGLES
D'INDEMNISATION

La ministre du travail, Catherine Vautrin, a annoncé, le 17 mai, les grandes lignes proposées par l'exécutif pour réformer à nouveau l'assurance-chômage, reprenant ainsi la main aux organisations syndicales et patronales. L'objectif fixé à l'évolution des règles est l'atteinte du plein-emploi. Le lien ainsi fait entre réforme des droits à indemnisation et plein-emploi tient en deux hypothèses. Premièrement, les règles d'indemnisation du chômage auraient un effet majeur sur les comportements des demandeurs d'emploi en matière de reprise d'une activité professionnelle. Deuxièmement, une accélération du retour au travail des chômeurs aurait un effet majeur sur le volume d'emplois disponibles.

Si elles peuvent paraître vraisemblables, ces deux hypothèses n'ont en réalité rien d'évident : les comportements de recherche d'emploi et d'embauche ont bien d'autres déterminants que les règles d'indemnisation du chômage (besoins de l'économie, formation, situations personnelles).

De même, une accélération du retour à l'emploi peut certes se traduire par une baisse du chômage, mais celle-ci peut

être de courte durée en raison d'une modification des conditions de rotation de la main-d'œuvre (contrats plus courts, moins bonne adaptation entre les missions du poste et les compétences des salariés, allers-retours plus fréquents entre emploi et chômage). Entre différents mécanismes possibles aux effets potentiellement contradictoires, seule une analyse précise du marché du travail peut permettre de trancher.

Délai incompressible

Or, le marché du travail français vient de connaître des réformes majeures dont les effets sur l'emploi ne sont pas encore évalués. Les effets sur le niveau d'indemnisation sont certes connus (baisse du nombre d'indemnisés et de l'indemnisation moyenne) ; il existe quelques indices de changements sectoriels (notamment dans le cas des saisonniers). Mais les effets d'ensemble sont encore à déterminer.

Or, des évaluations de la réforme 2019-2021 sont précisément en cours. Commandées par le ministère du travail, elles sont réalisées par des équipes de chercheurs indépendants, sous le contrôle d'un comité scientifique chargé d'en at-

tester la qualité. Les caractéristiques de l'assurance-chômage expliquent un délai incompressible de plusieurs mois pour que les données soient disponibles avant de pouvoir être analysées. La publication des premiers résultats est prévue à la fin de l'année 2024.

La nécessité de réaliser des évaluations avait été présentée comme un élément central au moment de la discussion de la loi sur l'assurance-chômage. Bien sûr, la politique publique a son autonomie propre et ne nécessite pas toujours une validation scientifique préalable, mais une action publique raisonnée, tout comme le débat démocratique, ne peut se satisfaire d'une accumulation successive de réformes dans un temps très court, sans même prendre le temps de tirer les enseignements des réformes précédentes.

Par souci de cohérence et d'efficacité de l'action publique, nous, membres des équipes de recherche et du comité scientifique de cette évaluation, ne percevons pas d'urgence à la mise en œuvre d'une nouvelle réforme de l'indemnisation du chômage et jugeons utile et nécessaire d'attendre les résultats de ces travaux avant de modifier à nouveau les droits à indemnisation. ■

Clément Carbonnier, professeur d'économie à l'université Paris-VIII, Vincennes-Saint Denis ; **Sylvie Célérier**, professeure émérite de sociologie à l'université de Lille ; **Sabina Issehnane**, maîtresse de conférences en économie à l'université Paris Cité ; **Julian Mischi**, sociologue, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ; **Jean-Marie Pillon**, maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Dauphine ; **Camille Signoretto**, maîtresse de conférences en économie à l'université Paris Cité ; **Claire Vivès**, sociologue, ingénieure de recherche au Conservatoire national des arts et métiers

Dominique Lhuilier Il est temps d'envisager le chômage comme une transition au service de la santé au travail

La psychologue du travail décrit le cycle reliant perte d'emploi, dégradation de la santé et chômage récurrent

Les débats, vifs et nombreux, à propos de la nouvelle réforme de l'assurance-chômage intègrent peu la question de la santé des chômeurs. Cet oubli semble d'ailleurs chronique, tant l'attention portée à la santé des personnes privées d'emploi est absente aussi bien de l'élaboration des réformes successives que de la définition des mesures et dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

Dès 2016, un avis du Conseil économique, social et environnemental soulignait que le chômage constitue un « véritable problème de santé publique ». On y lisait que « 14 000 décès par an lui sont imputables ». Toutes les données épidémiologiques disponibles, notamment les travaux de Pierre Meneton, chercheur à l'Inserm, qui souligne depuis longtemps les risques pour la santé du chômage, ou ceux de Michel Debout, professeur de médecine légale et de droit de la santé, sur le traumatisme du chômage, indiquent clairement que les chômeurs ont un risque accru de connaître des problèmes de santé par rapport aux travailleurs en emploi.

Ainsi, le chômage est associé à une mortalité, toutes causes confondues, de 60% supérieure à celle des non-chômeurs : le ris-

que de suicide y est multiplié par trois en comparaison avec les personnes en activité professionnelle ; les risques de cancer, d'infarctus du myocarde et d'accident vasculaire cérébral sont accrus de 80% par rapport à celui des « actifs ». Même tableau concernant la santé mentale : le risque de connaître un épisode dépressif y est multiplié (24% des hommes et 26% des femmes, selon une étude de la Dares) et un épisode de chômage d'au moins six mois, même passé, peut contribuer à affecter le bien-être d'une personne à long terme.

Contexte de précarité accru

Enfin, rappelons que la santé dépend des conditions de vie. Ici, il faut souligner – tant les représentations du chômeur « fraudeur », « paresseux » sont persistantes – que plus de 35% des personnes privées d'emploi vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est le cas aussi d'un tiers des seniors sans emploi ni retraite. Ou des jeunes : les 18-24 ans connaissent un taux de pauvreté près de deux fois plus élevé que la moyenne française. Ils enchaînent trop souvent emplois de courte durée et périodes de chômage, ou ne trouvent pas d'emploi, voire se résignent à l'inactivité.

Quant aux femmes, on sait que l'emploi est l'instrument de leur émancipation. Son absence ou sa précarité menacent l'autonomie, exposent à la dépendance au conjoint, ce qui n'est pas sans effet en matière de risques de violences sexistes et sexuelles. Mais comment penser l'accès ou le retour à l'emploi face à un dilemme : mort sociale dans l'enfermement à domicile, ou galère des petits boulots bien souvent à temps partiel contraint ?

Notons que, le plus souvent, la fragilisation de la santé ne commence pas au chômage. Une récente recherche identifie les

différents parcours qui conduisent à Pôle emploi – aujourd'hui France Travail (*Santé et travail, paroles de chômeurs*, sous la direction de Dominique Lhuilier, Dominique Gelpé, Anne-Marie Waser, Erès, 320 pages, 23 euros). En effet, la santé des chômeurs doit être mise en perspective avec les transformations du monde du travail. Nombre d'entre elles (intensification, précarisation, individualisation) complexifient beaucoup les possibilités de construction d'une compatibilité entre travail et santé, a fortiori entre travail et santé altérée.

Deux types de parcours sont prévalents : les uns, les plus nombreux, sont caractérisés par une santé « sacrifiée » jusqu'à la rupture (accident du travail, usure prématurée, troubles musculo-squelettiques invalidants, harcèlement, burn-out...). La rupture peut être précédée de plusieurs phases d'arrêt de travail qui, en l'absence d'un changement des conditions de travail, ne permettent pas de résolution. Et la chasse aux arrêts maladie dans laquelle le gouvernement s'est engagé risque bien de pousser au présentisme, qui, lui-même, va se solder, à terme, par des arrêts longs et des licenciements pour

inaptitude, aujourd'hui de plus en plus nombreux.

D'autres processus conduisent à une dégradation de la santé dans un contexte de précarité accrue. Ces parcours se caractérisent par une succession de contrats courts entrecoupés d'un chômage récurrent, qui exige un ajustement répété à de nouveaux cadres et cultures professionnels, l'obligation réelle ou perçue de refaire ses preuves, une implication itérative dans la recherche d'emploi et un entretien continu de son employabilité. Ce nomadisme professionnel connaît, avec l'avancée en âge, des difficultés croissantes qui peuvent conduire à un chômage de longue durée.

Défaut de prévention

Les données disponibles montrent que les actions déployées dans le monde du travail pour « prévenir la désinsertion professionnelle » ressemblent bien à cette petite cuillère utilisée pour vider la mer... Quant aux demandeurs d'emploi, la pression exercée pour les pousser à « traverser la rue » est contre-productive. Elle va sans doute déplacer les dépenses de l'assurance-chômage vers les minima sociaux et les dépenses de santé, qui vont croissant

par défaut de prévention. Pôle emploi et l'Assurance-maladie le savent fort bien : une convention a été établie entre ces deux institutions en 2020 pour « lutter contre le renoncement aux soins et lever les freins au retour à l'emploi dus à une santé dégradée ». Convention nationale dont on ne mesure toujours pas les effets dans les agences.

Les réformes successives de l'assurance-chômage, aujourd'hui la troisième en six ans, conduisent à fabriquer des « récidivistes », ceux qui prennent n'importe quel emploi mais ne peuvent s'y tenir et retournent à la case chômage au prix d'une aggravation de leur santé. Il est donc temps d'envisager le chômage comme une transition au service de la santé au travail ! D'autant que les périodes de chômage font de plus en plus partie du parcours des individus, sans doute durablement, au vu des grandes transformations du travail. ■

Dominique Lhuilier est professeure émérite de psychologie du travail au Conservatoire national des arts et métiers

L'heure est à l'action pour sécuriser le principe de l'eau potable au robinet pour tous

Alors que la pollution liée aux pesticides augmente et que les sécheresses sont récurrentes, un **collectif** plaide pour la sanctuarisation des aires d'alimentation des captages et une transition agroécologique

La crise de l'eau n'est plus un risque, c'est une réalité. En 2022, outre une sécheresse historique, plus de 10 millions de Français ont consommé une eau non conforme aux limites de qualité, bien que sans danger imminent, principalement en raison d'excès de pesticides et de leurs métabolites. Ces molécules qui ont fait décoller les rendements agricoles au XX^e siècle, promettant une nourriture en quantité pour tous, s'accumulent et persistent dans les sols et les ressources en eau, créant ainsi un cocktail nocif dont l'impact sur la santé humaine et environnementale est scientifiquement confirmé. Certaines molécules, impossibles à éliminer raisonnablement aujourd'hui pour des raisons techniques et financiè-

res, sont à l'origine de plusieurs fermetures de captages alors que l'eau manque. Force est de constater que les crises de la qualité de l'eau, résultat de pollutions diffuses et persistantes, et de sa rareté s'intensifient sous l'effet du changement climatique, conduisant à une crise structurelle de l'eau.

Ces cinq dernières années, la recherche de polluants dans l'eau s'est intensifiée et a ainsi révélé la dégradation massive de la qualité des eaux. Dernièrement, la recherche de plusieurs métabolites de pesticides dans l'eau a mis en péril la distribution d'une eau de qualité au robinet. Plus récemment encore, des pollutions industrielles par les « polluants éternels », PFAS notamment *[les substances per et polyfluoroalkylées, une famille de composés ultratoxiques employés dans une multitude de produits et d'usages]*, sont venues noircir le tableau. Le risque sanitaire et environnemental de ces multiples pollutions est élevé compte tenu de l'ampleur de la contamination et des incertitudes qui pèsent sur leurs effets cumulés.

En 2021, une expertise collective menée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) a mis en évidence des conséquences fortes notamment sur la santé des professionnels qui utilisent les pesticides, et sur les femmes enceintes et leurs enfants à naître. Elle conclut notamment que « *la confirmation et la mise en évidence de présumptions fortes de liens entre certaines pathologies et l'exposition aux pesticides*

doivent orienter les actions publiques vers une meilleure protection des populations ». Les agences de l'eau accompagnent de nombreuses initiatives qui mobilisent des moyens financiers et humains considérables pour réduire les risques de pollution de l'eau. Elles s'avèrent pourtant insuffisantes au regard de l'inertie en matière de réglementation sur l'usage des pesticides.

Une course aux traitements intenable

Les collectivités organisatrices du service public de l'eau potable sont contraintes de se lancer dans une course permanente aux traitements de l'eau qui n'est plus tenable d'un point de vue sanitaire, environnemental, économique, en particulier pour les territoires ruraux.

Après le scandale du chlordécone dans les Antilles françaises, l'heure est à l'action pour éviter une nouvelle catastrophe humaine et environnementale. Les aires d'alimentation de captages, surfaces sur lesquelles l'eau ruisselle ou s'infiltre pour alimenter le captage, constituent les zones sur lesquelles doivent se concentrer tous les efforts pour sortir de cette impasse économique, sanitaire et environnementale et sécuriser le principe de l'eau potable au robinet pour tous.

Nous, élus chargés des services publics de l'eau potable, unis au sein de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), constatons que la stratégie gouvernementale Ecophyto 2030 marque un recul des objectifs de réduction de l'usage des pesticides, y com-

pris sur les zones de captages et demandons la mise en œuvre effective des mesures suivantes :

Inscrire dans la loi la sanctuarisation des aires d'alimentation de captages, avec la mise en place de trajectoires zéro phyto *[sans utilisation de produits phytosanitaires de synthèse]* sur les aires d'alimentation de captages, le soutien à l'évolution des systèmes de production agricole durable sans usage de pesticides de synthèse dans les aires d'alimentation de captages d'eau, et l'activation des leviers réglementaires prévus. Cette sanctuarisation doit aussi concerner les pollutions des activités industrielles ou minières ;

Assurer la cohérence des politiques publiques. Les objectifs de production agricole et industrielle, les autorisations de mise sur le marché des pesticides ou produits nocifs doivent rester cohérents avec les obligations de santé publique en matière d'eau potable. Il est aussi indispensable de réorienter les aides de la politique agricole commune vers les agriculteurs mobilisés pour adapter leurs modes de production à la préservation des ressources en eau ;

Accompagner la transition agroécologique. Cette transition nécessite un effort plus important d'accompagnement des agriculteurs sous la forme d'expertise technico-économique, de soutien financier (régimes d'aides adaptés et paiements pour services environnementaux). Il est essentiel que soit mise en place une couverture assurantielle des risques pris par les agriculteurs durant

leur transition comme celle existante pour couvrir les calamités agricoles.

Durant la phase de reconquête de la qualité des ressources en eau, des traitements de dépollution et mobilisation de ressources nouvelles peuvent être nécessaires pour garantir la potabilité de l'eau. Des moyens financiers doivent être accordés par l'Etat aux collectivités afin de limiter l'impact sur le prix de l'eau pour des usagers qui ne doivent pas être les seuls à en assumer les conséquences financières. ■

Premiers signataires : **Bruno Bernard**, président du Grand Lyon ; **Maryvonne Buchert**, présidente de la régie de l'eau Mulhouse Alsace Agglomération ; **Sylvie Cassou-Schotte**, présidente de la régie de l'eau de Bordeaux Métropole ; **Michel Demolder**, président de la collectivité eau du bassin rennais ; **Irène Félix**, présidente de Bourges Plus ; **Christophe Ferrari**, président de Grenoble-Alpes Métropole ; **Pascal Hervé**, vice-président de Rennes Métropole ; **Guillaume Krabal**, vice-président de la communauté d'agglomération de La Rochelle ; **Dan Lert**, président d'Eau de Paris ; **Hervé Paul**, vice-président de la métropole Nice-Côte d'Azur et vice-président eau de la FNCCR. Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

Nadia Guerouaou

Nous nous demandons encore trop peu ce qu'il se passe en nous lorsque nous utilisons les intelligences artificielles

Le rôle joué par les IA dans la présentation de soi et dans les relations sociales implique de donner à chacun des clés de compréhension du fonctionnement de la cognition et du psychisme, pour que les utilisateurs puissent faire des choix éclairés, estime la chercheuse

Rares sont les individus qui passent à côté de l'effervescence qui entoure l'intelligence artificielle *[IA]* aujourd'hui. Plus que la sophistication récente des techniques d'apprentissage profond, ce sont la mise à disposition et la diffusion des objets issus des recherches en informatique au sein de notre société qui suscitent cet intérêt. L'IA est un sujet de discussion, parfois de polémiques, et ce débat témoigne d'un effort de compréhension de la profondeur des transformations causées par les systèmes artificiels intelligents dans nos sociétés.

Il n'est pas question ici de discuter de la validité de l'étiquette « révolution » régulièrement attachée à l'IA, mais d'en considérer une si-

gnification trop souvent négligée. Si l'IA pouvait effectivement s'avérer porteuse d'une révolution, ce pourrait être dans le sens premier du terme, étymologique – *revolvere* – de retour vers soi : car nous nous demandons encore trop peu ce qu'il se passe en nous lorsque nous utilisons les IA.

De ce point de vue, certains usages actuels de l'IA posent question. L'IA intervient de plus en plus dans nos interactions numériques en faisant office d'interlocuteur, comme c'est le cas de ChatGPT (parmi ses utilisateurs, une part importante l'utilise régulièrement : 41 % d'entre eux y ont recours au moins une fois par semaine en France), ou encore en nous permettant de façonner algorithmiquement notre image

LA NÉGLIGENCE DE SOI CONDUIT INÉVITABLEMENT À LAISSER AUX AUTRES LES CHOIX DE NOS USAGES

au cours de nos interactions audiovisuelles par divers filtres de visage et de voix.

L'Académie américaine de chirurgie plastique et reconstructive du visage détaille de son côté le rôle croissant des selfies dans la chirurgie plastique du visage : les transformations physiques chirurgicales sont dorénavant sollicitées afin d'améliorer non plus son apparence physique réelle mais son image numérique, alors même que cette dernière correspond à une réalité déformée par l'objectif de l'appareil photo. Mais ces mêmes filtres ont un effet positif sur l'humeur lorsqu'ils sont utilisés afin de stimuler l'imagination et la création.

En poursuivant la réflexion des philosophes Andy Clark et David Chalmers sur la « cognition étendue », nous posons qu'émotions et sociabilité se trouvent désormais également externalisées dans notre technique. Comprendre et mesurer l'incidence sur notre cognition et notre psy-

chisme du déploiement de ces dispositifs dans notre quotidien nécessite donc un minimum de connaissances sur la manière dont nous fonctionnons.

Révolution souhaitable

Or, ces connaissances font encore trop largement défaut chez les utilisateurs – mais aussi chez les ingénieurs concepteurs – des systèmes artificiels intelligents. Il s'agirait donc de profiter de l'intérêt actuel envers ces outils pour réfléchir à un socle de savoirs dont il faudrait disposer pour réellement se saisir des enjeux qu'ils charrient. Si apprendre aux élèves à coder par exemple relève d'un effort louable d'« encapacitation » des individus face aux dispositifs numériques, leur permettre de comprendre comment s'élaborer leur pensée et les processus qui sous-tendent leurs émotions (autant de facultés visées par les systèmes artificiels intelligents et dont certains redoutent le déclin) est plus que crucial afin d'éveiller un regard critique à l'endroit des usages de l'IA.

Cette initiative nous semble d'autant plus souhaitable que la santé psychique des jeunes Français est préoccupante : en 2021, 40 % des 18-24 ans souffraient de troubles de l'anxiété généralisée, et plus d'un jeune sur cinq connaissait des symptômes dépressifs. Or, la méconnaissance de soi – qui du reste ne se limite pas aux facultés cognitives – joue assurément un rôle dans le mal-être psychologique de nos contemporains. Dès lors, une révolution souhaitable que pourrait susciter notre rapport – contrarié ou en-

thousiaste – à l'IA serait celle d'un retournement du regard de l'outil vers soi.

Plus que jamais, face aux transformations sociétales que nous vivons, le souci de soi – dans le sens du « soin » (*cura*) décrit notamment par le philosophe Michel Foucault – est une nécessité. Car la négligence de soi conduit inévitablement à se faire prendre en charge par autrui et à laisser aux autres (comme les entreprises commercialisant les systèmes artificiels intelligents, plus souvent soucieuses de rentabilité que de « care ») les choix de nos usages à notre place.

Penser les effets de l'IA, désormais médiatrice de la présentation de soi et des relations sociales, est indispensable dans un monde où la frontière entre vie numérique et physique est dorénavant poreuse. Il nous faut donc créer les conditions permettant de faire des choix éclairés, et réfléchir à l'élaboration d'un socle de connaissances concernant notre fonctionnement psycho-cognitif, et plus largement notre vie mentale. Chacun doit pouvoir saisir à la fois les bénéfices potentiels et les possibles dégâts induits par les innovations découlant de l'IA, qui font partie intégrante de notre environnement actuel et à venir. ■

Nadia Guerouaou est chercheuse en neurosciences cognitives (Ircam, Femto – CNRS), enseignante en neuroéthique à l'université de Lille

AFFRICATION

Trait ancien du français, ce mode d’articulation des consonnes, qui conjugue occlusion et constriction, s’intensifie sur le territoire métropolitain depuis les années 1980, au point de susciter des polémiques politiques

HISTOIRE D’UNE NOTION

A mandjine mange à la cantchine ». Sous ce titre paraît dans *Libération*, le 12 janvier, un article consacré à l’affrication, qualifiée de « *nouveau tchic de langage* ». Phénomène phonétique pourtant classique des langues romanes, celui-ci déclenche un déferlement médiatique amorcé par un commentaire d’Eric Zemmour. Le président de Reconquête ! partage l’article sur son compte X, ajoutant laconiquement : « *Le “grand remplacement” n’existe pas* » et confondant, ou du moins superposant, africanisation et affrication.

Les réactions ne se font pas attendre. *Libération* répond par un billet suivi d’une tribune pour « *pacifier ce débat* », *Le Point* et *Le Figaro* publient dans la foulée leur analyse de l’événement, tandis que, sur X, on épingle les pré-supposés à l’origine de l’affaire – « *Zemmour raciste, inculte et visiblement incapable de lire un article au-delà du titre* », vitupère la linguiste Laélia Véron. Revenons-en donc à l’étymologie. L’affrication, du latin *affricare*, signi-

fiant « frotter contre », désigne un mode d’articulation des consonnes. Si une consomme simple équivaut à un seul son, les consonnes complexes, comme les affriquées, joignent deux éléments sonores, en l’occurrence « *un petit bruit d’explosion suivi d’un petit bruit de friction* », selon la description de la linguiste Maria Candea dans le podcast « Vox ». L’affrication résulte d’une obstruction du passage de l’air dans le conduit vocal, nommé occlusion – ce qui se passe lorsqu’on prononce [t] ou [d] –, aussitôt suivi d’un resserrement de celui-ci, nommé constriction – ce qui se passe lorsqu’on prononce [ch] ou [j]. Dans la langue française standard contemporaine, ce phénomène nous parvient au détour d’emprunts à d’autres langues romanes : la syllabe initiale du *ciao* italien en témoigne, prononcée [tch]. Que l’on songe également au *ocho* espagnol ou à la *beach* anglaise.

Toutefois, nul besoin de s’extirper du français pour entendre des consonnes affriquées. Au Québec, ce mode d’articulation est généralisé, où il varie légèrement puisque les [t] et [d] deviennent [tz] et [dz] devant [i] et [u].

L’AFFRICATION EST UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF DE L’ÉVOLUTION PHONÉTIQUE ET LEXICALE DE LA LANGUE FRANÇAISE DEPUIS SON ORIGINE LATINE

L’Office québécois de la langue française propose l’exemple de « tulipe » prononcé « tzu-lipe ». « *L’affrication n’est pas tout à fait la même, elle est plutôt sifflante au Québec, et chuintante en français de France, mais le phénomène reste identique* », résume le linguiste Cyril Trimaille dans le podcast « Vox ».

L’affrication est un élément constitutif de l’évolution phonétique et lexicale de la langue française depuis son origine latine, ayant permis la transition de celle-ci vers celle-là. Maria Candea explique : « *Il y a déjà eu des phases d’affrication qui ont modifié les sons du latin pour petit à petit aller vers les langues romanes. Elles expliquent le passage de caballus à cheval, de [k] à [ch]; cela ne s’est pas fait en un jour, et, entre les deux prononciations, il a dû y avoir un phénomène d’affrication.* »

Rappeurs et stars de télé-réalité

Mode d’articulation vieux comme la langue, il devient un objet d’étude privilégié dès le début du XX^e siècle avec le phonéticien Théodore Rosset, qui examine cette variation de prononciation dans le « *patois de la banlieue de Paris* » du XVII^e siècle. Nombreuses sont les études qui vont s’attacher par la suite à décrire ce trait ancien du français, présent aussi bien dans la banlieue de Paris que dans le nord de l’Afrique francophone.

Depuis les années 1980, la diffusion de cette variante s’intensifie de façon constante et assez homogène sur le territoire métropolitain : [tch] et [dj] sont aussi bien audibles à Rouen qu’à Grenoble et, surtout, à Marseille. Si l’origine exacte de cette expansion récente demeure aussi indéterminée que multifactorielle, il est certain que ce sont d’abord les plus jeunes qui se sont mis à affriquer, sous

l’influence de certains rappeurs et stars de télé-réalité. Cyril Trimaille explique sur France Inter : « *C’est un trait qui a acquis un certain prestige social dans ces groupes et qui, à partir de là, s’est diffusé dans des cercles plus larges et aujourd’hui dans une population d’adolescents qui écoutent beaucoup de rap.* » Affriquer, c’est s’identifier à ces groupes et se distinguer, surtout de la génération précédente.

Il ne faudrait néanmoins pas brosser une caricature selon laquelle seuls les plus jeunes seraient victimes de ce qui est parfois présenté comme une contamination. Sur Mastodon, le linguiste Mathieu Goux résume : « *Tous les vingt ans, on fait mine de redécouvrir un phénomène d’évolution et les explications ad hoc sont toujours les mêmes : les jeunes/les étrangers/les pauvres/les paysans.* » En effet, contrairement au lexique que l’on contrôle plus aisément, la prononciation est un mécanisme peu conscient, et les analyses les plus récentes montrent qu’aujourd’hui l’affrication se diffuse parmi toutes les classes sociales et générationnelles. Cyril Trimaille relève, par exemple, que le premier ministre, Gabriel Attal, affricque ses consonnes de manière appuyée et assez systématique, notamment lors de son discours aux agriculteurs, le 26 janvier.

Comme toujours en langue, il est difficile d’appréhender l’évolution future de cette tendance. Plusieurs hypothèses sont avancées : ou bien l’affrication va poursuivre sa diffusion et s’intégrer au français standard, comme c’est déjà le cas au Québec, ou bien cette prononciation va être investie d’un sens particulier, encore à définir. Autre possibilité : ce trait pourrait reculer, simple mode langagière qui ne s’installerait pas. ■

CLARA CINI



CHRONIQUE | PAR JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

L’industrie automobile à front renversé

Le cargo *Explorer-1* est entré, fin février, dans le port de Bremerhaven, en Allemagne, avec quelque 3000 voitures électriques dans ses cales. Les photos du parking rempli de véhicules du constructeur chinois BYD ont fait les choux gras de la presse aux Etats-Unis. Selon *Foreign Policy*, l’accostage aurait inauguré une « *nouvelle ère dans l’économie mondiale* ». Le laboratoire d’idées Atlantic Council présentait ces voitures comme une menace pour l’économie, voire la sécurité nationale. Gina Raimondo, la secrétaire américaine au commerce, expliquait, de son côté, que ces voitures, équipées de caméras, pourraient espionner les installations militaires américaines pour le compte du gouvernement chinois. Dans la foulée, Joe Biden annonçait une taxe de 100 % sur les voitures électriques chinoises. Quant à la Commission européenne, elle dévoilait les premiers résultats d’une enquête sur les subventions publiques reçues par BYD et celles de son homologue britannique MG, laissant entrevoir un possible triplement des taxes (de 10 % à 30 %).

Le plus intéressant, dans cette affaire, est le décalage entre la réaction des gouvernements et celle des constructeurs. En matière de commerce extérieur, ce sont, en général, les industriels qui demandent des protections douanières ; dans le cas présent, ce fut l’inverse, et l’on a pu entendre les dirigeants de Volkswagen et de BMW rappeler à la Commission européenne les vertus du libre-échange. Une politique protectionniste à l’endroit de la Chine pourrait nuire à leurs affaires. Premièrement, les voitures thermiques représentent encore plus de 60 % des voitures vendues en Chine et les marques allemandes auraient beaucoup à perdre si ce marché venait à se fermer.

Deuxièmement, la Chine est certes devenue le premier exportateur de

voitures dans le monde, mais l’Europe exporte toujours plus de voitures en Chine (24 milliards d’euros en 2022) que l’inverse (9,7 milliards). Quant aux accusations de surcapacités industrielles chinoises, il faut noter que l’Europe exporte une plus grande proportion de sa production automobile que la Chine. Troisièmement, une bonne partie des voitures électriques importées de Chine sont, en réalité, fabriquées par des entreprises occidentales installées là-bas. Enfin, pour ce qui concerne les Etats-Unis, la menace est franchement inexistante, la Chine n’y exportant presque aucune voiture...

Nouvel épisode de l’histoire

Plutôt qu’une « *nouvelle ère dans l’économie mondiale* », l’arrivée des voitures électriques chinoises n’est qu’un nouvel épisode de l’internationalisation du secteur automobile. Comme le racontent Patrick Fridenson et Kazuo Wada dans l’ouvrage collectif *The Routledge Companion to the Makers of Global Business* (Routledge, 2020, non traduit), les pays industriels ont constamment poursuivi deux objectifs : protéger leurs constructeurs nationaux et encourager l’implantation d’industriels étrangers pour acquérir savoir-faire et capacités productives.

Dans les années 1920, quand Ford installe des filiales en Europe, les gouvernements mettent en place une politique tarifaire qui l’incite à produire sur place des composants, plutôt que se contenter d’importer des pièces de son usine de Detroit. De même, dans les années 1980, ce sont encore des protections tarifaires qui obligent Toyota à construire des usines aux Etats-Unis, en partenariat avec General Motors, ce qui a contribué à moderniser le géant américain.

A propos de la décision de Joe Biden, Carlos Tavares, le patron de Stellantis, parlait d’« *un piège* » pouvant « *accentuer le retard technologique* » des constructeurs occidentaux. Le but de la taxe prohibitive sur les voitures électriques était probablement plus symbolique qu’économique : séduire l’électorat du Michigan, un des *swing states* (« Etats qui font pencher la balance ») de la prochaine élection. Et tant pis si cela retarde davantage encore l’électrification très poussive du parc automobile américain. ■

Jean-Baptiste Fressoz est historien, chercheur au CNRS

UNE STRATÉGIE POUR AVOIR LA PAIX

LIVRE

L’adage est bien connu : « *Si tu veux la paix, prépare la guerre.* » Mais comment ? Et que signifie changer, s’adapter et innover pour atteindre la paix militarisée, chère aux défenseurs de l’école réaliste des relations internationales ? Dans son essai *Préparer la guerre* (PUF, 460 pages, 24 euros), le chercheur Olivier Schmitt, spécialiste des questions militaires, s’empare de ces thématiques et signe une démonstration puissante, à la hauteur des enjeux du débat stratégique actuel.

L’auteur n’a pas attendu, pour engager sa réflexion, le retour de la guerre classique, comme celle qui ronge l’Europe depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie. La guerre en Europe orientale a révélé la justesse de son analyse, donnant de l’épaisseur à ceux qui appellent au sursaut militaire face aux menaces d’un monde en transition. Préfacé par le général Benoît Durieux, l’essai d’Olivier Schmitt se fonde moins sur la notion de rapport de force,

pilier de la pensée réaliste, que sur les dynamiques de changement, dont les effets se font sentir au-delà de la sphère militaire. Et c’est là le principal intérêt de ce travail.

Grille de lecture néoréaliste

Se préparer à la guerre ou s’adapter aux nouveaux risques systémiques ou conjoncturels majeurs passent, selon lui, par trois dynamiques : militaire, avec ce que cela induit en matière de transformation de l’organisation de défense ; institutionnelle, avec l’inséparable couple politique-armée ; sociale, placée sur le même plan que les deux autres, plutôt d’inspiration régalienne.

La grille de lecture néoréaliste de l’universitaire ne s’arrête pas à ce triptyque militaire, politique et social. Elle englobe les nouvelles problématiques comme le changement climatique et l’intelligence artificielle, deux domaines en évolution permanente qui rendent toute prévision aléatoire. D’autant plus que prévoir l’état réel des forces armées dans les décennies à venir est un pari hau-

tement risqué. Ainsi incombe-t-il aux acteurs politiques – s’ils en ont toujours la volonté et les capacités – et à la société civile – l’arrière du front, la population – de se mobiliser pour mieux répondre aux défis des relations internationales de plus en plus militarisées au XXI^e siècle.

Dans un monde tiraillé entre guerre classique en Ukraine et guerre irrégulière à Gaza, le livre d’Olivier Schmitt est un appel fin, complet et méthodique à une prise de conscience face à la menace hybride qui encercle le Vieux Continent. Essentiellement technique – parfois trop ? –, sa réflexion traverse près de cent cinquante ans d’histoire militaire et conclut sur une mise en garde majeure : il ne suffit pas de s’adapter aux dangers ou de moderniser les forces armées pour crier victoire, si victoire il y a.

Changer ne rime pas avec succès, mais ne rien faire garantit assurément la défaite. Pour l’éviter, autant être dissuasif par l’adaptation, la préparation au pire étant la clé de la paix. ■

GAÏDZ MINASSIAN

Ce n’est pas fini ! Vamos, Nadal ! | PAR SERGUEÏ



UNE POLITIQUE PROTECTIONNISTE À L’ENDROIT DE LA CHINE POURRAIT NUIRE AUX AFFAIRES DES CONSTRUCTEURS OCCIDENTAUX



GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE
PAR SYLVIE KAUFFMANN

Les Etats-Unis dissuadés par la Russie

L'expression a fait son chemin dans le discours des responsables occidentaux depuis le 24 février 2022 : la guerre que livre la Russie à l'Ukraine est « *existentielle* ». La menace que représente cette Russie qui modifie les frontières et réécrit l'histoire est « *existentielle* ». Mais comment se mesure le caractère existentiel d'un conflit ? Cette guerre est-elle un peu existentielle ? Beaucoup ? Et pour qui, à part l'Ukraine ? Pour les voisins immédiats de la Russie ? Pour le reste de l'Europe ? Pour les Etats-Unis ?

La question n'est pas que philosophique. Elle a des implications pratiques et stratégiques dont l'Ukraine ressent actuellement tout le poids. Lorsqu'une menace est réellement existentielle, on fait tout pour la conjurer.

Confrontés à la situation militaire la plus difficile depuis les premières semaines de l'invasion russe massive il y a un peu plus de deux ans, les Ukrainiens et leurs alliés les plus proches mesurent à quel point l'aide leur est actuellement comptée et en viennent à douter de la nature « existentielle » de la guerre russe pour les autres. « *C'est dur* », a répondu sombrement, à propos de la situation sur le champ de bataille, Dmytro Kuleba, le ministre des affaires étrangères ukrainien, aux experts et responsables européens réunis à la conférence Lennart Meri à Tallinn, en Estonie, le 18 mai. « *Mais envoyez-nous ce dont on a besoin. Lorsqu'on a ce qu'il nous faut, on progresse. Envoyez-nous des [missiles] Patriot, de l'artillerie et des munitions. Autorisez-nous à frapper des cibles militaires en Russie, et vous verrez la différence.* »

C'est l'une des grandes critiques adressées aux Etats-Unis en ce moment : pourquoi retenir le bras des Ukrainiens et les empêcher d'attaquer des cibles militaires de l'ennemi en territoire russe avec les armes à longue portée fournies à Kiev, alors que l'armée russe, elle, n'a aucun scrupule à cibler des civils et à détruire les infrastructures vitales pour la population ukrainienne ? Plus l'armée russe est offensive et meurtrière, moins ce combat inégal est justifiable. Les réticences américaines, après sept mois d'atermoiements au Congrès sur le vote des 60 milliards de dollars (environ 55 milliards d'euros) d'aide promis à l'Ukraine, jettent un discrédit croissant sur l'équipe de Joe Biden parmi certains pays du nord et de l'est de l'Europe, pourtant traditionnellement les plus atlantistes.

Mardi 28 mai, la Maison Blanche a tranché le débat au sein de l'administration Biden, où le secrétaire d'Etat, Tony Blinken, souhaiterait laisser les coudées franches aux Ukrainiens : c'est non, a réitéré le porte-parole de la présidence, il n'y a pas d'autorisation de cibler le territoire russe. Aujourd'hui, de nombreux experts occidentaux sont prêts à l'admettre : pour Washington, la guerre en Ukraine n'est pas existentielle. « *On a dit à Israël qu'on le défendrait, on ne l'a jamais dit à l'Ukraine* », reconnaît un ancien ambassadeur américain.

« ON A DIT À ISRAËL QU'ON LE DÉFENDRAIT, ON NE L'A JAMAIS DIT À L'UKRAINE », SELON UN EX-AMBASSADEUR AMÉRICAIN

WASHINGTON RESTE LE PREMIER FOURNISSEUR D'AIDE À L'UKRAINE, MAIS ÉVITE DE S'ENGAGER PLUS

Washington reste le premier fournisseur d'aide à l'Ukraine mais évite de s'engager plus avant, refuse à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de jouer un rôle plus important et freine la perspective d'adhésion de l'Ukraine. En trahissant ainsi leur crainte de l'escalade et en laissant penser que la menace nucléaire brandie par le Kremlin les dissuade d'aller plus loin, les Etats-Unis ébranlent la confiance de certains de leurs alliés dans leur fiabilité.

Un responsable est-européen offre la métaphore suivante : « *Notre maison est en feu, avec un pyromane qui jette de l'essence dedans. Les pompiers arrivent, mais tard, certains camions n'ont pas d'eau, d'autres arrosent la maison d'à côté. A l'intérieur, des enfants sont déjà morts, des Ukrainiens. Leurs parents luttent contre l'incendie et demandent plus de camions et d'eau à leurs voisins. Et la plus grande caserne de pompiers voisine répond : vous devriez déjà être reconnaissants de ceux qu'on vous a envoyés ! Alors oui, ils aident, mais la vraie question c'est : est-ce qu'on va arriver à éteindre le feu ou non ?* »

Feu vert des Britanniques

Ce qui complique encore les choses, poursuit ce responsable, c'est que la caserne principale, la plus importante, n'a pas vraiment décidé : veut-elle tout faire pour éteindre l'incendie ou pas ? « *Certaines choses laissent penser que ses chefs sont prêts à laisser la porte arrière ouverte pour faire un deal avec le pyromane et lui dire O.K., on te laisse brûler quelques pièces si tu promets de ne pas mettre le feu à toute la maison. Et nous, on n'ose pas protester parce qu'on a trop peur qu'ils disent à tous les camions de pompiers de rebrousser chemin.* »

On l'aura compris : la caserne voisine, c'est l'Allemagne, et la caserne principale ce sont les Etats-Unis. La métaphore en dit long sur l'état d'esprit qui règne parmi certains dirigeants des pays les plus exposés à la menace russe. Ils ne sont pas les seuls à s'inquiéter : lundi, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a pris position en leur faveur dans le débat : « *Le moment est venu de reconsidérer les restrictions à l'utilisation d'armes occidentales à des fins militaires en Russie* », a-t-il dit devant l'assemblée parlementaire de l'OTAN réunie à Sofia. Celle-ci a adopté, à une très large majorité, une déclaration en ce sens.

Les Britanniques ont, eux, donné le feu vert aux Ukrainiens pour se servir de leurs missiles Storm Shadow à longue portée. Mardi, depuis l'Allemagne, le président Macron est allé dans le même sens, mais s'est limité à autoriser l'Ukraine à « *neutraliser les sites militaires russes d'où sont tirés les missiles* » vers l'Ukraine, ce qui semble exclure par exemple des frappes contre des cibles logistiques. Rome et Berlin suivent Washington dans l'opposition aux frappes en Russie. Le vrai problème, s'impatientent les dirigeants baltes, c'est que les alliés de Kiev ne sont toujours pas d'accord sur ce que veut dire « assurer la victoire de l'Ukraine » – ni sur comment éteindre le feu. ■

L'ALARMANTE RÉGRESSION DE LA TUNISIE DE KAÏS SAÏED

ÉDITORIAL

Jusqu'où la dérive ira-t-elle ? Depuis deux ans, la Tunisie connaît une alarmante régression vers un régime ouvertement autoritaire, à rebours de ses acquis de l'après-2011. Le berceau des « printemps arabes », qui fascina tant le reste du monde, est en train de renouer, sous la férule de son président, Kaïs Saïed, avec les vieux démons de la répression, du muselage de l'opposition, de la traque des mal-pensants. Les Tunisiens, en proie de nouveau à la peur, évoquent un retour à l'ère glaciaire de la dictature de Ben Ali (1987-2011).

La condamnation le 22 mai à un an de prison de deux journalistes, Mourad Zeghidi et Borhen Bssais, pour diffusion de « fausses nouvelles » et autres futilités prétextes,

n'est que le dernier indice d'un raidissement général du pouvoir. Au total, au moins une trentaine de journalistes, avocats, blogueurs, militants politiques ou associatifs, hommes d'affaires et autres sont sous les verrous pour « complot », « blanchiment d'argent », etc.

La scène politique de Tunisie, qui fut si foisonnante au lendemain de la révolution de 2011, au risque d'être parfois chaotique, n'est plus qu'un néant rendant le pays méconnaissable. A cette dépression politique s'ajoute une stagnation socio-économique s'aggravant au fil des semaines, alors que guette la banqueroute.

Le paradoxe est que Kaïs Saïed avait été élu en 2019 dans un climat de ferveur populaire. L'électorat avait plébiscité cet enseignant en droit constitutionnel à la réputation intègre et qui promettait de remettre la révolution dans son lit après les amers désenchantements d'une « transition démocratique » post-2011 dysfonctionnelle et corrompue. Lorsqu'il réalisa son « coup de force », en juillet 2021, concentrant les pouvoirs entre ses seules mains, la foule l'acclama même en pariant sur sa capacité à rétablir autorité et justice.

La désillusion fut cruelle. Kaïs Saïed s'est employé sans tarder à démanteler toutes les institutions de l'après-« printemps arabes » pour imposer unilatéralement son projet qui, derrière le label séduisant d'une

« construction démocratique par la base », revient à réinstaller un hyperprésidentialisme de triste mémoire. Simultanément, son populisme xénophobe a livré des milliers de migrants subsahariens, bloqués en Tunisie par le verrouillage des frontières de l'Europe, aux vieux réflexes anti-Noirs répandus au Maghreb. Et son nationalisme déclamatoire a crispé ses relations avec les partenaires occidentaux de la Tunisie. Hostile à tout accord avec le FMI, dont les conditions sont assimilées à des « *diktats étrangers* », il esquisse désormais un rapprochement avec la Russie, la Chine et l'Iran, tandis que l'Algérie exerce sur lui une emprise croissante.

Derrière la poigne apparente, l'assise de Kaïs Saïed est toutefois fragile, comme l'a illustré le 25 mai le limogeage de deux ministres de son premier cercle. Tout porte à croire que le pays va entrer dans une zone de turbulences, alors que le mandat de M. Saïed s'achève en octobre et que l'incertitude règne sur « l'après ». Le danger est que la petite Tunisie vulnérabilisée devienne l'otage de rivalités régionales, notamment celle opposant l'Algérie et les Emirats arabes unis. Les Européens, et la France en particulier, ne doivent garder qu'une boussole : le respect de la souveraineté tunisienne et le soutien au réformisme éclairé dont le pays est l'héritier par-delà les aléas de l'histoire. ■

HORS-SÉRIE

Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE



Franz Kafka

L'insaisissable

Un entretien avec le biographe Reiner Stach

FRANZ KAFKA

Un hors-série du « Monde »
120 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Kafka est mort il y a cent ans. Cet écrivain insaisissable, mystérieux, dérangeant, est à la fois classique et contemporain, il est d'un autre temps, mais il habite notre présent. Ses œuvres, sauvées du bûcher, continuent de nous interroger. Portrait, entretien, textes choisis, débats, hommages, lexique.